

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Données générales de la situation économique de la Belgique au cours du deuxième et du troisième trimestre de 1951 — Assistance financière reçue et accordée par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise depuis la libération jusqu'au 31 octobre 1951 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

DONNÉES GÉNÉRALES DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA BELGIQUE AU COURS DU DEUXIÈME ET DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 1951

A maints égards, l'évolution de l'économie belge a subi, au cours de la période sous revue, une normalisation après l'emballement provoqué par un brusque gonflement de la demande au second semestre de l'année dernière. Le déséquilibre des marchés disparaît dans de nombreux cas, soit que la production se soit adaptée, soit surtout que les besoins manifestés se contractent. Font exception à cette détente les marchés des produits les plus directement nécessaires à l'armement.

Ces développements ne sont pas particuliers à l'économie belge : le recul de la demande de produits de consommation durables est quasi-général. Il semble que les craintes de pénuries étendues se soient largement dissipées. Le recul des cours sur les grands marchés de matières premières en témoigne : les métaux, hormis l'étain, font exception à cette baisse.

La tendance des prix et l'importance des stocks qu'ils avaient constitués ont incité le public et certaines catégories d'entrepreneurs belgo-luxembourgeois à ralentir leur réapprovisionnement. Cette attitude explique la diminution du volume des importations et le fléchissement de leur valeur globale ; celui-ci n'affecte pas les produits minéraux, les métaux et les

machines, mais particulièrement les textiles. A l'inverse, l'expansion des courants d'exportation en volume et en valeur se poursuit, malgré la contraction des ventes des industries textiles notamment : celle-ci est largement compensée par le développement des expéditions de la sidérurgie surtout, et des fabrications métalliques.

Aussi la balance commerciale se renverse-t-elle : un surplus apparaît, à partir de juin. Ce surplus provient surtout des relations commerciales avec les pays de l'Union Européenne de Paiements, tandis que le déficit des échanges réglés en dollars s'accroît.

Soutenue par la fermeté de la demande tant étrangère qu'intérieure, l'activité des industries lourdes réalise de nouveaux progrès et atteint des maxima. Au contraire, l'allure de la demande de certains biens de consommation non périssables provoque une diminution de leur production : l'industrie de la laine est un des secteurs les plus touchés.

Le niveau moyen de l'activité industrielle se maintient cependant à des chiffres records — si l'on fait exception du fléchissement saisonnier de la période des congés payés — et, dès lors, le volume de l'emploi reste élevé. Cependant, dans les derniers mois,

on constate un accroissement du chômage, surtout du chômage partiel, qui provient du ralentissement dans les industries textiles et du cuir.

Influencés par les cours mondiaux des matières premières, la plupart des prix de gros s'inscrivent en recul et, malgré la continuation de la hausse des produits de la métallurgie, des combustibles, des produits chimiques d'origine minérale, le niveau moyen des prix de gros industriels s'infléchit nettement. Quant aux prix des produits agricoles et alimentaires, les premiers se relèvent, les seconds sont stables : dans les deux cas, à côté du renchérissement des spéculations animales, on observe une baisse des produits de culture.

Les prix de détail n'ont guère subi la contagion des baisses des prix industriels; ce n'est que dans les tout derniers mois que l'indice des prix des produits non alimentaires s'oriente à la baisse; encore le repli est-il faible; l'indice des prix des produits alimentaires s'élève encore, entraînant l'indice général. Les mouvements de celui-ci ont d'ailleurs influencé le niveau des rémunérations, en particulier des salaires ouvriers.

Les tensions qui avaient caractérisé, au début de la phase d'expansion, les marchés de l'argent et des capitaux vont en s'atténuant. La masse monétaire s'accroît sous l'action de deux facteurs d'amplitude égale : le financement des dépenses des pouvoirs publics et le boni des paiements extérieurs.

Le renforcement des encaisses amène l'économie privée à procéder à des remboursements sur les crédits bancaires qui lui avaient été consentis. De même, l'élargissement des disponibilités sur les marchés de l'argent permet au Fonds des Rentes de réduire ses engagements vis-à-vis du système bancaire. Ces deux éléments de resserrement sont d'ailleurs loin de compenser le mouvement expansionniste qui s'opère par ailleurs.

L'accumulation de liquidités dans l'économie paraît se produire au moment où ses besoins de monnaie sont stabilisés, voire en diminution. On observe, en

effet, un ralentissement très net de la vitesse de rotation des moyens de paiement.

L'augmentation de la masse monétaire se porte surtout sur la monnaie fiduciaire. Il semble donc que ce soient les particuliers et les petites entreprises qui aient reconstitué leurs encaisses et, en ralentissant le rythme de leur réapprovisionnement, réduit les rentrées de billets dans les entreprises collecteurs.

L'épargne en formation — si l'on en juge par les données relatives aux institutions officielles — est plus abondante.

Sur les marchés des capitaux, une détente nette se manifeste : le glissement des cours des fonds d'Etat s'atténue et, à partir de juillet, fait place à un léger mouvement de hausse; il est vrai que le montant des émissions des pouvoirs publics pendant cette période est peu important. Sur le marché des valeurs à revenu variable, le relèvement des cours s'affirme très nettement au cours des derniers mois.

Le commerce extérieur

Les problèmes posés, à la fin de l'été, par l'évolution des comptes belgo-luxembourgeois à l'Union Européenne de Paiements ayant surtout trouvé leur origine dans les échanges internationaux de marchandises, il paraît opportun d'entamer cette description de l'évolution économique du pays par l'analyse du commerce extérieur.

Dans les phases d'essor, la balance commerciale accuse généralement un déficit important, qui s'atténue pendant les périodes de ralentissement. Ceci s'est vérifié une fois de plus depuis le début de 1950. La reprise dans le monde, stimulée par le déclenchement des hostilités en Corée, a provoqué un développement plus rapide des importations que des exportations de l'Union économique. Le déficit se réduit au début de 1951 et un surplus apparaît à partir de juin, les exagérations de la demande dans certains secteurs ayant cessé et les prévisions des entrepreneurs s'étant modifiées en conséquence.

TABLEAU I

Commerce spécial de l'U.E.B.L. (1)

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations (millions de francs)	Exportations (millions de francs)	Balance commerciale (millions de francs)	Pourcentage des exportations par rapport aux importations
1950 1 ^{er} trimestre	7.247	6.713	— 534	92,6
2 ^o trimestre	7.527	6.384	— 1.143	84,8
3 ^o trimestre	7.476	5.648	— 1.828	75,5
4 ^o trimestre	10.248	8.779	— 1.469	85,6
1951 1 ^{er} trimestre	11.080	10.247	— 833	92,5
2 ^o trimestre	10.897	11.255	+ 358	103,3
3 ^o trimestre	9.314	11.069	+ 1.755	118,8

(1) On trouvera les chiffres mensuels au tableau 75 des Statistiques courantes de ce Bulletin.

La valeur globale des *importations*, qui avait atteint un maximum en mars 1951, a fléchi régulièrement depuis, sous l'effet d'une contraction des volumes : la tendance baissière des prix mondiaux de certaines matières, surtout des textiles, les hésitations de la demande et, plus tard, les rumeurs de dévaluations à l'étranger ont incité diverses catégories d'importateurs à ralentir leur réapprovisionnement.

Le niveau moyen des prix à l'importation se redresse cependant encore jusqu'en août 1951, bien que les prix mondiaux de nombreux produits de base

aient fléchi dès mars. Ce décalage a plusieurs causes : les prix sont généralement établis en considération des cours au moment de la commande ; la composition des importations s'est modifiée, de telle façon que les hausses et les baisses peuvent s'être compensées, car les importations de matières dont les cours sont en recul se sont réduites, alors que les achats de produits dont les cotations restent fermes sont plus stables ; enfin, les importations de l'Union économique consistent, en grande partie, en produits ouvrés dont les prix enregistrent avec retard les mouvements des cours des matières premières.

TABLEAU II

**Indices du volume et des prix unitaires des importations et exportations
et des termes d'échange de l'U.E.B.L.**

Base 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Période	Importations		Exportations		Indices des termes d'échange
	Indices du volume	Indices des prix unitaires	Indices du volume	Indices des prix unitaires	
1950 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	100	92	118	87	93,8
2 ^e trimestre	98	96	109	86	91,3
3 ^e trimestre	95	96	94	90	92,8
4 ^e trimestre	121	106	139	96	90,1
1951 Janvier	120	116	136	104	90,0
Février	116	114	135	112	98,7
Mars	131	120	153	117	97,0
1 ^{er} trimestre, moyenne mensuelle ...	122	117	141	111	95,2
Avril	121	120	147	116	96,6
Mai	111	124	135	118	95,2
Juin	102	122	153	121	99,-
2 ^e trimestre, moyenne mensuelle ...	111	122	145	118	96,9
Juillet	95	123	127	121	98,4 (p)
Août	102 (p)	122 (p)	134 (p)	124 (p)	101,8 (p)
Septembre	96 (p)	117 (p)	136 (p)	126 (p)	107,7 (p)
3 ^e trimestre, moyenne mensuelle ...	98 (p)	121 (p)	132 (p)	124 (p)	102,6 (p)

L'augmentation du volume et du niveau moyen des prix des *exportations* s'est amorcée dans les derniers mois de 1950. Le prix moyen accuse de nouvelles avances au troisième trimestre, cependant que le volume fléchit sous l'effet d'influences saisonnières : aussi la moyenne des valeurs globales pour juillet-août-septembre est-elle légèrement en recul. Mais, dès septembre, le niveau antérieur est rejoint.

Le surplus commercial enregistré depuis juin 1951 trouve donc son origine à la fois dans la réduction du volume des importations et dans le relèvement du niveau moyen des prix des produits exportés. Cette hausse n'implique pas, dans les circonstances actuelles, une détérioration de la position concurrentielle des producteurs belgo-luxembourgeois. Elle reflète surtout l'inélasticité de la demande étrangère de pro-

duits dont l'Union économique est exportateur marginal.

Les *termes d'échange* évoluent d'une façon favorable. Mais ce n'est qu'en août 1951 que les conditions de troc de l'Union économique se retrouvent les mêmes qu'en 1948, après la détérioration due aux dévaluations de septembre 1949 et à la hausse fondamentale des matières premières.

* * *

L'examen de l'*orientation géographique* des courants d'échange de l'Union économique présente un intérêt majeur au moment où la politique commerciale tend, par des mesures administratives, à substituer des achats dans les pays membres de l'Union de Paiements à des importations payables en dollars,

à freiner le développement des expéditions à ces pays et à stimuler les ventes sur les marchés américains.

Parmi les mesures prises à la fin du troisième trimestre, il faut citer notamment : l'allongement des délais autorisés par la Banque Nationale pour les traites finançant des achats dans les pays de l'Union de Paiements; l'élargissement de la liste des produits pour lesquels la Banque accorde son visa à de semblables traites; les restrictions à l'importation de diverses marchandises payables en dollars; l'instauration du blocage, pour une durée de six mois, de 5 p. c. des sommes encaissées pour les fournitures aux pays de l'U.E.P.; enfin, l'effort d'expansion et de propagande commerciales spécialement centré sur les marchés américains.

On examinera donc plus particulièrement l'évolution des relations commerciales de l'Union écono-

mique avec les pays de l'U.E.P. (1) d'une part, et avec les Etats-Unis et le Canada d'autre part; il a paru intéressant, en outre, d'isoler les échanges avec la Colonie et les territoires sous mandat.

(1) Sous la rubrique « Pays de l'U.E.P. » sont groupés ici tous les pays dont les échanges commerciaux avec l'Union économique interviennent, en principe, dans les comptes de l'Union de Paiements : à savoir les pays participant à l'Organisation Européenne de Coopération Economique, leurs territoires d'outre-mer et les pays qui font partie de la zone sterling sans être territoires d'outre-mer du Royaume-Uni (les transactions avec l'ensemble de la zone sterling donnant lieu à compensation à Bâle). Les chiffres des échanges commerciaux avec les « Pays de l'U.E.P. » recensés ainsi ne donnent qu'une idée très approximative de l'incidence des règlements correspondant au mouvement de marchandises, sur le compte belgo-luxembourgeois à l'Union Européenne de Paiements. En effet, les opérations commerciales avec d'autres pays sont parfois réglées dans la devise d'un des pays de l'U.E.P.; ces transactions qui interviennent dans les comptes de l'organisme compensateur ne sont pas prises en considération ici; de plus, une partie des fournitures directes du Congo aux pays U.E.P. est réglée par l'intermédiaire de l'Union économique, et par conséquent inscrite au compte de cette dernière lors des compensations de Bâle. Les données du tableau III doivent donc être appréciées avec circonspection, tout au moins si on en déduit des conclusions quant à l'origine du surplus belgo-luxembourgeois à l'U.E.P.

TABLEAU III

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Orientation géographique

Pourcentages par rapport aux valeurs totales

Pays	Importations				Exportations			
	2 ^e semestre de 1950	1 ^{er} trimestre de 1951	2 ^e trimestre de 1951	3 ^e trimestre de 1951	2 ^e semestre de 1950	1 ^{er} trimestre de 1951	2 ^e trimestre de 1951	3 ^e trimestre de 1951
Pays de l'U.E.P. (1) ..	60,6	60,3	60,7	60,3	68,2	68,8	69,5	71,2
Etats-Unis et Canada	18,4	16,8	18,0	19,9	10,7	10,9	9,8	8,3
Congo belge et Ruanda-Urundi ..	7,5	8,3	7,8	8,3	3,3	3,6	3,8	4,9
Autres pays	13,5	14,6	13,5	11,5	17,8	16,7	16,9	15,6
Total ...	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-
(1) dont :								
France	11,7	11,1	10,4	9,8	8,1	7,9	8,2	9,8
Pays-Bas	10,3	10,6	9,3	11,7	21,4	13,8	20,2	16,8
Allemagne	8,5	8,1	8,7	9,6	7,7	8,3	4,5	5,5
Zone sterling	18,2	19,2	20,1	16,9	13,7	15,9	17,6	19,2

Bien que la valeur absolue des importations en provenance des pays de l'U.E.P. se soit accrue, leur position relative comme fournisseurs n'a guère évolué depuis la création de l'Union : ils interviennent toujours pour 60 p. c. dans les importations totales.

Par contre, les ventes de l'Union économique à ce groupe de pays représentent un pourcentage croissant des exportations totales. La libération des échanges sur une base non discriminatoire a donc stimulé les exportations belgo-luxembourgeoises vers ces pays. La zone sterling et la France deviennent, pendant la période examinée, des débouchés plus importants; dans la zone sterling se sont surtout accrues les achats des territoires autres que le Royaume-Uni, dont les revenus ont bénéficié de la hausse des matières premières. Par contre, l'importance relative des ventes à l'Allemagne diminue, dès le deuxième trimestre, les restrictions à l'importation établies dans ce pays

après l'épuisement de son quota à l'U.E.P. étant particulièrement sévères à l'égard des produits belgo-luxembourgeois. Au troisième trimestre, le marché néerlandais perd également de son importance comme débouché.

Le pourcentage des importations en provenance des *Etats-Unis* et du *Canada* se relève, après le recul observé en 1950; en même temps, l'importance relative de ces débouchés diminue.

La *Colonie* intervient pour une part assez constante dans l'approvisionnement de la Métropole; l'importance qu'elle présente parmi les marchés progresse.

L'évolution des termes de la balance commerciale de l'Union économique et les modifications de la répartition géographique des courants d'échange ont affecté les balances avec les différents pays étrangers : dans la presque totalité des cas, les déficits antérieurs se contractent ou se transforment en sur-

plus, ou les bonis antérieurs s'élargissent. Il y a deux exceptions importantes : les balances avec les Etats-Unis et le Canada, d'une part, et avec l'Allemagne, d'autre part, dont le déficit s'aggrave.

TABLEAU IV

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Balance avec les pays de l'U.E.P. (1)

(en millions de francs)

Sources : Institut National de Statistique.
Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	5.375	4.919	— 456
1951 1 ^{er} trimestre	6.683	7.050	+ 367
2 ^e trimestre	6.619	7.821	+ 1.202
3 ^e trimestre	5.617	7.889	+ 2.272

(1) Pays participant à l'O.E.C.E. et leurs territoires d'outre-mer (non compris le Congo belge) + les pays non participants de la zone sterling.

Les transactions avec les *pays de l'U.E.P.*, définis ci-avant, avaient accusé un mali exceptionnel (1) en 1950, provoqué par le gonflement des achats belgo-luxembourgeois au second semestre. Le boni réapparaît en 1951 et s'élargit considérablement au deuxième et au troisième trimestre, sous l'effet de l'expansion des ventes et du ralentissement des importations. Il affecte particulièrement la *zone sterling*, et même le Royaume-Uni; la valeur des livraisons de laines surtout et de diamants bruts s'est fortement contractée et leurs expéditions totales retombent, au troisième trimestre, en dessous du niveau du second semestre de 1950.

TABLEAU V

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Balance avec la zone sterling

(en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	1.615	986	— 629
1951 1 ^{er} trimestre	2.133	1.631	— 502
2 ^e trimestre	2.190	1.983	— 207
3 ^e trimestre	1.573	2.128	+ 555

(1) Les échanges avec ce groupe de pays se sont soldés comme suit :

en 1938 : moyenne mensuelle du boni : + 142 millions de francs;
en 1947 : moyenne mensuelle du boni : + 177 millions de francs;
en 1948 : moyenne mensuelle du boni : + 238 millions de francs;
en 1949 : moyenne mensuelle du boni : + 725 millions de francs;
en 1950 : moyenne mensuelle du mali : — 123 millions de francs.

Les exportations de l'Union économique vers ces pays se sont largement développées; l'accroissement porte surtout sur les produits métallurgiques, chimiques et alimentaires.

TABLEAU VI

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Balance avec le Royaume-Uni

(en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	831	642	— 189
1951 1 ^{er} trimestre	914	949	+ 35
2 ^e trimestre	1.037	1.100	+ 63
3 ^e trimestre	715	1.065	+ 350

La balance avec la *France* subit une évolution analogue.

TABLEAU VII

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Balance avec la France

(en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	1.039	581	— 458
1951 1 ^{er} trimestre	1.231	806	— 425
2 ^e trimestre	1.132	924	— 208
3 ^e trimestre	923	1.086	+ 174

Le déficit des échanges avec l'*Allemagne* s'est accru par rapport à 1950 : au deuxième trimestre, les ventes ont été fortement resserrées par les restrictions à l'importation; elles s'élargissent au troisième trimestre.

TABLEAU VIII

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Balance avec l'Allemagne

(en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	754	558	— 196
1951 1 ^{er} trimestre	902	849	— 53
2 ^e trimestre	944	503	— 441
3 ^e trimestre	894	611	— 283

La valeur des achats de l'Union économique aux Pays-Bas est demeurée stable; le boni atteint un maximum au deuxième trimestre, par suite notamment des importations néerlandaises de produits textiles auparavant expédiés directement à l'Allemagne.

TABLEAU IX

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

*Balance avec les Pays-Bas
(en millions de francs)*

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	912	1.545	+ 633
1951 1 ^{er} trimestre	1.176	1.924	+ 748
2 ^e trimestre	1.012	2.272	+ 1.260
3 ^e trimestre	1.098	1.873	+ 775

Le mali structurel des échanges avec les Etats-Unis et le Canada s'aggrave; il est même plus prononcé qu'au second semestre de 1950.

TABLEAU X

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

*Balance avec les Etats-Unis et le Canada
(en millions de francs)*

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	1.027	773	— 854
1951 1 ^{er} trimestre	1.859	1.113	— 746
2 ^e trimestre	1.962	1.104	— 858
3 ^e trimestre	1.858	936	— 922

Ces deux pays vendent surtout à l'Union économique des produits dont les prix sont demeurés fermes et la demande stable : machines et équipements industriels, voitures et leurs pièces détachées, produits chimiques manufacturés, céréales; en outre, la contraction de la valeur des achats de coton a été compensée par le développement de ceux de combustibles.

Les ventes à ces pays font exception à la tendance haussière des exportations globales; elles ont légèrement diminué par suite d'une réduction de la valeur des fournitures de produits sidérurgiques, chimiques, métallurgiques, textiles, de diamants et des fabrications métalliques. La diminution des expéditions des industries textiles n'est pas particulière au marché américain. Le recul des exportations de diamants s'explique partiellement par la hausse de cours du dollar sur le marché parallèle de Bruxelles : les envois officiels de diamants vers les Etats-Unis paraissent évoluer en sens inverse de ce cours. Pour les autres groupes de produits, il est vraisemblable

que la demande américaine n'a pas fléchi, mais que les marchés des pays de l'U.E.P. offrent l'avantage de prix plus élevés.

Le déséquilibre des échanges avec la Colonie s'atténue : l'évolution conjoncturelle de ces échanges est caractéristique des relations entre une économie primaire et une économie industrialisée; de plus, la réalisation des premières étapes du plan décennal d'investissement congolais accroît les fournitures de biens d'équipement par la Métropole.

TABLEAU XI

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

*Balance avec le Congo et le Ruanda-Urundi
(en millions de francs)*

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1950 2 ^e semestre	664	239	— 425
1951 1 ^{er} trimestre	922	370	— 552
2 ^e trimestre	854	432	— 422
3 ^e trimestre	769	541	— 228

L'évolution des balances partielles de l'Union économique avec les principaux groupes de pays peut se résumer comme suit : le boni sur les pays de l'U.E.P. réapparaît, après un mali exceptionnel, et devient de plus en plus considérable; le déficit avec les Etats-Unis et le Canada s'aggrave; les échanges avec la Colonie se rapprochent de l'équilibre; enfin, le commerce avec le reste du monde se solde par un surplus croissant en faveur de l'Union économique.

* * *

La structure des courants commerciaux extérieurs de l'Union économique a été influencée par les mouvements des prix mondiaux et par la conjoncture d'armement.

La contraction continue des importations globales n'affecte pas toutes les catégories de marchandises : les achats de produits minéraux, de métaux communs et de machines restent élevés. Au contraire, la valeur des importations de matières textiles, de produits végétaux, de caoutchouc, de peaux et cuirs diminue.

La régression, en valeur, des importations de textiles est forte : au troisième trimestre, elles ne représentent plus que 15 p. c. environ des achats totaux, contre 20 p. c. en 1950 et 25 p. c. au premier trimestre de 1951. D'une moyenne mensuelle de 2.786 millions au premier trimestre, elles sont revenues à 1.433 millions au troisième. La chute provient de la contraction en volume des achats des principales matières textiles et de la baisse des cours de certaines d'entre elles, comme la laine.

TABLEAU XII

Commerce spécial de l'U.E.B.L.
Composition des importations
(Moyenne mensuelle en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Section du tarif douanier	1 ^{er} semestre de 1950	2 ^e semestre de 1950	1 ^{er} trimestre de 1951	2 ^e trimestre de 1951	3 ^e trimestre de 1951
1. Produits du règne animal	336	380	498	359	407
2. Produits du règne végétal	1.008	1.239	1.477	1.368	1.062
3. Corps gras, graisses	114	175	222	232	193
4. Produits de l'industrie alimentaire, tabacs	345	413	410	418	365
5. Produits minéraux	849	1.125	1.408	1.609	1.568
6. Produits chimiques et pharmaceutiques	411	471	589	589	489
7. Cuir et peaux	146	174	244	212	138
8. Caoutchouc	60	110	217	194	130
9. Bois, liège	181	249	177	223	305
10. Papier	178	239	285	415	386
11. Textiles	1.539	1.798	2.786	2.126	1.433
12. Chaussures, articles de mode	22	30	36	36	30
13. Ouvrages en pierre	71	83	88	108	98
14. Perles fines, métaux précieux	254	314	306	474	279
15. Métaux communs	632	811	947	1.024	1.003
16. Machines	770	741	787	883	817
17. Matériel de transport	359	382	469	468	468
18. Instruments scientifiques, précision	71	71	79	88	74
19. Armes et munitions	3	5	4	13	9
20. Marchandises non comprises ailleurs	35	50	47	54	52
21. Objets d'art et de collection	3	3	4	4	2
22. Divers	—	—	—	—	—
Total...	7.387	8.863	11.080	10.897	9.308

Les arrivages de laine en masse, très abondants en 1950 et au premier trimestre de 1951, se sont fortement réduits par après; le recul des cotations a provoqué un déstockage et le rétrécissement des courants d'achats : de mai à août, la réduction du prix moyen à l'importation des laines en suint est de 33 p. c.

TABLEAU XIII

Importations de laine en masse et déchets

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Tonnes
1950 1 ^{er} semestre	10.722
2 ^e semestre	8.290
1951 1 ^{er} trimestre	8.258
2 ^e trimestre	5.398
3 ^e trimestre	4.307

Les achats de fils et de tissus de laine diminuent également; ils portent d'ailleurs sur des quantités beaucoup moins considérables.

Les stocks de coton brut avaient également été renforcés en 1950 et au début de 1951. La nouvelle récolte s'avérant favorable, les filatures ont ralenti leur réapprovisionnement; toutefois, le prix moyen à l'importation ne recule qu'à partir de juillet.

TABLEAU XIV

Importations de coton brut

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Tonnes
1950 1 ^{er} semestre	10.443
2 ^e semestre	8.853
1951 1 ^{er} trimestre	11.647
2 ^e trimestre	5.867
3 ^e trimestre	4.943

La contraction, en quantités, des importations de fibres libériennes s'est produite au deuxième trimestre de 1951; elles se redressent vigoureusement en septembre.

TABLEAU XV

Importations de fibres libériennes et de filés de ces matières

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Matières premières (tonnes)	Fils et filés (tonnes)
1950 4 ^e trimestre	16.613	814
1951 1 ^{er} trimestre	21.861	551
2 ^e trimestre	12.291	313
3 ^e trimestre	27.829 (p)	223

La régression des achats de fils et de filés perdure au troisième trimestre; d'ailleurs, seules des difficultés d'approvisionnement avaient amené les tissages à recourir largement aux fournisseurs étrangers.

* * *

La plupart des secteurs de production bénéficient du gonflement des courants d'exportations, à l'exception des industries textiles et, accessoirement, des industries diamantaires, alimentaires et du cuir.

Commerce spécial de l'U.E.B.L.

Valeur des exportations par secteur de production

Source : Institut National de Statistique.

Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

Secteurs	Montant des exportations (moyenne mensuelle en millions de francs)				
	1 ^{er} semestre de 1950	2 ^e semestre de 1950	1 ^{er} trimestre de 1951	2 ^e trimestre de 1951	3 ^e trimestre de 1951
1. Industries textiles et du vêtement ..	1.780	1.064	2.056	2.778	2.157
2. Fabrications métalliques	1.118	1.043	1.439	1.717	1.798
3. Sidérurgie	929	1.079	1.791	2.413	2.618
4. Industrie des métaux non ferreux ..	640	792	990	1.028	1.069
5. Industries chimiques	668	610	868	1.106	1.026
6. Industries alimentaires	177	307	481	319	390
7. Industrie diamantaire	200	257	352	286	268
8. Agriculture	204	176	248	277	282
9. Industrie houillère	196	173	146	180	241
10. Industrie du verre et des glaces ..	110	136	176	200	180
11. Industrie des peaux et cuirs	62	94	121	115	119
12. Industrie du papier et des arts gra- phiques	60	73	134	169	185
13. Cimenteries	52	64	84	98	105
14. Carrières	42	44	44	53	55
15. Industrie du caoutchouc	30	36	63	89	97
16. Industrie du bois et du meuble ..	31	32	46	65	74
17. Industries céramiques et briqueteries.	26	23	26	28	29
18. Industrie du tabac	13	20	17	14	17
19. Divers	211	290	265	320	355
Total général...	6.549	7.213	10.247	11.255	11.065

L'augmentation des expéditions des industries métallurgiques est caractéristique dans une conjoncture d'armement; leur progrès a compensé le recul des livraisons de textiles. Au troisième trimestre, ces ventes interviennent pour 50 p. c. — dont 24 p. c. pour la seule sidérurgie — dans la valeur totale des exportations, et celles des industries textiles pour 20 p. c. seulement. La sidérurgie s'est substituée au secteur textile comme principale industrie exportatrice. L'augmentation de la valeur de ses fournitures provient de l'accroissement des tonnages et du relèvement des prix unitaires qui se prolonge jusqu'au troisième trimestre.

TABLEAU XVII

Prix unitaires des produits sidérurgiques

(en francs par tonne exportée)

Source : Institut National de Statistique.

Produits	1950	1951		
	4 ^e tri- mestre	1 ^{er} tri- mestre	2 ^e tri- mestre	3 ^e tri- mestre
Tôles en fer ou acier planes non ouvrées, laminées à froid ...	4.922	5.923	7.364	8.975
Fer et acier en barres forgées ou laminées à chaud	3.442	4.219	5.048	5.856
Fer et acier en fils laminés à chaud	3.537	4.379	5.498	6.699

Les quantités supplémentaires d'acier exportées ont été absorbées par les pays de la zone sterling, les Etats-Unis et l'Amérique latine. Les ventes de la sidérurgie qui donnent lieu à règlements par le canal de l'U.E.P. représentent un pourcentage croissant.

TABLEAU XVIII

Orientation des exportations
de l'industrie sidérurgique

(Moyenne mensuelle en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1950	1951		
	2 ^e semestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Pays de l'U. E. P. (y compris la zone ster- ling)	644,4	1.030,7	1.525,7	1.719,7
Exportations totales..	1.079,-	1.791,1	2.412,7	2.618,6
P. c. de l'U. E. P. par rapport au total ...	59,7	57,5	63,2	65,7

Les exportations de l'industrie des métaux non ferreux sont pratiquement stabilisées depuis le premier trimestre. Cependant, l'allure des prix unitaires reste haussière, sauf pour l'étain, dont le marché est régi par les décisions de l'administration américaine.

TABLEAU XIX

Prix unitaires des métaux non ferreux
(en francs par tonne)

Source : Institut National de Statistique.

Métaux	1950		1951	
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Produits bruts :				
Cuivre	30.593	28.800	29.839	32.952
Zinc	21.196	24.680	25.507	25.723
Plomb	18.263	20.584	21.651	23.894
Etain	121.940	166.567	165.842	128.634
Produits demi-finis :				
Cuivre	31.365	34.731	41.831	49.604
Zinc	25.323	29.923	32.898	35.515
Plomb	18.778	23.278	27.842	27.499

La France, les Pays-Bas et la zone sterling restent les débouchés principaux, et la part prise par les pays U.E.P. dans le total des exportations de métaux non ferreux s'accroît.

TABLEAU XX

Exportations de l'industrie des métaux non ferreux
(Moyenne mensuelle en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1950		1951	
	2 ^e semestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Pays de l'U. E. P. (y compris la zone sterling).....	547,8	731,1	755,-	828,3
Exportations totales..	792,4	990,2	1.027,9	1.069,3
P. c. de l'U. E. P. par rapport au total ...	69,1	73,8	73,5	77,5

Les exportations des fabrications métalliques progressent moins que celles de la sidérurgie, à cause de la participation tardive de la première au relèvement conjoncturel. Leur accroissement intéresse surtout la tréfilerie, les entreprises de travail de la tôle, l'industrie automobile et la construction navale. Les achats de la zone sterling sont devenus presque aussi importants que ceux des Pays-Bas, le principal client étranger de cette industrie. Aussi la partie de ses exportations qui donne lieu à règlement par l'U.E.P. augmente-t-elle.

TABLEAU XXI

Orientation des exportations de l'industrie des fabrications métalliques

(Moyenne mensuelle en millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1950		1951	
	2 ^e semestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
Pays de l'U. E. P. (y compris la zone sterling).....	558,4	777,4	994,4	1.040,2
Exportations totales..	1.043,4	1.439,1	1.716,5	1.798,6
P. c. de l'U. E. P. par rapport au total ...	53,5	54,-	57,9	57,8

La diminution des exportations de produits textiles appelle quelques commentaires.

Elle trouve surtout son origine dans l'évolution des ventes de laines brutes et ouvrées.

TABLEAU XXII

Valeur des exportations de laine et produits de laine

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Millions de francs
1950 1 ^{er} semestre	737
2 ^e semestre	861
1951 1 ^{er} trimestre	1.374
2 ^e trimestre	1.104
3 ^e trimestre	627

Leur contraction est provoquée à la fois par la chute des prix et par le resserrement quantitatif des transactions aux divers stades de production. Les lavoires le ressentent dès le deuxième trimestre, les filatures et les tissages au troisième seulement.

TABLEAU XXIII

Volume des exportations des industries lainières
(tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Laine lavée, déchets et rubans	Fils de laine peignée	Tissus de laine (*)
1950 1 ^{er} semestre	2.625	669	991
2 ^e semestre	2.956	542	1.014
1951 1 ^{er} trimestre	3.599	533	1.193
2 ^e trimestre	2.111	522	1.152
3 ^e trimestre	1.291	334	731

(*) Y compris les couvertures, velours et tapis.

La baisse des prix à l'exportation atteint d'abord les blouses et déchets, s'étend, en avril, aux laines lavées, en mai aux laines cardées ou peignées, et en juillet aux filés : pour ces derniers, les livraisons des mois antérieurs s'effectuent en effet aux conditions de prix arrêtées avant la baisse de la matière première.

En valeur et même en quantité, les exportations de l'industrie cotonnière se sont maintenues à un niveau élevé. Les réexportations de coton brut de provenance non américaine ont été réautorisées en juillet dernier. Le volume des expéditions de filés de coton se rapproche du niveau exceptionnel du second semestre de 1950; la valeur de ces fournitures atteint le double de la moyenne de 1950. Par contre, les exportations de tissus de coton se contractent au troisième trimestre en quantité et en valeur. L'allure des prix unitaires pratiqués à l'exportation est moins nette que dans le secteur laine; toutefois, il semble qu'ils aient reculé légèrement en août et septembre.

TABLEAU XXIV

Exportations de l'industrie cotonnière

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Coton brut		Fil de coton		Tissus de coton	
	(milliers de tonnes)	(millions de francs)	(milliers de tonnes)	(millions de francs)	(milliers de tonnes)	(millions de francs)
1950 1 ^{er} semestre	0,330	4,33	1,61	113,8	3,-	310,5
2 ^e semestre	0,467	6,18	2,60	103,4	5,33	277,9
1951 1 ^{er} trimestre	0,367	6,5	1,53	142,-	3,2	391,4
2 ^e trimestre	0,333	7,2	1,87	210,6	3,3	440,1
3 ^e trimestre	0,600	17,1	2,33	258,8	2,77	379,4

L'industrie des fibres libériennes subit une nette contraction de ses ventes à l'étranger de matières premières. Au contraire, les filés et les produits finis sont encore l'objet d'une demande soutenue; on

observe cependant, au troisième trimestre, un certain fléchissement des exportations de produits finis. Les prix des filés et des tissus demeurent orientés à la hausse.

TABLEAU XXV

Exportations de fibres libériennes

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Matières premières		Fils et filés		Tissus et produits finis	
	(tonnes)	(millions de francs)	(tonnes)	(millions de francs)	(tonnes)	(millions de francs)
1950 1 ^{er} semestre	5.749	159,4	1.090	45,7	2.270	100,4
2 ^e semestre	7.069	211,9	1.253	58,5	2.277	111,0
1951 1 ^{er} trimestre	9.170	413,5	1.617	79,6	2.670	139,9
2 ^e trimestre	6.398	286,8	1.739	95,1	3.096	162,1
3 ^e trimestre	4.724	185,2	1.749	103,8	2.788	152,5

Les expéditions de produits de la bonneterie ont subi, pendant le troisième trimestre, une réduction qui pourrait avoir une origine saisonnière.

L'allure des exportations révèle l'allure de la demande étrangère sur le marché belgo-luxembourgeois : sauf pour les produits lainiers et divers autres textiles, cette demande est généralement demeurée ferme; elle s'est accrue pour les biens nécessaires à l'économie d'armement. D'ailleurs, le volume de l'ensemble des exportations est resté favorablement orienté, compte tenu du caractère saisonnier du recul des mois d'été.

TABLEAU XXVI

Valeur des exportations de produits textiles
groupés sous les rubriques
Bonneterie, Vêtements et Confection

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Bonneterie	Vêtements et confection
	(millions de francs)	
1950 1 ^{er} semestre	40,6	98,-
2 ^e semestre	51,8	125,-
1951 1 ^{er} trimestre	49,-	127,6
2 ^e trimestre	63,1	134,6
3 ^e trimestre	43,-	138,1

Le montant des exportations de vêtements et de produits de la confection se maintient à un chiffre favorable, surtout, semble-t-il, du fait de la hausse des prix unitaires.

* * *

La demande intérieure

A défaut de statistiques suffisantes, l'évolution des importations et certains phénomènes monétaires — dont il sera question plus loin — fournissent quelques indices, peu précis d'ailleurs, quant à la tendance de la demande intérieure. Rappelons que la contraction du volume des importations provient en grande partie de la diminution des achats de textiles.

La demande a été influencée par l'accroissement des dépenses de l'Etat, notamment des dépenses consacrées à des immobilisations. Par

* * *

ailleurs, on manque de données plus générales permettant d'évaluer le montant des investissements nouveaux, publics et privés, en capitaux fixes, et il est impossible de mesurer avec exactitude le mouvement des stocks : le recensement de ceux-ci ne s'étend qu'aux entreprises de production ou de commerce de gros et est encore fort incomplet.

On peut mieux juger de l'allure de la consommation des particuliers, encore qu'approximativement. Les ventes d'une partie importante des organismes de distribution en donnent une première indication. En janvier et février s'était produite la troisième vague d'achats exceptionnels en prévision d'une hausse des prix. Depuis mars, les dépenses des consommateurs

se sont ralenties : les chiffres de ventes de toutes les catégories d'entreprises soumises à l'observation sont inférieurs, aux deuxième et troisième trimestres, au niveau du premier; la réticence de la clientèle est particulièrement prononcée en ce qui concerne les produits d'habillement. Après le recul de juillet-août, accentué par le creux saisonnier, les achats reprennent en septembre, mais faiblement; la demande de produits d'habillement reste déprimée.

En outre, il faut tenir compte du niveau des prix de détail qui a haussé depuis le début de l'année : dès lors, le fléchissement du volume des ventes apparaît d'autant plus net.

TABLEAU XXVII

Indices des ventes à la consommation

Base moyenne mensuelle : 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Grands magasins à rayons multiples					Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement	Coopératives						Grossistes en alimentation générale
	Indice global	Alimentation	Habillement	Ameublement	Articles de ménage		Indice global	Alimentation (sauf boulangerie)	Boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	
1950 1 ^{er} trimestre .	109	148	96	112	106	68	108	111	103	92	94	102	87
2 ^e trimestre .	119	143	119	103	116	102	111	114	110	95	110	116	90
3 ^e trimestre .	129	151	123	114	131	88	131	140	103	120	122	106	144
4 ^e trimestre .	145	181	127	101	129	84	120	126	104	102	99	110	92
1951 1 ^{er} trimestre .	142	190	128	152	141	111	140	145	106	159	138	129	112
2 ^e trimestre .	129	168	119	118	130	88	123	131	115	93	126	119	93
3 ^e trimestre .	122	153	103	113	133	60	118	128	113	79	141	116	101

En dépit d'une augmentation du produit social, la masse réelle des achats du troisième trimestre ne semble pas avoir égalé celle de la période avril-juin 1950 que l'on peut encore qualifier de « normale »; le recul affecte surtout la demande de produits non alimentaires.

L'abaissement du niveau de la consommation privée a été suscité probablement par le fait que les particuliers utilisent les réserves constituées il y a quelques mois, ou parce qu'ils se tiennent dans l'expectative, dans l'attente d'une baisse des prix. On peut également retenir l'hypothèse d'une modification de la répartition du revenu national, résultant de la hausse des prix, qui aurait favorisé indirectement l'épargne.

Sans doute, l'évolution des dépôts sur livrets auprès de la Caisse d'Épargne reflète une normalisation de l'épargne au cours du troisième trimestre de 1951 (1). L'accroissement des avoirs des particuliers pourrait avoir été parallèle au fléchissement de la consommation;

il peut aussi provenir pour partie de la reconstitution des trésoreries des petites entreprises, notamment à la suite de déstockages.

* * *

L'évolution du rendement du timbre et des taxes assimilées au timbre reflète également les fluctuations du montant des transactions intérieures, puisqu'il ne subsiste pas de taxe à l'exportation en 1950 et au cours de la période étudiée de 1951.

TABLEAU XXVIII

Timbre et taxes assimilées au timbre
(en millions de francs)

Moyenne mensuelle	1950	1951
1 ^{er} trimestre	1.419	1.647
2 ^e trimestre	1.316	1.718
3 ^e trimestre	1.570	1.593
4 ^e trimestre	1.690	

(1) Cf. tableau 31 des Statistiques mensuelles courantes de ce Bulletin.

Le fléchissement du troisième trimestre tient sans doute pour partie à des phénomènes saisonniers. Le rendement du timbre et des taxes assimilées marque toujours un progrès par rapport aux périodes correspondantes de 1950. Mais cette augmentation tient essentiellement à la hausse des prix; si on élimine ce facteur, il apparaît que la masse réelle des transactions aurait tendu à fléchir.

* * *

L'activité industrielle

Le niveau, cependant déjà fort élevé, que la production industrielle avait atteint pendant les premiers mois de l'année a été dépassé au cours de la période sous revue.

TABEAU XXIX

Indice global de la production industrielle

Période	Indice M.A.E.	Indice I.R.E.S.	Indice F.I.B.	Indice Agefi
	1938 = 100	1936-1938 = 100		
1950 Moyenne mensuelle :				
1 ^{er} trimestre	113,8	105	107,9	123,6
2 ^e trimestre	106,2	106	109,-	119,6
3 ^e trimestre	109,4	104	110,3	124,1
4 ^e trimestre	129,5	120	119,8	140,4
1951 Moyenne mensuelle :				
1 ^{er} trimestre	133,6	127	122,8	141,7
Avril	137,-	131	128,-	148,9
Mai	133,8	133	128,2	147,7
Juin	136,6	130	128,8	150,2
Juillet	112,7	118	116,4	130,8
Août	126,- (p)	127 (p)	127,4(p)	145,2
Septembre	133,- (p)	128 (p)	—	147,8 (p)

(p) Chiffres provisoires.

L'accroissement varie de 2 à 5 p. c., du premier au deuxième trimestre, suivant les indices globaux de production établis sur la base de pondérations différentes. En juillet et août s'est produit le fléchissement habituel dû aux congés payés. Les indices actuellement disponibles pour septembre révèlent que l'activité se rapproche des maxima du deuxième trimestre.

La tendance du niveau moyen de la production dissimule les mouvements propres à chaque secteur. Les industries lourdes sont particulièrement favorisées par la conjoncture; au contraire, les producteurs de biens de consommation non périssables n'ont pu maintenir leur activité au niveau antérieur, qui était d'ailleurs fort élevé.

* * *

L'activité de l'industrie houillère reste très intense. Le marché des charbons industriels se caractérise, au cours de la période sous revue, par la fermeté de la demande, qu'entretient l'essor de l'industrie lourde. En charbons domestiques également, les besoins sont difficilement couverts. Les stocks sur le carreau des mines n'atteignent que 185.903 tonnes à fin septembre — moins de deux journées d'extraction — et sont composés principalement de charbons de qualité inférieure.

Le recours aux fournitures de combustibles étrangers est contrarié par la pénurie générale en Europe occidentale. L'accroissement des importations est très faible.

TABEAU XXX

Importations et exportations de houille (Belgique seule)

(en milliers de tonnes)

Source : Cobechar.

Moyenne mensuelle	Importations totales (1)	Exportations totales (2)	donc vers				
			Italie	France	Pays-Bas	Suisse	Grand-Duché
1950 1 ^{er} semestre	57,5	225,7	91,7	73,1	44,9	5,8	0,9
2 ^e semestre	54,8	225,1	135,1	51,9	35,4	16,1	1,9
1951 1 ^{er} trimestre	138,8	142,0	55,0	30,9	20,9	8,1	0,8
2 ^e trimestre	169,1	162,9	55,4	48,1	19,0	12,1	1,7
3 ^e trimestre (3)	159,9	169,1	43,0	45,7	36,5	12,7	3,6

(1) Charbons, briquettes et lignites.

(2) Charbons et agglomérés.

(3) Chiffres provisoires.

Aussi les charbonnages s'efforcent-ils de porter l'extraction journalière à 105, voire à 110.000 tonnes. La réalisation de cet objectif implique un accroissement des effectifs ouvriers; le recrutement de travailleurs italiens a été autorisé jusqu'à ce que l'em-

ploi dans les mines soit porté à 160.000 unités. Le rendement moyen s'est ressenti de la mise au travail d'une main-d'œuvre en grande partie inexpérimentée; mais depuis juillet, la productivité s'améliore.

TABLEAU XXXI

Industrie houillère
Production, rendement et emploi

Source : Administration des Mines.

Période	Production (en milliers de tonnes)	Rendement moyen journalier à fin de mois ou de trimestre (en kg.) (ensemble des ouvriers du fond et de la surface)
1950 Moyenne mens. :		
1 ^{er} trimestre	2.428,9	685
2 ^e trimestre	2.298,-	689
3 ^e trimestre	2.001,1	708
4 ^e trimestre	2.373,6	721
1951 Moyenne mens. :		
1 ^{er} trimestre	2.417,7	736
Avril	2.568,8	758
Mai	2.493,9	758
Juin	2.598,5	748
Juillet	2.110,8	721
Août	2.407,-	738
Septembre	2.408,2 (p)	745

Il se conçoit que les exportations soient limitées. Les expéditions de coques se redressent cependant au troisième trimestre : des quantités plus importantes de charbons américains ont été cokéfiées à façon et réexportées vers la France et la Suisse; en outre, les fournitures de coke à la Norvège et à la Finlande — qui servent de monnaie d'échange pour obtenir des ferro-manganèses et des bois de mine — ont été accrues.

A plus longue échéance, la production pourra probablement être accrue par le développement de la mécanisation des travaux souterrains et par l'adoption de techniques d'exploitation pratiquées à l'étranger, dans la mesure où elles s'adaptent aux conditions des gisements belges. Il est vrai que ces améliorations visent en premier lieu à comprimer les coûts de production. Les échanges de vues autour des suggestions du Rapport Robinson ont confirmé récemment que c'est là le problème à plus long terme de l'industrie charbonnière.

Période	Nombre d'ouvriers inscrits (fond et surface réunis)	Etrangers			
		Total	En p. c. des ouvriers inscrits	dont Italiens	En p. c. des étrangers
Fin décembre 1949	163.033	61.792	37,9	34.833	56,4
Fin juin 1950	157.121	59.485	37,9	33.163	55,8
Fin septembre 1950	151.742	54.927	36,5	29.560	53,8
Fin décembre 1950	153.215	55.750	36,7	30.379	54,5
Fin mars 1951	155.511	60.696	39,0	35.733	58,9
Fin juin 1951	154.833	63.355	40,9	39.430	62,2
Fin septembre 1951	156.534	66.740	42,6	44.364	66,5

TABLEAU XXXII

Exportations de coke de houille

Source : Institut National de Statistique.

Moyenne mensuelle	Total (en tonnes)
1950 1 ^{er} semestre	39.136
2 ^e semestre	17.531
1951 1 ^{er} trimestre	16.806
2 ^e trimestre	18.250
3 ^e trimestre	43.664

Au cours du troisième trimestre de 1951, les prix à l'exportation des charbons allemands et français se sont relevés, et la disparité en défaveur des prix belges à l'exportation s'est atténuée.

Sur le marché intérieur, les prix des combustibles ont été relevés en avril; en moyenne, le renchérissement est de 3 à 4 p. c., mais il est plus élevé pour les fines à coke notamment.

* * *

La consommation d'énergie électrique a subi la diminution saisonnière, mais à raison de l'ampleur des besoins industriels, elle est restée à un niveau supérieur à celui de la même époque de 1950.

TABLEAU XXXIII

Production d'énergie électrique

(en milliers de kWh.)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Moyenne mensuelle	Centrale des producteurs distributeurs Sociétés privées	Centrale des autoproducteurs industriels
1950 1 ^{er} trimestre	389.575	292.732
2 ^e trimestre	346.816	279.146
3 ^e trimestre	363.857	259.267
1951 1 ^{er} trimestre	451.928	314.607
2 ^e trimestre	407.167	312.451
3 ^e trimestre	398.596	320.515

L'équipement installé s'est accru en juin 1951 par la mise en service d'un premier groupe de 50.000 kW. à la centrale des Awirs.

* * *

L'activité de la sidérurgie, soutenue par une demande très ferme, a réalisé de nouveaux progrès; le recul de la production d'acier en juillet est purement saisonnier.

TABLEAU XXXIV

Production sidérurgique

(en milliers de tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

Période	Produits bruts		Produits demi-finis	Produits finis	Effectif ouvrier
	Fonte	Acier (1)			
1950 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	294.856	249.258	18.411	229.121	41.635
2 ^e trimestre	291.914	291.422	20.263	236.415	41.964
3 ^e trimestre	273.818	279.986	9.586	222.700	43.191
4 ^e trimestre	370.410	379.998	5.614	296.749	46.919
1951 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	385.200	402.300	13.292	337.600	48.512
Avril	408.984	422.133	7.250	334.211	49.349
Mai	403.866	409.696	10.324	315.961	49.701
Juin	407.520	432.597	8.166	340.895	49.964
Juillet	388.917	390.418	12.162	278.414	49.910
Août	412.845	428.932	11.138	327.701	50.375
Septembre (2)	406.095	404.128	12.674	318.583	50.388

(1) Non compris les moulages de première fusion.

(2) Provisoire.

L'expansion de la production mondiale d'acier soulève le problème du développement concomitant de l'approvisionnement en minerai, en mitrailles et même en charbons. La sidérurgie belge n'a pas eu à souffrir d'une pénurie de coke. Par contre, les livraisons de minerai français et suédois ont été insuffi-

santes, mais l'accroissement de l'extraction dans les minières luxembourgeoises a remédié en partie à cette situation. Des négociations ont été entamées avec la Suède et le Brésil dans le but d'obtenir du minerai de haute teneur contre des fournitures de coke.

TABLEAU XXXV

Importations de minerai de fer

Origine	En pourcentage du total				
	1950	1 ^{er} trimestre de 1951	2 ^e trimestre de 1951	Juillet 1951	Août 1951
France	59,5	63,2	55,3	54,5	49,3
dont : Briey		57,7	48,5	49,1	43,6
Calvados		5,5	6,8	5,4	5,7
Grand-Duché et Lorraine ...	23,5	20,2	27,2	32,8	35,0
Suède	16,7	16,1	13,6	12,4	15,7
Autres	0,3	0,5	3,9	0,3	—
Total	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-
Total en milliers de tonnes (moyenne mensuelle)	719,9	621,3	647,6	657,6	665,2

Les usines ont été obligées d'augmenter leur consommation de mitrailles. Le projet des sidérurgistes de constituer un comptoir d'achat n'ayant pas abouti, les cours des mitrailles ont subi une hausse constante : à la fin du troisième trimestre, ils dépassent les prix de la fonte nouvelle.

Les prix de l'acier destiné au marché intérieur, fixés en novembre 1950, ont été relevés le 12 mai, du commun accord des producteurs et des consommateurs : le prix des aciers marchands, notamment, a été porté de 3.750 fr. à 4.200 fr. la tonne; en même temps, la sidérurgie s'est engagée à accroître ses livraisons au marché intérieur; en principe, de 140.000 à 180.000 tonnes.

Les prix à l'exportation se sont relevés jusqu'en mai; en juin, ils sont arrivés à un palier; en juillet, ils se sont raffermis; depuis lors, leur stabilité révèle l'absence de compétition entre les pays producteurs, parmi lesquels seul le Japon a offert des tôles et des tréfilés à la Scandinavie, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, à des prix inférieurs aux cotations belgo-luxembourgeoises.

* * *

L'industrie des métaux non ferreux n'a pas connu un essor comparable à celui de la sidérurgie; d'ailleurs, en 1950, sa production s'était maintenue à un niveau plus stable. Depuis le premier trimestre de

1951, son activité a peu fluctué. La production de plomb-métal s'accroît encore et, compte tenu des possibilités d'approvisionnement en minerais, les usines

connaissent une activité proche du maximum. Il en est sans doute de même dans les autres branches de cette industrie.

TABLEAU XXXVI

Production des métaux non ferreux

(en tonnes)

Source : Union des Industries des Métaux non ferreux.

Moyenne mensuelle	Produits bruts				Produits demi-finis
	Cuivre	Plomb	Zinc	Etain	
1950 1 ^{er} trimestre	10.916	6.139	14.028	868	11.603
2 ^o trimestre	11.341	4.155	14.846	1.015	13.066
3 ^o trimestre	11.618	5.166	14.044	677	12.033
4 ^o trimestre	11.870	5.237	16.190	896	15.533
1951 1 ^{er} trimestre	12.016	5.123	16.615	860	16.506
2 ^o trimestre	11.868	5.640	17.071	866	16.751
3 ^o trimestre	11.566	6.865	16.251	966	15.854

La demande intérieure se maintient au-dessus de la normale : la consommation de cuivre, par exemple, a plus que doublé.

Le prix du cuivre électrolytique est passé de 28 fr. le kilo à fin mars à 31,15 fr. le 24 mai et à 31,45 fr. le 1^{er} octobre. Le cours du zinc fin G.O.B. n'a pas varié. Le plomb et l'étain ne sont plus cotés officiellement à Bruxelles depuis un an. Les cotations de New-York, contrôlées par l'administration américaine, donnent néanmoins une indication de l'orientation des marchés. Les cours officiels du plomb doux sont restés inchangés de mars à septembre; au début d'octobre, ils ont été relevés de 2 cts. par livre avoir-du-poids. La pression exercée sur le prix de l'étain a déterminé un glissement de son cours : de 150,5 cts. par livre avoir-du-poids, grade A, à fin mars, il est revenu à 103 cts. à fin septembre. Sur le marché de Londres, le cours s'est redressé en août et septembre, et s'est établi à la fin de ce mois, à £ 992 par tonne longue, soit une centaine de livres au-dessus de la moyenne des cotations du premier trimestre.

* * *

Le niveau d'activité de certains secteurs de l'industrie des fabrications métalliques a bénéficié avec un certain retard des stimulants conjoncturels; l'augmentation de l'emploi (7.300 unités en six mois) témoigne de l'accroissement de la production dans l'ensemble de cette industrie. Le nombre d'ouvriers s'est établi à 169.500 en septembre contre 170.000 en moyenne en 1949; entretemps, des plans de rationalisation et de modernisation ont été réalisés dans certains secteurs; on peut en conclure que les fabrications métalliques connaissent actuellement, en général, une grande activité.

Le montant des ordres inscrits pour l'intérieur demeure élevé; les commandes passées par l'étranger subissent un recul de 15 à 20 p. c. à partir de mai, mais leur valeur reste supérieure au montant, d'ailleurs favorable, des expéditions.

TABLEAU XXXVII

Activité de l'industrie des fabrications métalliques

Source : Fabrimétal.

Période	Effectif ouvrier	Marché intérieur		Marché extérieur	
		Commandes inscrites	Expéditions	Commandes inscrites	Expéditions
(millions de francs)					
1950 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	153.195	1.730	1.873	840	1.028
2 ^o trimestre	148.414	1.708	1.855	795	887
3 ^o trimestre	151.360	1.882	1.877	1.185	872
4 ^o trimestre	156.328	1.925	2.030	1.447	1.178
1951 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	160.414	2.325	2.120	2.183	1.340
Avril	162.382	2.474	2.200	2.114	1.500
Mai	164.469	1.989	2.132	1.625	1.634
Juin	166.510	2.214	2.338	1.876	1.921
Juillet	166.258	2.383	1.941	1.589	1.460
Août	168.517	2.315	2.230	1.835	1.610
Septembre	169.543		2.344		1.597

Les entreprises de construction électrique accroissent le montant de leurs expéditions, bien que leurs exportations soient plutôt stables.

Le chiffre des ventes des tréfileries et étirages a doublé depuis 1950, en grande partie grâce au développement des marchés extérieurs; mais les ordres sont moins importants au troisième trimestre.

L'industrie du travail de la tôle a également bénéficié d'une activité très favorable. Le montant des commandes est aussi en recul en septembre.

La production de l'industrie automobile, davantage orientée vers la satisfaction des besoins intérieurs, demeure élevée; le maintien de son activité pour les prochains mois est assuré.

Les fabriques d'accessoires pour le bâtiment et les ateliers de forges d'estampage et de gros emboutissage ont travaillé de façon satisfaisante, surtout pour le marché intérieur; le progrès des expéditions des seconds est fort net.

Les ateliers de ponts, charpentes et grosse chaudronnerie sont moins favorisés; leurs chiffres d'affaires ne se sont guère développés depuis 1950, malgré la hausse des prix.

Les constructeurs de matériel roulant ont reçu d'importantes commandes en juillet-août: la valeur de leurs expéditions s'est accrue depuis le premier trimestre de 1951.

L'industrie des machines-outils et machines textiles écoule plus de la moitié de sa production à l'étranger; ses expéditions se sont maintenues à des montants élevés, mais les perspectives se détériorent au cours des derniers mois, surtout dans le groupe machines textiles.

En construction navale, des commandes importantes ont été reçues en avril et en août; malgré les fluctuations des livraisons inhérentes à cette industrie, il semble que la situation reste favorablement orientée.

Les ventes de l'industrie armurière réalisent de nouveaux progrès.

* * *

La situation des industries chimiques évolue en fonction de conditions d'exploitation propres à chaque groupe de produits.

La production d'engrais azotés a progressé en dépit de la pénurie mondiale de soufre, parce que l'industrie belge produit une partie importante de son acide sulfurique au départ des pyrites; la capacité des installations utilisant ce procédé a encore été développée au cours des derniers mois.

Le développement de l'activité dans les cokeries et la sidérurgie a augmenté les disponibilités en sous-produits chimiques. Au cours des derniers mois s'est cependant manifestée une insuffisance de l'offre de scories Thomas. L'approvisionnement des hauts fourneaux en phosphates naturels provenant de l'étranger étant difficile, les scories ont été utilisées dans la sidérurgie comme produits de remplacement.

Au cours des tout derniers mois, la production de certains biens de consommation (pneumatiques, allumettes, savons, etc.) se contracte: il s'agit là sans doute d'une conséquence de la diminution des achats du public.

TABLEAU XXXVIII

Production de certains produits chimiques

Sources: (1) *Bulletin mensuel de Documentation de la Société Nationale des Chemins de fer belges.*
(2) *Institut National de Statistique.*

Période	Azote (1)	Goudron brut (2)	Pneumatiques en caoutchouc pour vélocipèdes (2)		Allumettes (2)
	tonnes d'engrais azotés	tonnes	Enveloppes	Chambres à air	millions de tiges
			pièces		
1950 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	67.700	14.336	209.774	209.056	4.349
2 ^e trimestre	67.633	13.721	234.754	218.219	4.653
3 ^e trimestre	55.533	12.661	288.945	270.252	4.731
4 ^e trimestre	65.967	15.125	381.955	336.701	5.669
1951 Moyenne mensuelle :					
1 ^{er} trimestre	72.900	15.912	400.636	316.335	5.841
Avril	69.140	16.728	384.762	311.319	6.019
Mai	80.620	17.769	286.339	240.948	5.873
Juin	80.900	18.806	236.457	195.728	6.499
Juillet	84.360	16.718	115.094	134.852	4.392
Août	83.760	17.499	156.315	155.441	4.028
Septembre		17.454	132.477	90.304	4.244

Les exportations d'engrais azotés augmentent; pour les autres produits chimiques, les ventes à l'étranger n'ont pas enregistré de progrès appréciables; celles d'acide sulfurique ont diminué. Mais, alors que les prix à l'exportation des engrais azotés ne se sont guère relevés depuis 1950, ceux des autres produits chimiques le sont nettement.

Les prix des matières premières utilisées dans les industries chimiques n'ont subi que des hausses modérées, à l'exception du soufre et du phosphate brut, qui ont fortement renchéri.

* * *

L'industrie de la laine pâtit de l'effondrement, vers la mi-mars, des cours mondiaux de la matière première. Le ralentissement de la spéculation s'est répercuté immédiatement sur l'activité des lavoirs, qui fléchit de quelque 10 p. c. dès avril; les filatures, dont les stocks de laine lavée étaient abondants, ont de leur côté ralenti leur réapprovisionnement. La baisse a déclenché un ralentissement des achats des consommateurs de produits finis et les entreprises de distribution ont demandé l'annulation de commandes passées aux tissages. L'activité de ces derniers s'est réduite dès avril, ce qui s'est évidemment répercuté sur les filatures; la détérioration ne se limite d'ailleurs pas au marché intérieur. Le fléchissement de la production des filatures et tissages est sans doute accentué en juillet par le facteur saisonnier des congés payés; mais même les chiffres de la production d'août et de septembre demeurent inférieurs à ceux de juin.

TABLEAU XXXIX

Production des filatures et tissages de laine

Indices : Base 1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Période	Filatures		Tissages
	Laine peignée	Laine cardée	
1950 Moyenne mensuelle :			
1 ^{er} trimestre	163,4	147,6	162,5
2 ^e trimestre	145,1	135,8	156,5
3 ^e trimestre	145,1	157,5	164,1
4 ^e trimestre	178,9	172,4	193,2
1951 Moyenne mensuelle :			
1 ^{er} trimestre	179,7	149,2	196,9
Avril	154,2	147,3	207,9
Mai	146,3	156,3	190,7
Juin	126,4	153,4	173,8
Juillet	69,4	98,5	131,8
Août	94,8	109,1	143,5
Septembre	98,6	98,2	129,5

La production des filatures de *coton* s'est assez bien maintenue, si l'on excepte le creux saisonnier, par suite surtout de la fermeté de la demande extérieure. Dans la conjoncture actuelle, les pays étrangers équipés pour le tissage des cotons importent de préférence des demi-produits plutôt que des tissus.

TABLEAU XL

Production des filatures et tissages de coton

Indices : Base 1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Période	Filatures	Tissages (1)
1950 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	133,-	146,7
2 ^e trimestre	101,6	113,5
3 ^e trimestre	136,8	155,9
4 ^e trimestre	153,1	178,7
1951 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	156,6	185,4
Avril	145,3	184,8
Mai	146,3	174,6
Juin	142,3	165,1
Juillet	103,5	125,4
Août	136,4	136,-
Septembre	137,6	135,-

(1) Coton pur et mélangé de fibres de rayonne.

Les tissages belges commencent à subir les effets de cette politique. En outre, la demande intérieure fléchit. Le volume de la production des tissages diminue à partir d'avril et ils réduisent leurs commandes aux filatures.

TABLEAU XLI

Production des filatures et tissages de lin

Indices : Base 1938 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Période	Filatures	Tissages
1950 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	121,2	87,8
2 ^e trimestre	84,2	61,1
3 ^e trimestre	119,6	88,7
4 ^e trimestre	135,6	104,-
1951 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	145,9	110,-
Avril	147,4	107,-
Mai	133,6	98,8
Juin	159,-	101,9
Juillet	120,3	82,7
Août	146,3	68,4
Septembre	159,1	70,8

La situation des filatures de *lin* est demeurée favorable : la diminution de la production en juillet est purement saisonnière.

Par contre, la position des tissages se détériore.

La situation de l'industrie du *jute* resta aussi bonne qu'au premier trimestre.

La production de fils, de fibres et de tissus de *rayonne* a été considérable. Après une hausse ininterrompue de janvier à juin, les prix de vente intérieurs se stabilisent pendant le troisième trimestre.

* * *

L'activité de la *construction* est comparable à celle de la période correspondante de 1950. Cette stabilité masque une évolution importante : les travaux

publics ont revêtu moins d'ampleur qu'en 1950; par contre, la construction pour compte privé a été beaucoup plus intense.

TABLEAU XLII

Industrie de la construction
Indice du nombre de journées-ouvriers
dans 214 entreprises-témoins
(Janvier 1946 = 100)

Source : Institut National de Statistique.

Période	Travaux publics		Travaux privés		Travaux publics et privés	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Janvier	82	79	106	113	95	98
Février	90	100	105	122	98	112
Mars	115	106	119	131	117	119
Avril	118	101	111	127	114	115
Mai	125	107	119	125	122	117
Juin	132	107	130	134	131	122
Juillet	113	92	99	113	105	103
Août	117	114	117	129	117	122
Septembre	130	123	128	133	129	129

L'exécution de travaux publics de génie civil a été freinée par une pénurie de concassés de porphyre et de grès. L'accroissement des crédits extraordinaires d'immobilisation de la Défense nationale a provoqué une forte augmentation des besoins de ces matériaux, que les carrières belges n'ont pu couvrir malgré le développement de leur production. Des importations supplémentaires de gravier de rivière en provenance des Pays-Bas et d'Allemagne occidentale ont amélioré l'approvisionnement, déterminant sans doute le net redressement de l'indice d'activité dans le secteur public en août et septembre.

TABLEAU XLIII

Matériaux servant aux travaux de génie civil
(en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

Période	Production indigène de concassés de porphyre et de grès (1)	Importations de graviers de rivière
1950 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	258.051	105.261
2 ^e trimestre	338.374	166.896
3 ^e trimestre	330.939	143.590
4 ^e trimestre	301.224	137.721
1951 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	321.803	136.024
Avril	372.776	152.522
Mai	404.571	166.474
Juin	419.215	177.751
Juillet	394.028	207.469
Août	369.460	235.542
Septembre	427.707 (p)	260.477

(1) La statistique porte sur 411 déclarants à partir de janvier 1951, au lieu de 274 précédemment.

L'ampleur des travaux de construction privée s'explique par le nombre des décisions de bâtir prises par des particuliers au cours de l'année dernière. Depuis lors, ce nombre a fléchi.

TABLEAU XLIV

Nombre d'autorisations de bâtir, transformer et reconstruire

Source : Institut National de Statistique.

1950 — Moyenne mensuelle :

1 ^{er} trimestre	5.007
2 ^e trimestre	6.554
3 ^e trimestre	5.603
4 ^e trimestre	4.451

1951 — Moyenne mensuelle :

1 ^{er} trimestre	4.530 (p)
2 ^e trimestre	5.240 (p)
Juillet	3.508 (p)

p : chiffres provisoires.

L'empressement du public à construire, en 1950, s'expliquait par la crainte de voir supprimer le système des primes à la construction; cet incitant ne joue plus en 1951. Par ailleurs, le resserrement du crédit immobilier et la hausse des prix ont réduit les commandes. L'évolution du nombre des primes à la construction attribuées est un indice de ce ralentissement.

TABLEAU XLV

Nombre de primes à la construction attribuées

Source : Ministère de la Santé publique et de la Famille

Période	1950	1951
Janvier	1.511	1.292
Février	1.407	1.429
Mars	2.003	1.545
Avril	2.008	1.368
Mai	2.229	1.489
Juin	1.460	962
Juillet	2.350	1.105
Août	1.999	1.193
Septembre	2.602	1.044

* * *

La production de la plupart des matériaux de construction dépasse, depuis le début de l'année, celle de la période correspondante de 1950, surtout dans les briqueteries, les cimenteries, les verreries et glaces.

Activité des industries productrices de matériaux de construction

Sources : *Bulletin mensuel de Documentation de la S.N.C.F.B. et Institut National de Statistique.*

Période	Trafic ferroviaire de produits des carrières (en milliers de tonnes)		Production de briques ordinaires (en millions de pièces)		Production de ciment (en milliers de tonnes)		Indice de la production de verre plat (1938 = 100)	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
1 ^{er} trimestre : moyenne mens.	416,-	509,8	111,9	117,2	243,3 (1)	318,-	72,8	101,6
Avril	599,1	627,4	100,3	122,5	294,6 (1)	377,3	73,2	104,3
Mai	635,5	660,9	151,1	216,4	311,3	384,9	69,4	103,3
Juin	719,8	733,6	172,2	256,5	325,8	393,6	67,-	100,7
Juillet	555,7	644,9	178,1	269,6	286,1	380,8	60,6	91,4
Août	585,7	686,4	195,1	254,7	328,3	395,9	58,2	84,2
Septembre	755,1	740,5	186,9	248,7 (p)	346,6	400,6	77,5	85,7

(1) Ciment « klinker » compris — à partir de mai 1950, exclu

(p) Chiffre provisoire.

Au cours du troisième trimestre, la production de briques est sensiblement supérieure aux besoins; des stocks s'accumulent chez les producteurs et les prix s'orientent à la baisse.

Les cimenteries travaillent, depuis mars, à pleine capacité. Le nombre de fours en activité est de cinquante-deux, y compris les deux fours de la nouvelle usine de Lixhe. La production est stimulée par l'ampleur de la demande extérieure. Les Pays-Bas demeurent le principal client, mais les exportations à destination du Royaume-Uni se sont fortement développées depuis les premiers mois de 1951.

Au cours du premier semestre, les verreries ont développé leur production pour répondre à la forte demande extérieure. Les expéditions à destination des Etats-Unis et des Pays-Bas, notamment, ont été très importantes jusqu'en avril. A partir de mai, elles se sont sensiblement réduites et cette contraction, bien que partiellement compensée par un accroissement des expéditions vers d'autres marchés étrangers, a provoqué une diminution de la production de verre à vitre au cours du troisième trimestre.

TABLEAU XLVII

Exportations de matériaux de construction (en tonnes)

Moyenne mensuelle	Produits de carrières (1)	Ciment (2)	Verre à vitre (3)	Glaces (4)
1950 1 ^{er} trimestre	75.518	83.876	7.888	2.759
2 ^e trimestre	146.635	90.700	6.564	3.002
3 ^e trimestre	136.260	97.951	6.682	2.552
4 ^e trimestre	104.672	135.096	11.352	4.142
1951 1 ^{er} trimestre	83.375	143.870	12.845	3.981
2 ^e trimestre	137.942	164.289	13.615	4.232
3 ^e trimestre	147.660	156.787	10.318	3.767

(1) Positions tarifaires nos 182 à 187

(2) Position tarifaire n° 192.

(3) Position tarifaire n° 666.

(4) Position tarifaire n° 667.

* * *

La vigoureuse reprise en sidérurgie et en verrerie de l'automne 1950 a entraîné une forte augmentation des besoins de produits réfractaires. La production belge n'a cependant augmenté que modérément, le surplus d'importation s'étant sensiblement accru.

TABLEAU XLVIII

Produits réfractaires

(en tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Période	Production indigène de produits silico-alumineux, siliceux et autres	Produits réfractaires	
		Importations	Exportations
1950 Moyenne mensuelle :			
1 ^{er} trimestre	10.964	3.916	2.145
2 ^e trimestre	11.164	3.809	3.196
3 ^e trimestre	11.121	3.295	2.026
4 ^e trimestre	13.146	4.452	2.280
1951 Moyenne mensuelle :			
1 ^{er} trimestre	12.733	4.704	1.695
Avril	13.058	5.758	1.260
Mai		5.456	1.606
Juin		5.741	1.681
Juillet		5.634	1.578
Août		4.555	1.381
Septembre		4.309	1.717

* * *

La production de verre creux dépasse nettement, depuis avril dernier, son niveau moyen de 1950 et du premier trimestre de 1951. Les commandes des brasseries belges et le développement des livraisons aux Pays-Bas ont favorisé l'activité des bouteilleries.

TABLEAU 1L

Nombre-indice de la production de verre creux
(1938 = 100)

1950 Moyenne mensuelle :	
1 ^{er} trimestre	71,-
2 ^e trimestre	94,8
3 ^e trimestre	97,5
4 ^e trimestre	106,1
1951 Moyenne mensuelle :	
1 ^{er} trimestre	96,-
Avril	118,7
Mai	129,7
Juin	129,4
Juillet	136,1
Août	147,2
Septembre	138,-

* * *

L'industrie du papier et du carton a travaillé à un rythme soutenu; le fléchissement de juillet et août est saisonnier. La contraction de la production de papier, observée depuis le premier trimestre, a été compensée par un accroissement sensible de la production de carton brut.

TABLEAU L

Production de papiers et cartons

Source : Institut National de Statistique.

Période	Produits bruts	
	Papiers	Cartons
	(en tonnes)	
1950 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre ..	22.414	1.485
2 ^e trimestre ..	23.223	1.421
3 ^e trimestre ..	22.506	1.602
4 ^e trimestre ..	25.691	2.026
1951 Moyenne mensuelle :	25.725	3.705
1 ^{er} trimestre ..		
Avril	22.740	4.778
Mai	22.809	3.870
Juin	23.742	4.743
Juillet	18.993	4.123
Août	21.887	3.895
Septembre	23.810	2.602

L'approvisionnement de l'industrie en pâte à papier est loin d'être facile, dans l'état actuel du marché mondial. Les importations de pâtes ont néanmoins porté sur des tonnages substantiels; leurs cours se situent, depuis le début de l'année, à un niveau très élevé. Fin septembre, les cours de certaines qualités de pâtes tendaient à s'infléchir.

TABLEAU LI

Commerce spécial des pâtes à papier, papiers, cartons et ouvrages de ces matières

Moyenne mensuelle	Importations				Exportations	
	Quantités (tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Dont : pâtes à papier		Quantités (tonnes)	Valeurs (millions de francs)
			Quantités (tonnes)	Valeurs (millions de francs)		
1950 2 ^e et 3 ^e trimestres	26.442	192	15.623	60	5.574	64
1951 2 ^e et 3 ^e trimestres	31.755	401	18.866	167	9.718	188

Par rapport à la période correspondante de 1950, les importations de pâtes à papier, papiers, cartons et ouvrages en ces matières se sont accrues en quantités et en prix. Le développement des ventes à l'étranger de l'industrie du papier est également substantiel.

* * *

Le ralentissement dans l'industrie du cuir n'est pas sans présenter d'analogie avec celui qui a été observé dans les industries textiles. Dès le deuxième trimestre, dans les tanneries, la production de cuirs lourds, et plus encore celle de cuirs légers, décline et le mouvement s'accroît au cours des mois de juillet et août, au delà d'un fléchissement saisonnier : la main-d'œuvre occupée est passée de 4.460 unités en août 1950 à 4.839 unités en mars et 4.153 unités en septembre 1951.

TABLEAU LII

Production de cuir

Source : Institut National de Statistique.

Période	Cuirs lourds		Cuirs légers (pièces carrés)
	Cuirs à semelles	Cuirs techniques	
	kg.		
1950 Moy. mens. :			
1 ^{er} trimestre	584.934	106.903	3.474.770
2 ^e trimestre	527.712	105.127	3.150.713
3 ^e trimestre	525.635	104.008	3.477.918
4 ^e trimestre	547.951	93.178	3.937.300
1951 Moy. mens. :	644.695	158.095	4.152.149
1 ^{er} trimestre			
Avril	645.466	131.033	3.454.941
Mai	609.574	114.096	2.693.641
Juin	610.964	103.600	2.750.315
Juillet	371.619	87.235	1.965.270
Août	499.757	105.796	2.733.758
Septembre	469.736	129.213	2.015.821

Le ralentissement de l'activité des tanneries semble provenir du tassement de la demande intérieure. Les ventes de cuirs techniques demeurent relativement fermes — notamment en raison des besoins du

réarmement —, mais les débouchés des cuirs légers se rétrécissent à mesure de la diminution de l'activité de l'industrie de la chaussure; la production de chaussures tout cuir, qui s'était élevée à 2.436 milliers de paires pendant le premier trimestre, est tombée à 1.940 milliers pendant le deuxième trimestre; en août, dernier mois pour lequel des données sont disponibles, la production ne s'est élevée qu'à 505 milliers de paires.

Les exportations de l'industrie des peaux et cuirs ont dépassé nettement, au cours du semestre sous revue, le niveau des mêmes mois de 1950. Les progrès concernent tant les ventes de peaux brutes, cuirs et pelleteries que celles de produits finis de la ganterie, la maroquinerie et l'industrie de la chaussure.

* * *

La balance commerciale officielle de l'industrie diamantaire s'est soldée pour les deuxième et troisième trimestres cumulés par un déficit de 145,4 millions de francs; ce mali peut provenir de l'extension prise par le marché parallèle: d'aucuns évaluent à 30 p. c. les quantités exportées frauduleusement. Aussi le gouvernement a-t-il instauré, par un arrêté du 12 septembre 1951, l'obligation de déclarer mensuellement les stocks de diamants et les transactions.

Il semble bien, néanmoins, que l'activité de l'industrie diamantaire se maintienne à un niveau élevé, le nombre des chômeurs contrôlés ayant fort peu varié. Le chômage actuel dans cette industrie est toujours de nature technologique: en septembre, il affecta 3.429 ouvriers.

* * *

Le barème Benelux en matière de droits d'accise sur les tabacs fabriqués est entré en vigueur en Belgique le 16 avril dernier: il relève la taxe sur les cigarettes et dégrève les cigares, cigarillos et tabacs à fumer. Il n'a pas provoqué de modifications profondes dans la consommation des différents articles de tabac.

La production des tabacs fabriqués a subi des variations insignifiantes. Le fléchissement de la consommation de cigarettes a provoqué une certaine baisse de la production. La fabrication de cigarillos ne s'est pas accrue dans la même mesure que la consommation, par suite de l'augmentation des expéditions néerlandaises. La hausse des prix de revient ayant empêché les fabricants belges de cigares de réduire leurs prix parallèlement à la réduction du droit, la consommation de cigares a diminué, mais la production n'a pas été sensiblement affectée, en dépit d'importations accrues, car des stocks importants ont été constitués.

* * *

Les transports

L'expansion de la production des industries de base a abouti à une utilisation intense des moyens de transport.

Si le tonnage kilométrique de marchandises pondéreuses transportées par la Société Nationale des Chemins de fer a fléchi en avril, il augmente ensuite pour dépasser, en août et septembre, le niveau du premier trimestre.

TABLEAU LIII

Indices du trafic ferroviaire

Base 1938 = 100

Source: Société Nationale des Chemins de fer belges.

Période	Tonnes-km. grosses marchandises
1950 Moyenne mensuelle :	
1 ^{er} trimestre	96
2 ^e trimestre	90
3 ^e trimestre	90
4 ^e trimestre	120
1951 Moyenne mensuelle :	
1 ^{er} trimestre	119
Avril	110
Mai	117
Juin	117
Juillet	118
Août	125
Septembre	126

Par ailleurs, l'activité de la batellerie s'est nettement développée depuis la fin de l'hiver, compensant la diminution temporaire des transports ferroviaires.

TABLEAU LIV

Trafic intérieur et trafic global de la batellerie

(en millions de tonnes km.)

Source: Institut National de Statistique.

Période	Trafic intérieur	Trafic global
1950 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	142,1	225,4
2 ^e trimestre	150,3	258,4
3 ^e trimestre	144,8	242,2
4 ^e trimestre	166,6	273,2
1951 Moyenne mensuelle :		
1 ^{er} trimestre	158,6	258,3
Avril	180,7	304,2
Mai	174,3	297,0
Juin	180,5	303,8
Juillet	163,1	288,4
Août	159,4	293,7

La situation financière de la Société Nationale des Chemins de fer évolue plus favorablement pendant cette période: les recettes ont progressé plus rapidement que les dépenses, et le déficit du compte d'exploitation s'est atténué: de juillet à septembre, il s'est élevé à une moyenne mensuelle de 29 millions de francs, contre 93 millions de francs de janvier à

mars. Les subsides versés par l'Etat — soit 92 millions de francs par mois — ont largement compensé les pertes d'exploitation enregistrées.

A Anvers, le *mouvement portuaire*, en reprise très nette à la fin de l'année 1950 déjà, s'est encore intensifié et rejoint les niveaux records de 1937.

En ce qui concerne le trafic maritime, le nombre

de navires entrés s'élève, au troisième trimestre de 1951, à 952 unités par mois, jaugeant en moyenne 2.150 milliers de tonnes; pendant cette période, l'activité portuaire est toutefois affectée par les congés.

L'équilibre, rétabli en 1950 entre les entrées et les sorties de marchandises, subsiste, mais à un niveau nettement plus élevé.

TABLEAU LV

Trafic des marchandises au port d'Anvers

(en milliers de tonnes métriques)

Sources : Administration du Port d'Anvers
Institut National de Statistique.

Période	Trafic maritime		Trafic fluvial	
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties
1950 Moyenne mensuelle :				
1 ^{er} trimestre	871	904	509	509
2 ^e trimestre	836	856	608	552
3 ^e trimestre	658	658	486	531
4 ^e trimestre	1.115	1.183	666	720
1951 Moyenne mensuelle :				
1 ^{er} trimestre	1.155	1.204	697	855
Avril	1.269	1.243	752	867
Mai	1.204	1.074	737	850
Juin	1.269	1.276	709	809
Juillet	1.144	1.228	697	805
Août	1.187	1.228	667	849
Septembre	1.303	1.122	674	815

Quant au trafic fluvial, le nombre de bateaux entrés et sortis, au troisième trimestre, s'est élevé, par mois, à 3.456 unités, d'une capacité moyenne de 1.491 milliers de m³.

* * *

Le niveau de l'emploi

Les chiffres du chômage et les statistiques des effectifs occupés dans certains secteurs témoignent du relèvement du niveau général de l'emploi qui s'est

produit après juin 1950, parallèlement à l'expansion de la production; au deuxième trimestre, ce mouvement est favorisé en outre par l'augmentation saisonnière de certaines activités. Le volume de l'emploi semble s'être stabilisé pendant le trimestre suivant.

Les effectifs occupés augmentent de mars à juin dans la plupart des secteurs mentionnés au tableau LVI et surtout dans les industries métallurgiques. Ils commencent, par contre, à diminuer dans les deux catégories d'entreprises textiles recensées et dans les industries du cuir et de la chaussure. Au troisième trimestre, ce fléchissement s'accroît dans les textiles et s'étend à quelques autres industries.

TABLEAU LVI

Volume de l'emploi dans quelques industries importantes

Source : Institut National de Statistique.

Ouvriers

Industries	1950	1951		
	Septembre	Mars	Juin	Septembre
Charbonnages (inscrits)	150.470	155.511	154.833	156.534
Fours à coke	4.287	4.251	4.575	4.674
Sidérurgie	44.582	48.894	49.964	50.374
Fabrications métalliques	152.187	162.259	166.510	169.543
Métaux non ferreux	15.089	16.348	16.672	16.804
Tissages	57.107	61.780	59.016	52.327
Bonneterie	12.388	14.933	14.417	14.769
Carrières	10.756	10.758	10.685	11.098 (1)
Terre cuite	11.959	8.881	13.329	12.325
Papier	9.955	10.547	10.602	10.442
Cuir	4.689	4.839	4.629	4.153
Verreries	15.451	17.990	18.383	17.909
Cimenteries	4.624	5.126	5.181	5.247
Chemins de fer	68.847	66.238	66.648	66.898
Chaussures		17.665	13.427	13.714

(1) A partir du mois de juillet 1951, la statistique porte sur 411 déclarants au lieu de 274.

Les fluctuations du chômage complet confirment ces observations.

TABLEAU LVII

Moyenne journalière des chômeurs complets contrôlés

Ventilation par principaux groupes de professions

Source : *Fonds de Soutien des Chômeurs involontaires.*

	1950	1951		
	Septembre	Mars	Juin	Septembre
Total	143.920	154.842	135.517	139.800
Dont :				
Agriculture	7.633	12.396	6.012	6.431
Mines	1.099	989	835	763
Pierre - céramique verre	3.900	5.795	3.321	4.057
Construction	18.575	24.332	15.669	14.662
Bois, ameublement ..	8.479	8.934	7.213	7.083
Métallurgie	25.068	20.146	16.286	15.768
Textiles	11.058	11.388	13.326	18.220
Vêtement	9.291	8.933	13.416	14.122
Cuir et peaux	3.214	2.965	4.917	4.370
Alimentation	9.605	11.887	9.866	9.289
Transports	13.489	14.200	13.338	13.057
Employés	13.687	13.737	12.416	12.597

Les secteurs textiles, vêtement et cuirs font exception à la régression du deuxième trimestre. Celle-ci, d'origine principalement saisonnière, est cependant aussi déterminée par la conjoncture, notamment par la situation en métallurgie et en verrerie. L'évolution du chômage est moins favorable à partir de juillet : son accroissement dans l'industrie textile n'est pas compensé par le recul, d'ailleurs atténué, dans les autres secteurs; aussi, la moyenne globale des chômeurs complets se situe, en septembre, légèrement au-dessus de celle de juin, alors qu'elle aurait dû normalement toucher au minimum saisonnier de l'année. Toutefois, le nombre des chômeurs complets est moindre qu'en septembre 1950.

Pour la période mars-septembre, la contraction du chômage complet est la plus forte dans l'agriculture, la construction et la métallurgie. Dans ce dernier secteur, elle porte sur près de 4.400 unités pour les six mois.

Des pénuries de main-d'œuvre spécialisée se manifestent de nouveau dans diverses branches qui requièrent un personnel à aptitudes particulières et où le nombre des sans-emploi s'est réduit.

De mars à septembre, l'effectif de chômeurs complets des industries textiles et du cuir augmente respectivement jusqu'à 6.800 et 1.400 unités. Les premières licencient du personnel à la suite de la diminution de la demande intérieure et extérieure; ces difficultés n'atteignent pas seulement les entreprises belges : parmi les ouvriers textiles privés d'emploi se trouvent des frontaliers travaillant en France.

Dans le groupe des cuirs et peaux, ce sont les travailleurs de l'industrie de la chaussure qui sont affectés par l'accroissement du chômage : le ralentissement provient non seulement de facteurs saisonniers

en été, mais aussi de la concurrence étrangère sur le marché intérieur et de l'abstention des acheteurs consécutive aux achats de stockage effectués l'an dernier.

Les fluctuations du chômage partiel ont été importantes depuis mars.

TABLEAU LVIII

Evolution du nombre de chômeurs contrôlés

(moyenne journalière)

Source : *Fonds de Soutien des Chômeurs involontaires.*

Mois	Total	Chômeurs complets	Chômeurs partiels
1950 Juin	208.323	157.480	50.843
Septembre	170.271	143.920	26.351
Décembre	301.630	181.316	120.314
1951 Mars	185.801	154.842	30.959
Avril	187.052	146.696	40.356
Mai	182.430	140.362	42.068
Juin	190.698	135.517	55.181
Juillet	200.189	141.242	58.947
Août	199.190	138.914	60.276
Septembre	193.528	139.800	53.728

La moyenne globale du nombre des chômeurs partiels s'est accrue sans interruption jusqu'au mois d'août inclus, malgré les embauchages saisonniers dans les industries de plein air; elle est influencée surtout par l'évolution dans les secteurs textile et cuir. Dans ce dernier, les chômages complet et partiel évoluent parallèlement. Dans le textile, le développement du chômage partiel se produit surtout au deuxième trimestre et anticipe sur l'extension du chômage complet. Cette évolution divergente résulte de la politique des entreprises : quand l'activité faiblit, elles instaurent un système de travail partiel, par roulement, et elles ne recourent aux licenciements que si le ralentissement persiste. La moyenne des chômeurs partiels de l'industrie textile s'élève, en septembre, à 23.500 unités, contre 5.700 en mars.

* * *

Les prix et salaires

L'analyse de divers aspects de la situation économique de la Belgique, au cours des derniers mois, a montré à quel point celle-ci subit les incidences des fluctuations des marchés mondiaux.

On rappellera que l'orientation de ceux-ci s'est sensiblement modifiée de mars à septembre en ce qui concerne les matières premières et les produits de base. Les prix qui, à fin février, étaient encore entraînés dans le mouvement de hausse généralisée provoqué par les hostilités de Corée ont, dans l'ensemble, reculé pendant cette période.

Un certain équilibre entre l'offre et la demande s'est rétabli sur nombre de marchés, par suite du développement de la production, du ralentissement des

stockages stratégiques ou des mesures de réglementation de la consommation et des prix.

L'ampleur du repli diffère selon les produits. Les plus atteints ont été ceux dont les cours avaient subi le plus fortement l'effet de la spéculation à la hausse pendant la période antérieure : laine, jute, étain, caoutchouc; à fin septembre, la baisse de leurs cotations se mesure respectivement par 50, 43, 44 et 33 p. c. par rapport aux maxima du début de l'année. La diminution, par contre, n'a été que de 19 p. c. pour le coton, de 28 p. c. environ pour le cacao.

La tension a cependant persisté sur les marchés de produits servant directement le réarmement et dont la demande reste ferme vis-à-vis d'une offre relativement inélastique : métaux ferreux, métaux non ferreux essentiels, divers produits chimiques.

Mais, dans l'ensemble, la tendance à la baisse l'a emporté jusqu'à fin septembre; depuis lors, des symptômes de raffermissement ont fait leur apparition. L'indice Moody des matières premières est revenu du maximum de 533, atteint en février, à 451 vers la mi-septembre : il a fluctué autour de 460 en octobre.

* * *

Les prix de gros belges ont réagi avec leur souplesse habituelle aux fluctuations des marchés mondiaux : l'indice global des prix de gros revient de 511 en mars à 475 en septembre.

TABLEAU LIX

Indices des prix de gros

Base 1936-1938 = 100

Source : Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université de Louvain.

	1950	1951		
	Juin	Mars	Avril	Septembre
Indice global	371	511	505	475
<i>Prix de gros industriels</i> ..	394	573	576	510
Combustibles et énergie ..	467	507	507	527
Métaux	342	480	482	540
Produits chimiques	314	407	419	408
Textiles	412	796	781	499
Matériaux de construction ..	430	470	476	480
Divers	379	565	621	532
Papier	330	540	645	654
Tabacs	415	405	468	468
Peaux, cuirs	404	719	721	456
<i>Prix de gros alimentaires</i> ..	339	440	420	442
Produits végétaux	389	464	454	433
Produits animaux	289	416	386	450
<i>Prix de gros agricoles</i>	325	380	371	391
Produits de culture	345	343	347	328
Produits d'élevage	305	416	394	454

Dans les prix des produits industriels, deux tendances se développent simultanément : d'une part, le repli de l'ensemble des produits textiles, de certains

produits chimiques et des produits des industries du bois, des cuirs et peaux, et, d'autre part, les hausses provoquées directement ou indirectement par les commandes de réarmement et qui affectent les produits de la métallurgie, les combustibles et carburants, les produits chimiques d'origine minérale. On constate aussi un renchérissement des engrais chimiques et la fermeté des prix des matériaux de construction.

L'ampleur et le rythme des fluctuations ont varié selon les secteurs.

Le repli a débuté dans l'industrie textile. La diminution des indices entre mars et septembre a atteint 37,3 p. c. pour l'ensemble du secteur; 50 p. c. pour les produits lainiers; 32 p. c. pour les produits cotonniers. Les répercussions de la baisse des matières premières sur les prix des produits demi-finis et finis ont été rapides et sensibles; leur allure a également été influencée par le fléchissement de la demande. D'après les indices établis par l'I.R.E.S. (1), le recul a été de 43 p. c. pour les matières premières, de 37 p. c. pour les produits demi-finis, de 15 p. c. pour les produits finis.

Pour l'ensemble du groupe « Industries diverses » — construction, bois, peaux et cuirs —, la régression est de 7 p. c. pour les matières premières, de 3 p. c. pour les produits demi-finis. Elle n'a débuté qu'en septembre pour les produits finis et l'indice de ce mois dépasse encore de 13 p. c. son niveau de mars.

Parmi les produits qui s'inscrivent en hausse, les augmentations les plus sensibles, de mars à fin octobre, ont été enregistrées par la sidérurgie (+19,8 p. c.) et les métaux non ferreux (+12,2 p. c.). L'évolution des produits métallurgiques se présente comme suit : indice général : +15,8 p. c.; matières premières : +26,4 p. c.; produits demi-finis : +12,6 p. c.; produits finis : +12 p. c. Par rapport aux niveaux de juin 1950, la hausse est respectivement de 100,3, 60,3 et 53 p. c. L'ampleur des hausses des produits finis et demi-finis s'explique par le relèvement des prix des matières premières, mais aussi par la demande élevée de produits sidérurgiques pour l'exportation. Par ailleurs, les ajustements des prix étrangers des produits sidérurgiques ont également soutenu la tendance des prix intérieurs et atténué les disparités qui existaient en notre défaveur. Il y a lieu de rappeler ici que les prix à l'exportation, dont l'accroissement a largement dépassé celui des prix intérieurs, ne sont pas incorporés dans les indices repris ci-dessus.

Les fluctuations des prix agricoles ont été modérées. La plupart des produits d'origine végétale sont restés orientés à la baisse jusqu'en août. Leur indice global s'est réduit de 7,5 p. c. Il s'est raffermi depuis septembre. Celui des produits d'élevage, par contre, a progressé depuis juin, après avoir reculé de 9,7 p. c. au cours des trois mois précédents. En

(1) Indices portant, à chaque stade, sur l'ensemble des produits du groupe Textiles.

septembre, il se situe à un niveau de 8,2 p. c. supérieur à celui de mars. Les variations ont le plus souvent eu une origine saisonnière.

Le repli des céréales s'est poursuivi en corrélation avec celui des cours mondiaux. La tendance s'est à nouveau renversée en septembre. Les prix de direction du froment pour la campagne 1951-1952 ont été relevés de 10 p. c. environ. Parmi les facteurs qui ont influencé cette décision, signalons la hausse des cours mondiaux des céréales sur le marché libre, et particulièrement le relèvement des prix des céréales et du froment hâtif livrables dans le cadre de l'Accord sur le blé; et le souci d'éviter que les producteurs nationaux n'affectent une fraction importante de la production de froment à l'alimentation animale, comme ce fut le cas lors de la campagne qui vient de se terminer, les prix payés par la meunerie n'ayant pas été jugés suffisamment rentables et le coût du maïs étant resté élevé.

Quant aux prix des produits d'élevage, les deux éléments les plus intéressants sont les fluctuations sur le marché des porcs et la fermeté du marché du beurre. Les prix du porc, dont l'enchérissement avait été considérable au début de l'année, se sont contractés au cours du deuxième trimestre, sous l'effet de l'accroissement du bétail indigène, du développement des importations et des restrictions aux exportations. L'offre étant devenue excédentaire, l'interdiction d'exporter fut levée en mai et les importations furent réglementées. Mais les prix se sont relevés lentement : ils sont restés inférieurs aux prix de direction jusqu'en août; ils ont été influencés ensuite par l'accélération des exportations vers la France.

Les prix du bétail et de la viande bovine, de leur côté, sont restés stables dans l'ensemble.

La régression saisonnière des prix du beurre a été faible au printemps et en été. Les importations de beurre hollandais ont été abondantes; leur prix de vente intérieur a été majoré à diverses reprises au début de la saison, afin d'éviter qu'il ne déprime celui du beurre indigène. Ce dernier a encore bénéficié d'autres mesures de soutien, direct ou indirect.

Les diminutions de prix observées à l'échelon du commerce de gros n'ont eu jusqu'ici qu'une faible incidence sur les *prix de détail*. L'indice officiel global continue à se relever lentement : de 414 en avril, il est passé à 419 en octobre.

Les prix de vente aux consommateurs des produits d'habillement (1) ont continué à s'accroître (de 2 p. c. en tout) jusqu'au mois de juin inclusivement. Ils n'ont baissé que de 2,7 p. c. de juillet à septembre,

(1) Indice calculé par le Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale en regroupant les produits d'habillement entrant dans la composition de l'indice général des prix de détail du Ministère des Affaires économiques : chemise et costume d'homme, pantalon de travail, laine à tricoter, chaussettes de travail, chapeaux et casquettes, souliers d'homme et ressemelages.

bien que les prix de gros de la plupart des produits textiles manufacturés se soient déjà inscrits en baisse dès mars ou avril et que le fléchissement de ceux du cuir préparé ait immédiatement suivi celui des prix du cuir brut.

Le décalage entre les retournements de tendance respectifs des prix de gros et des prix de détail et entre l'ampleur des deux mouvements de repli constitue un phénomène normal inhérent au processus d'incorporation par paliers des hausses antérieures du coût de revient. Il a été accentué par la résistance offerte par les grossistes de produits textiles finis et par les intermédiaires, dont beaucoup avaient accumulé des stocks importants à des prix très élevés au début de l'année.

Les prix de détail des produits d'entretien sont les seuls dont l'indice, calculé sur base des produits repris dans l'indice général du Ministère des Affaires économiques, ait poursuivi une baisse analogue à celle des produits d'habillement, à partir de juillet. La diminution atteignait en septembre 1,7 p. c.

L'indice du coût du chauffage et de l'éclairage : charbon, gaz, électricité, s'est au contraire accru au cours des deux trimestres sous revue : en septembre, il était de 3,3 p. c. plus élevé qu'en mars.

L'indice des prix des produits alimentaires s'est accru dans le même laps de temps de 1,6 p. c. environ. Le repli saisonnier enregistré de mars à juin a été modéré, comme celui des prix de gros agricoles. Les reprises de septembre affectent surtout le beurre et les produits porcins.

Quelques produits ont subi des variations d'ordre non saisonnier : le cacao et le chocolat, dont les prix se sont accrus respectivement de 8 et 1 p. c. de mars à septembre, et le pain, dont le prix a été majoré de 10 p. c. environ en août dernier.

Le niveau général des rémunérations s'est assez sensiblement relevé. L'indice global des *salaires* horaires moyens a progressé de 4,8 p. c. de mars à juin, de 1,5 p. c. de juin à septembre. Les augmentations proportionnellement les plus substantielles ont été obtenues dans les secteurs papier, bois, construction, cuir, sidérurgie et cokeries.

Les augmentations ont généralement été octroyées en raison de l'enchérissement du coût de la vie. Elles ont le plus souvent revêtu un caractère automatique, le système de liaison des salaires aux fluctuations de l'indice des prix de détail s'étant rapidement étendu à la presque totalité des travailleurs salariés.

L'ampleur relative des ajustements opérés pendant la période sous revue a assez fortement varié selon les branches d'activité. Les modalités d'adaptation des salaires à l'index diffèrent en effet notamment quant à la détermination des tranches d'indices entraînant les modifications de salaires et quant à l'importance de ces dernières.

Les *traitements* des travailleurs appointés ont également bénéficié de certains relèvements. Leur augmentation globale est très difficile à évaluer, faute d'une documentation précise. D'après une estimation très approximative, établie à partir des renseignements fragmentaires dont on dispose, elle représenterait un pourcentage légèrement inférieur à celui de l'augmentation moyenne des salaires.

Les règles et critères selon lesquels évoluent les traitements sont très différents de ceux qui conditionnent l'évolution des salaires.

Les augmentations octroyées en fonction de la hausse de l'index, dans le cadre des conventions collectives, n'ont atteint que 50 p. c. environ du total des employés assujettis à l'O.N.S.S. Elles ont consisté soit en majorations des barèmes conventionnels eux-mêmes, soit — ce cas a été le plus fréquent — en allocations qui n'affectent pas les barèmes mais dont le montant suit l'évolution de l'index. Les appointements qui ne font pas l'objet de conventions particulières par secteurs n'ont théoriquement pas varié depuis un an; la convention nationale du 22 novembre 1950, qui constitue la seule règle obligatoire imposée en la matière, n'a pas été modifiée. Il est vraisemblable cependant que des adaptations, généralement partielles et individualisées, ont été opérées au sein des entreprises. Soulignons à ce propos que les rémunérations fluctuent avec plus de souplesse dans les petites et moyennes entreprises, où elles dépendent davantage du degré de prospérité de l'industrie et du mérite de l'employé, que dans les établissements occupant un personnel appointé nombreux.

* * *

Données de la situation monétaire et financière

Les finances publiques et les avances consenties aux Pouvoirs publics par les organismes à fonctions monétaires

Les dépenses budgétaires comptabilisées, telles qu'elles apparaissent aux aperçus de l'exécution des budgets, ont dépassé d'environ 11 milliards, au cours des neuf premiers mois de 1951, le montant de la période correspondante de 1950. L'augmentation des dépenses budgétaires effectives, bien que moins prononcée, a cependant été considérable et s'explique par les conséquences de la tension internationale, à savoir les hausses de prix et la réalisation des programmes d'armement.

La couverture des besoins du Trésor public au cours de la période mars-septembre 1951, examinée plus particulièrement ici, a nécessité le recours à l'expansion monétaire.

En effet, tout en se maintenant à un niveau élevé, les *recettes fiscales ordinaires* ont été inférieures à celles du premier trimestre.

TABLEAU LX

Recettes fiscales ordinaires

Sans distinction d'exercice — non compris les additionnels provinciaux et communaux

(en millions de francs)

Moyenne mensuelle	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Total
1950 1 ^{er} trimestre	2.497 (1)	950	1.572	5.019
2 ^e trimestre	2.312 (1)	944	1.424	4.680
3 ^e trimestre	1.937 (1)	993	1.674	4.604
4 ^e trimestre	2.072 (1)	1.044	1.947	5.063
1951 1 ^{er} trimestre	3.816 (2)	1.046	1.904	6.766
2 ^e trimestre	3.294 (2)	1.063	2.000	6.357 (2)
3 ^e trimestre	3.309 (2)	989	1.847	6.145 (2)

(1) Non compris les cotisations enrôlées mais non payées ayant fait l'objet d'une ordonnance de dégrèvement.

(2) Y compris les cotisations enrôlées pour l'exercice 1951 et qui ont fait l'objet d'une ordonnance de dégrèvement.

Ce fléchissement est imputable principalement aux *contributions directes*; les versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle afférente aux exercices 1951-1952 n'ont atteint que 1.300 millions de francs au cours du deuxième trimestre, contre 2.515 millions au cours du premier; pendant le troisième trimestre, ils se sont élevés à 2.366 millions, mais l'incidence de ce redressement a été compensée par le fléchissement saisonnier des autres recouvrements, principalement des recettes d'*enregistrement*, tandis que la baisse des importations a réduit les recettes des *douanes et accises*.

L'encaissement en avril et mai des promesses émises par le Fonds des Rentes à fin mars et souscrites par le Trésor, à concurrence de 1 milliard de francs, a fourni un complément de ressources de trésorerie.

Par ailleurs, aucune émission d'emprunt à long terme n'est intervenue pendant la période sous revue. Le jeu des amortissements contractuels a permis de réduire la *dette consolidée* — emprunt d'assainissement monétaire exclu — de 661 millions de francs.

Si l'Etat a pu couvrir la plus grande partie de ses dépenses ordinaires et extraordinaires sans recourir au marché des capitaux, il a cependant été obligé d'augmenter la *dette flottante* de 2.601 millions de francs par solde: la dette flottante extérieure a diminué de 1.920 millions par suite de l'amortissement d'une partie de la dette extérieure à moyen terme et du remboursement de certificats de trésorerie à court terme libellés en devises étrangères, cependant que la dette flottante intérieure a augmenté de 4.521 millions.

Les statistiques disponibles permettent une ventilation assez précise de ce montant: les avoirs de la Banque Nationale en certificats du Trésor et autres effets publics se sont accrus de 2.394 millions, le portefeuille des banques privées en effets publics à court terme de 1.079 millions, les avoirs des particuliers en

comptes chèques postaux de 331 millions, les certificats détenus par les banques centrales étrangères dans le cadre des accords de paiement de 129 millions; le solde de l'augmentation — soit 588 mil-

lions — s'explique principalement par les mouvements du portefeuille de certificats à court et moyen terme détenus par divers organismes paraétatiques et par la Colonie.

TABEAU LXI

Dettes publiques
(en millions de francs)

Fin de mois	Dettes consolidées			Dettes flottantes			Total (1) (2)
	Intérieure (1)	Extérieure (2)	Totale	Intérieure	Extérieure	Totale	
1950 Juin	85.991	14.122	100.113	117.689	2.624	120.313	220.426
Septembre ...	85.820	13.985	99.805	116.517	2.623	119.140	218.945
Décembre ...	85.260	13.982	99.242	118.006	3.245	121.251	220.493
1951 Mars	84.975	13.993	98.968	116.089	4.406	120.495	219.463
Avril	84.910	13.936	98.846	116.010	4.180	120.190	219.036
Mai	84.850	13.913	98.763	116.769	3.775	120.544	219.307
Juin	84.783	13.813	98.596	117.219	3.569	120.788	219.384
Juillet	84.728	13.753	98.481	116.173	2.942	119.115	217.596
Août	84.665	13.709	98.374	119.818	2.838	122.656	221.030
Septembre ...	84.606	13.701	98.307	120.610	2.486	123.096	221.403

(1) Non compris l'Emprunt d'Assainissement monétaire.

(2) Non compris les dettes envers les gouvernements étrangers de 1914-1918.

On peut mesurer l'effet expansionniste des besoins financiers des pouvoirs publics par l'accroissement du crédit octroyé à ces derniers par les institutions à fonctions monétaires. Le tableau LXII se réfère uniquement aux avances à court terme, les seules qui

aient accusé un mouvement digne de mention. Il révèle que le crédit octroyé aux pouvoirs publics pendant la période mars-septembre a augmenté d'environ 6,9 milliards.

TABEAU LXII

Crédit à court terme octroyé aux pouvoirs publics par les institutions à fonctions monétaires
(en millions de francs)

Fin de mois	Banque Nationale	Banques privées	Office des Chèques postaux	Divers (2) (*)	Total
	Certificats du Trésor et autres effets publics	Certificats et effets publics (1)	Avoirs des particuliers		
1950 Décembre	4.136	28.340	18.609	11.423	62.508
1951 Mars	555	29.801	18.380	13.459	62.195
Avril	301	30.069	18.720	15.650	64.740
Mai	1.802	29.217	18.417	14.426	63.862
Juin	1.222	29.329	18.625	15.341	64.517
Juillet	1.026	29.061	18.843	15.553	64.483
Août	3.028	29.680	19.050	15.830	67.588
Septembre	2.949	30.979	18.711	16.513	69.152

(1) Y compris les certificats de Trésorerie qui figurent, aux situations de la Dette publique, parmi la dette à moyen terme sous la rubrique « Certificats divers à plus d'un an portant intérêt ».

(2) Compte courant du Trésor à la Banque Nationale, compte courant du Fonds Monétaire dans les livres du Trésor; avoirs en certificats de Trésorerie du Crédit Communal et des sièges métropolitains de la Banque du Congo Belge; avances à court terme du Crédit Communal aux communes; partie des avoirs des comptables de l'Etat à l'Office des Chèques postaux.

(*) Chiffres provisoires.

* * *

Le financement du solde final des paiements extérieurs

Cet élément a également exercé un effet expansionniste au cours des derniers mois. Au second semestre de 1950, le financement des transactions de l'U.E.B.L.

avec l'étranger avait imposé des prélèvements considérables sur les réserves de change du système bancaire; dès le premier trimestre de 1951, l'équilibre des paiements internationaux était presque rétabli; ultérieurement, un excédent s'est dégagé qui, faible au deuxième trimestre, est devenu fort important pendant le troisième.

TABLEAU LXIII

Mouvement des avoirs nets extérieurs bancaires de l'U.E.B.L.

(en millions de francs)

Signe + = augmentation d'avoirs ou diminution d'engagements.

Signe - = diminution d'avoirs ou augmentation d'engagements.

	2 ^e semestre de 1950	1 ^{er} trimestre de 1951	2 ^e trimestre de 1951	3 ^e trimestre de 1951
Or monétaire	- 4.114	+ 1.286	- 1.655	+ 2.891
Avoirs nets en accords de paiement (1) ...	- 3.768	+ 2.504	+ 4.212	+ 4.550
Autres avoirs et engagements extérieurs bancaires	+ 413	- 2.668	- 1.559	- 803
Créance sur l'E.C.A.	- 1.743	- 1.359	- 510	- 471
Total ...	- 9.212	- 237	+ 388	+ 6.167

(1) A l'exclusion des avoirs nets comptabilisés dans le cadre des arrangements financiers.

Les statistiques disponibles ne permettent pas encore d'établir une balance des paiements pour la période sous revue; il est cependant dès à présent possible de donner quelques précisions sur l'allure des comptes internationaux de l'Union économique.

La cause principale du renversement de la situation extérieure de celle-ci doit être cherchée dans l'évolution de la *balance commerciale*. Le déficit commercial, mesuré par les statistiques douanières, est tombé de 9.900 millions pour le second semestre de 1950 à 2.500 millions pour le premier trimestre de 1951; il a fait place à un boni de 1.075 millions pour le deuxième trimestre et de 5.191 millions pour le troisième.

L'apport net résultant des *transactions courantes invisibles* semble s'être accru depuis le début de l'année. A partir du deuxième trimestre interviennent parmi celles-ci les dons non conditionnels attribués par l'« Economic Cooperation Administration » pour

l'exercice 1950-1951; à fin septembre, le montant encaissé à ce titre atteint, compte tenu des sommes non ventilées, 840 millions de francs sur un total à recevoir de 1.468 millions.

On peut admettre que les sorties nettes de *capitaux privés* qui s'étaient produites en 1950 et avaient persisté pendant les premiers mois de 1951 se sont atténuées ensuite, notamment en raison des modifications apportées au régime des comptes billets.

Par contre, les mouvements des *capitaux officiels ou bancaires* qui s'étaient soldés par un apport de ressources de juillet 1950 à mars 1951 ont donné lieu, pendant la période sous revue, à des sorties nettes provoquées par les amortissements et les remboursements de dettes des pouvoirs publics libellées en devises et par le rapatriement de certificats de Trésorerie que le Trésor colonial a cédés au siège métropolitain de la Banque du Congo Belge.

TABLEAU LXIV

Opérations en compte capital, secteur officiel et bancaire (1)

(en millions de francs)

	Second semestre de 1950	Premier trimestre de 1951	Deuxième trimestre de 1951	Troisième trimestre de 1951
I. Long et moyen terme :				
Prélèvement sur le prêt aux Pays-Bas	- 126	-	-	-
Remboursement d'une fraction du prêt à la Grande-Bretagne	+ 89	-	+ 17	-
Prêt du Gouvernement suisse	-	+ 1.715	-	-
Amortissements sur emprunts extérieurs	- 407	- 369	- 528	- 696
Divers	+ 7	-	-	-
II. Court terme :				
Bons du Trésor libellés en devises et placés à l'étranger	+ 867	- 250	- 466	- 516
Bons du Trésor souscrits par les banques centrales étrangères dans le cadre des accords de paiement	+ 655	- 882	+ 214	- 127
Bons du Trésor souscrits par le F.M.I. au moyen de ses avoirs à vue ...	+ 1.060	-	-	-
Bons du Trésor détenus par la Colonie	+ 1.328	-	- 1.328	-
Divers	- 8	+ 251	+ 250	+ 40
III. Total	+ 3.465	+ 465	- 1.841	- 1.299

(1) Les opérations donnant lieu à rentrées de devises sont précédées du signe +; les opérations qui nécessitent un prélèvement sur les réserves de change sont précédées du signe -.

Le boni des paiements internationaux au cours des deuxième et troisième trimestres de 1951 tient essentiellement à l'évolution des comptes avec les pays membres de l'Union Européenne de Paiements. Le surplus des transactions avec ces pays a plus que compensé les déficits qui subsistent par ailleurs et dont le plus important affecte les paiements en dollars.

On a décrit ci-avant l'évolution du commerce de l'Union économique avec les Etats-Unis et le Canada. Les règlements d'opérations sur marchandises et services payables en dollars se clôturent par un mali de mars à septembre 1951. Il en est de même des opérations en capital du secteur privé et du secteur officiel. Mais le déficit de tous ces paiements, de l'ordre de 8 milliards, a pu être couvert pour partie par les dons non conditionnels reçus de l'E.C.A., par les recettes en dollars provenant d'arbitrages et, pour la plus grande partie, par les versements opérés lors de compensations mensuelles dans le cadre de l'Union Européenne de Paiements. Aussi bien, le financement du solde résiduaire des paiements en dollars a-t-il pu s'opérer par un prélèvement d'environ 1,5 milliard sur les réserves en cette devise.

L'évolution des comptes de l'Union économique auprès de l'Union Européenne de Paiements témoigne, depuis le début de l'année, des excédents substantiels et croissants de la première sur les pays membres de la seconde (1). Dès janvier, les moyens de financement procurés par la position débitrice initiale étaient épuisés. En avril, la seconde tranche du quota était entamée; dès lors, 50 p. c. des excédents comptables de l'Union économique étaient réglés en dollars; en août, le quota était épuisé; le dépassement de 4.007 millions de francs, pour les mois d'août et de septembre, fut couvert, en vertu des dispositions spéciales, pour moitié par l'octroi de crédits par l'Union économique et pour moitié par des dollars versés à celle-ci.

(1) On sait que le quota de l'Union économique dans l'U.E.P. avait été fixé à 360 millions d'unités de compte, soit 18 milliards de francs. Ce quota comprenait une position débitrice initiale fixée, à l'origine, à 44,05 millions d'unités de compte, soit 2.202 millions de francs et dont l'utilisation donnait droit à l'octroi, par l'E.C.A., d'une aide conditionnelle d'un montant équivalent; le montant de l'aide conditionnelle allouée par l'E.C.A. à l'Union économique ayant été arrêté définitivement en juillet 1951 à 29,375 millions de dollars, soit 1.468 millions de francs, la position débitrice initiale de l'U.E.B.L. a été ramenée à ce chiffre.

TABEAU LXV

Position de l'U.E.B.L. dans le cadre de l'U.E.P.

(en millions de francs)

	Excédent net de l'U. E. B. L. (a) (1)	Utilisation de ressources existantes par l'U. E. B. L. (2)	Excédent net ajusté de l'U. E. B. L. (3) = (1)+(2)	Financement de l'excédent net ajusté		
				Utilisation du solde débiteur initial	Prêt accordé par l'U. E. B. L.	Règlement en or et dollars U.S.A. par l'U. E. P.
1950 Second semestre	+ 299	+ 791	+ 1.090	+ 1.090	—	—
1951 Premier trimestre	+ 4.174	—	+ 4.174	+ 1.112	+ 3.062	—
Deuxième trimestre	+ 7.343	—	+ 7.343	— 734 (b)	+ 4.307	+ 3.770
Troisième trimestre	+ 9.400	—	+ 9.400	—	+ 4.700	+ 4.700
Total ...	+ 21.216	+ 791	+ 22.007	+ 1.468	+ 12.069 (c)	+ 8.470

(a) Les excédents sont imputés à la période au cours de laquelle ils se sont constitués, et non à celle au cours de laquelle ils ont été comptabilisés.

(b) Rectification du montant du solde débiteur initial: l'aide conditionnelle effectivement octroyée à l'U.E.B.L. n'a atteint que 29,375 millions de dollars, alors qu'il avait été prévu qu'elle s'éleverait à 44,05 millions de dollars. Le solde débiteur initial a été réduit à due concurrence.

(c) Ce chiffre est supérieur de 1.720 millions de francs à l'évolution totale des crédits sur l'U.E.P. telle qu'elle est recensée dans le tableau G. La différence correspond au crédit accordé en vue de financer l'excédent de septembre; ce crédit, comptabilisé en octobre, n'est pas porté au tableau G.

De mars à septembre 1951, l'accroissement de l'excédent cumulé de l'Union économique, compte tenu du surplus de septembre comptabilisé le 15 octobre, atteint 16.743 millions de francs; il a été financé à concurrence de 8.640 millions par l'octroi de crédits et à concurrence de 8.103 millions de francs par des règlements en or et en dollars; ceux-ci n'avaient pas encore été opérés intégralement au 30 septembre, la compensation des opérations de septembre ne s'étant effectuée qu'à la mi-octobre.

En appréciant ces données, on ne peut perdre de vue que l'amortissement des créances bilatérales

détenues, au 30 juin 1950, par l'Union économique sur les pays participants s'est poursuivi grâce au mécanisme de l'Union de Paiements: de mars à septembre, ces amortissements se sont élevés à 1.403 millions de francs.

* * *

Le renforcement des réserves de change de mars à septembre — soit 6,5 milliards — a porté sur l'encaisse métallique et les avoirs nets en accords de paiement, tandis qu'au contraire, les avoirs nets hors

accords et la créance sur l' « Economic Cooperation Administration » se sont contractés (cf. tableau LXIII). Les prélèvements sur les *réserves en métal* au deuxième trimestre ont été plus que com-

pensés pendant le troisième trimestre, l'Union économique ayant bénéficié d'importantes recettes en or et en dollars en règlement des surplus sur les pays de l'Union de Paiements.

TABLEAU LXVI

Evolution des avoirs nets de l'U.E.P. en accords de paiement (1)

+ = Accroissement d'avoirs ou diminution d'engagements.

- = Diminution d'avoirs ou accroissement d'engagements.

(en millions de francs)

	Accords bilatéraux		Accords U. E. P.		Total
	Avoirs	Engagements	Avoirs	Engagements	
1950 Second semestre	- 1.338	- 618	-	- 1.812	- 3.768
1951 Premier trimestre	- 835	- 342	+ 1.869	+ 1.812	+ 2.504
Deuxième trimestre	+ 1.225	- 471	+ 3.458	-	+ 4.212
Troisième trimestre	- 586	+ 114	+ 5.022	-	+ 4.550

(1) Sur la base des situations de la Banque Nationale à la fin de chacune des périodes sous revue; les compensations effectuées dans le cadre de l'U.E.P. ne sont donc prises en considération qu'à la date de leur comptabilisation dans les livres de la Banque.

Les *avoirs nets en accords de paiement*, mis à contribution pour financer une partie du déficit extérieur de l'Union économique dans la seconde moitié de 1950, se sont reconstitués en 1951 et atteignent, à fin septembre, le montant très élevé de 15.317 millions.

L'amortissement régulier des créances bilatérales sur les pays membres de l'U.E.P. au 30 juin 1950 s'est poursuivi (1).

Les engagements bilatéraux ont augmenté au deuxième trimestre du fait du déficit envers l'Allemagne occidentale; ils se sont légèrement contractés au troisième trimestre.

C'est essentiellement l'octroi des crédits à l'Union Européenne de Paiements qui a provoqué le gonflement des avoirs nets en accords de paiement au cours du semestre mars-septembre 1951.

L'état des comptes de l'Union économique avec la Colonie a déterminé, jusqu'au milieu de 1951, un développement rapide des engagements des sièges métropolitains de la Banque du Congo Belge envers ses succursales congolaises. Cette progression s'est nettement ralentie au troisième trimestre (2). Le

mouvement de ces comptes explique pour partie l'augmentation des *engagements nets hors accords*. Celle-ci provient également d'un accroissement des engagements nets des banques privées vis-à-vis de l'étranger. Ces mouvements de la position extérieure des banques privées et de la Banque du Congo Belge n'ont été compensés que partiellement par la réduction des engagements nets de la Banque Nationale en dehors des accords de paiement, réduction qui s'explique surtout par l'évolution du découvert vis-à-vis de l'Argentine.

La créance sur l' « Economic Cooperation Administration », qui correspond aux « firm allotments » non encore honorés, a été progressivement amputée au cours de la période sous revue.

* * *

Les crédits consentis par le système bancaire au secteur privé de l'économie

L'échéance trimestrielle de mars a marqué un sommet dans le recours du secteur privé aux facilités bancaires dont l'expansion s'était atténuée au premier trimestre, malgré la ponction fiscale de plus de 3 milliards, provoquée par les règlements anticipatifs d'impôts. Au cours des mois ultérieurs, le montant des crédits diminue progressivement d'environ 1,2 milliard au deuxième trimestre et de 1,9 milliard au troisième. Néanmoins, le total des crédits utilisés atteint encore 34,4 milliards à fin septembre et demeure supérieur à l'encours existant à la date correspondante de 1950, soit 31,2 milliards.

(1) Cette diminution n'apparaît guère au tableau LXVI: ses données correspondent, en effet, aux mouvements comptabilisés au cours de chaque période et incorporent donc les surplus accumulés dans les accords bilatéraux jusqu'au moment des compensations mensuelles; l'incidence de ce facteur a été très sensible au deuxième trimestre, à partir duquel les excédents mensuels de l'Union économique se sont rapidement accrus.

(2) Comme on l'a signalé ici-même, l'augmentation des balances en francs détenues par la Colonie se traduit par un accroissement corrélatif des avoirs du système bancaire métropolitain en d'autres devises et contribue notamment à la constitution de l'excédent de la zone monétaire belge dans le cadre de l'U.E.P.

Cf. *Bulletin d'Information* de septembre 1951. « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise pour 1950 »; plus spécialement la note 8, page 68.

Crédits bancaires à l'économie privée

(en millions de francs)

Fin de mois	Total	Dont :				
		Banques privées		I. R. G. Portefeuille	Banque Nationale	
		Portefeuille commercial	Avances		Portefeuille commercial	Avances sur fonds publics
1950 Juin	29.046	8.281	13.635	1.609	4.646	531
Septembre	31.190	8.330	13.798	1.873	6.344	394
Décembre	35.974	6.845	14.761	2.050	10.930	757
1951 Mars	37.580	7.584	14.640	1.953	12.033	570
Avril	36.915	8.022	14.954	2.475	10.138	563
Mai	36.667	7.122	15.225	2.342	10.493	658
Juin	36.372	7.533	15.231	1.815	10.380	545
Juillet	35.666	7.355	15.301	2.215	9.359	593
Août	34.986	8.238	14.905	2.573	7.855	497
Septembre	34.446	9.799	14.648	2.653	6.118	426

* * *

Les interventions des *banques de dépôts* diminuent, à partir de mars, de 0,5 milliard au deuxième trimestre et de 0,8 milliard au troisième.

TABLEAU LXVIII

Banques de dépôts

Crédits utilisés

(en millions de francs)

Fin de mois	Total du crédit dispensé par les banques privées	Dont : escomptes totaux (1)	Effets réescomptés
1950 Juin	25.612	11.977	3.696
Septembre	26.756	12.958	4.628
Décembre	30.149	15.388	8.543
1951 Mars	31.005	16.365	8.781
Avril	30.488	15.534	7.512
Mai	30.490	15.265	8.143
Juin	30.471	15.240	7.707
Juillet	29.681	14.380	7.025
Août	29.892	14.987	6.749
Septembre	29.715	15.167	5.368

(1) Portefeuille commercial à fin de mois et effets réescomptés à la Banque Nationale, à l'Institut de Réescompte et aux Instituts paraétatiques, aux mêmes dates.

Ce sont surtout les opérations d'escompte qui perdent de leur importance : le montant total de celles-ci — en ce compris les effets remis au réescompte — passe de 16,4 milliards à fin mars à 15,2 milliards à fin septembre; la contraction aurait été encore plus nette si un reclassement, opéré en septembre, n'avait transféré certains actifs des avances au portefeuille commercial.

Le montant des avances avait été relativement peu affecté par le gonflement de la demande de crédits : il progresse encore de quelques centaines de millions de fin mars à fin juillet et son recul, pendant les deux mois suivants, est très limité, puisque la diminution de septembre est purement apparente et provient de la rectification dont il vient d'être fait mention.

Par ailleurs, alors que la tension de la demande de crédits s'atténuait, les ressources des banques de dépôts leur ont permis d'assumer le financement d'un volume plus important des crédits distribués. C'est à partir de juin surtout que la situation devient plus aisée, comme il ressort des tableaux LXVII et LXVIII. Une première amélioration paraît s'être produite en avril : le portefeuille commercial s'accroît, le recours au réescompte se réduit, bien que les dépôts reviennent de 54,9 milliards à fin mars à 54,6 milliards à fin avril, par suite notamment de l'utilisation d'avoirs en comptes par les souscripteurs à l'emprunt de 1 milliard émis par la Régie des Télégraphes et Téléphones. En fait, c'est plutôt une normalisation qui s'opère en avril. Car la situation à fin mars présentait des caractères particuliers : l'échéance trimestrielle coïncidait avec l'établissement du bilan d'organismes bancaires importants, impliquant un certain *window dressing*; en outre, les banques avaient dû prélever sur leurs trésoreries les versements de leurs déposants en acquittements anticipatifs d'impôts; aussi leurs cessions d'effets à la banque centrale atteignaient-elles, à cette échéance, un chiffre particulièrement élevé.

Le retournement d'avril n'apparaît donc pas comme fondamental, puisqu'aussi bien, en mai, le réescompte, reprend plus d'ampleur, tandis que le portefeuille se contracte : il est vrai que l'acquittement des cotisations de sécurité sociale au cours du mois provoque de nouveaux retraits de dépôts.

TABLEAU LXIX

Banques de dépôts

Dépôts et comptes courants à vue et à terme

(en millions de francs)

Fin de mois :	
1950 — Juin	54.250
Septembre	53.921
Décembre	53.570
1951 — Mars	54.979
Avril	54.656
Mai	53.977
Juin	54.550
Juillet	53.838
Août	54.439
Septembre	56.724

A partir de fin mai, la détente se précise : le recours au réescompte fléchit dans une mesure plus importante que la diminution des opérations d'escompte; aussi, le portefeuille d'effets détenu par les banques s'étoffe régulièrement, sauf en juillet. Cette plus grande aisance ne trouve néanmoins pas son origine dans un renforcement sensible des dépôts, du moins pas avant septembre. En juin, les avoirs en comptes se reconstituent, mais le reflux de liquidités n'apporte aux banques de dépôts qu'environ 600 millions de moyens d'action supplémentaires; il est probable que les souscriptions à l'emprunt de 1 milliard de la Société Nationale des Distributions d'Eau et l'échéance semestrielle ont contrecarré une expansion plus nette des dépôts. En juillet, ceux-ci rétrogradent de nouveau du fait du versement d'une nouvelle tranche de 2,2 milliards de contributions acquittées anticipativement; il faut souligner qu'en dépit de ces paiements, l'économie privée a réduit, au cours du mois, son recours au crédit des banques. L'incidence des divers facteurs auxquels on a fait allusion dissimule sans doute la tendance fondamentale à l'expansion des avoirs en comptes. Cette tendance apparaît mieux en août : nonobstant le règlement trimestriel des cotisations de sécurité sociale, les dépôts se situent, à l'échéance, à un chiffre quelque peu supérieur à celui de fin juillet. En septembre, le phénomène se manifeste avec évidence : le renforcement des avoirs en comptes est de l'ordre de 2,3 milliards.

La structure des dépôts bancaires ne s'est pas modifiée de mars à septembre 1951; la proportion des dépôts à vue et des dépôts à terme par rapport au total est pratiquement inchangée. On notera en outre que les avoirs étrangers ont fluctué dans des limites étroites jusqu'à fin septembre.

Les créances de leurs correspondants étrangers sur les banques belges, au contraire, ont augmenté en août et en septembre, au moment où les banquiers

étrangers se sont constitué des provisions en francs belges : cet accroissement de 700 millions pour les deux mois, a renforcé les ressources des banques belges.

* * *

L'évolution des transactions commerciales de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger a influencé le volume des *crédits d'acceptation*. Mais bien que la plus grande partie des acceptations financent des importations, la réduction des engagements d'acceptation globaux des banques depuis mars est moins que proportionnelle au fléchissement de la valeur des achats à l'étranger; il faut évidemment tenir compte de ce que l'encours des crédits d'acceptation ne reflète qu'avec un certain décalage les fluctuations du montant des marchandises entrées ou sorties de l'Union économique.

TABLEAU LXX

Engagements d'acceptations des banques privées

(en millions de francs)

Fin de mois	Globaux	Dont : engagements vis-à-vis de l'étranger
1950 Juin	4.688	1.363
Septembre	4.572	1.094
Décembre	6.134	1.771
1951 Mars	7.369	1.898
Avril	7.163	1.819
Mai	6.954	1.838
Juin	7.158	1.828
Juillet	6.685	1.715
Août	6.364	1.401
Septembre	5.992	1.060

La réduction des engagements d'acceptation — soit 1,4 milliard environ —, de mars à septembre, porte pour plus de 0,8 milliard sur des engagements vis-à-vis de l'étranger : la réduction de ceux-ci est due à la contraction des achats de matières premières textiles, essentiellement des laines.

Comme les traites tracées en vertu de crédits d'acceptation ouverts par des banques étrangères et qui financent des importations de l'Union économique sont le plus généralement négociées sur les marchés du crédit extérieurs, l'escompte par le système bancaire belge de traites représentatives d'opérations avec l'étranger a diminué beaucoup moins que les engagements d'acceptation globaux des banques. La réduction du montant de ces escomptes est d'environ 150 millions au deuxième trimestre et de 400 millions au trimestre suivant.

La presque totalité des acceptations représentatives d'importations ou d'exportations destinées à être négociées en Belgique sont présentées préalablement au visa de la Banque Nationale.

Circulation des acceptations de banque visées

(en millions de francs)

Période		Moyenne des montants au jeudi de chaque semaine	Dont traites représentatives d'importations p. c.
du	au		
9 juin	13 juillet 1950	2.921	73
8 septembre	12 octobre 1950	3.089	68
8 décembre 1950	11 janvier 1951	4.274	64
9 mars	12 avril 1951	5.102	76
13 avril	9 mai 1951	5.079	77
10 mai	7 juin 1951	4.810	77
8 juin	12 juillet 1951	5.039	77
13 juillet	14 août 1951	4.817	77
16 août	13 septembre 1951 ..	4.988	76
14 septembre	11 octobre 1951	5.022	75

Le papier tracé à l'occasion d'importations constitue en général les trois quarts environ de la circulation des acceptations de banque visées; le pourcentage ne s'est guère modifié depuis mars, malgré l'évolution divergente des termes de la balance commerciale. L'expansion des exportations n'a donc entraîné aucun gonflement de l'encours des traites tracées en vertu de crédits d'acceptation. Il n'est pas exclu que les banques de dépôts, dont la situation s'est détendue, aient offert d'autres formes de crédits aux exportateurs plutôt que d'intervenir par un prêt de signature. Au surplus, l'allure des marchés extérieurs a pu inciter les fournisseurs belgo-luxembourgeois à raccourcir les délais de paiement qu'ils consentent à leurs clients étrangers.

* * *

Les interventions de l'Institut de Réescote et de Garantie s'étaient considérablement développées de juin 1950 à mars 1951. L'encours des effets et traites achetés par l'Institut s'élevait à fin mars à 4,7 milliards. Par après, il accuse une tendance décroissante assez faible, car le principal des effets mobilisés auprès de l'Institut est constitué par des acceptations bancaires visées représentatives d'importations et d'exportations dont le montant est resté à peu près stable depuis mars. Les escomptes effectués par l'Institut s'établissent à 4,6 milliards à fin juin et à 4,3 milliards à fin septembre.

Mais le portefeuille d'effets de l'Institut fluctue différemment. Il est fonction de l'ampleur des moyens d'action que cet organisme se procure sur le marché du *call money* en compensation (1).

(1) On trouvera ci-après un aperçu quelque peu détaillé de l'allure des marchés de l'argent au jour le jour au cours du semestre envisagé.

Depuis fin mars, l'offre d'argent au jour le jour par les compensateurs s'est améliorée; la progression est interrompue à l'échéance de juin, mais se confirme à fin août et à fin septembre.

Les ressources procurées à l'Institut par ses emprunts d'argent au jour le jour n'ayant pas suffi à financer intégralement la masse des acceptations mobilisées auprès de cet organisme, celui-ci a maintenu un encours de réescote auprès de la banque centrale au cours de toute la période mars-septembre. Cet encours atteignait fin mars le maximum enregistré depuis juin 1950, soit 2,8 milliards; il s'est maintenu au deuxième trimestre entre 1,4 et 2,2 milliards. A fin juin, au moment de la détérioration des ressources du marché du *call*, le recours de l'Institut au réescote remonte à 2,7 milliards. Il se rétrécit ultérieurement sous les effets cumulés de la diminution du montant des cessions d'effets à l'Institut et de l'élargissement de ses emprunts d'argent au jour le jour : à fin septembre, le portefeuille réescoté par l'Institut revient à 1,6 milliard.

Les taux pratiqués par l'Institut de Réescote ont subi plusieurs modifications de mars à septembre 1951. Le 9 mai, les taux des acceptations de banque visées représentatives d'importations et d'exportations ont été unifiés : l'évolution du commerce extérieur de l'Union économique ne justifiait plus l'octroi d'un taux préférentiel au financement des ventes à l'étranger. Cette mesure entraînait une réduction des taux appliqués aux traites tracées à l'occasion d'importations — de 1/4 p. c. pour le papier à 120 jours maximum — et un relèvement des taux intéressant les traites représentatives d'exportations — de 1 p. c. pour le papier à 120 jours maximum.

Le 13 septembre, simultanément à la seconde réduction des taux d'escompte de la Banque Nationale, l'Institut a également abaissé de 1/4 p. c. les taux appliqués à la plupart des catégories d'effets.

* * *

Les banques de dépôts, et l'Institut de Réescote dans une moindre mesure, ont donc pu réduire la partie de leur portefeuille mobilisée à la Banque Nationale.

De même que, entre juin 1950 et mars 1951, celle-ci avait supporté la plus grande partie de la charge de l'expansion des crédits à l'économie privée, de même c'est son portefeuille commercial qui subit le contre-coup de la diminution des besoins de crédit. La contraction de ce portefeuille est de l'ordre de 1,6 milliard au deuxième trimestre et de 4,3 milliards au troisième trimestre : elle excède donc la réduction du montant total des crédits bancaires; en effet, les banques de dépôts, et accessoirement l'Institut de Réescote, ont pu assurer le financement de mon-

tants plus importants. En outre, l'encours d'effets commerciaux remis par certains paraétatiques à l'Institut d'émission a diminué.

Le crédit distribué par la Banque Nationale par avances sur fonds publics subit des fluctuations moins amples et est d'ailleurs d'un ordre de grandeur beaucoup moindre. Néanmoins, le mouvement de ces avances présente les caractéristiques que l'on a relevées par ailleurs dans l'évolution des crédits distribués au secteur privé : à savoir un fléchissement qui va en s'accroissant au troisième trimestre.

On mentionnera ici pour mémoire les revisions du taux d'escompte auxquelles la Banque Nationale a procédé au cours de la période envisagée; elles ont eu lieu le 5 juillet et le 13 septembre; chacune de ces modifications a abaissé de 1/4 p. c. les principaux taux.

* * *

Les crédits du système bancaire à divers organismes paraétatiques

Si les fluctuations des crédits bancaires accordés à ces organismes font ici l'objet d'une analyse distincte, ce n'est pas en raison de la nature juridique particulière de cette catégorie d'emprunteurs; en fait, la plus grosse part des disponibilités créées par l'octroi de ces facilités sont mises à la disposition de l'économie privée. Mais il est important de souligner que, à l'heure actuelle, le mouvement de ces crédits mesure en grande partie l'ampleur de phénomènes éventuels de monétisation de la dette publique ou de leur inverse.

En effet, les avances consenties par l'Institut d'émission, par escompte de bons de caisse et de promesses, aux organismes paraétatiques autres que le Fonds des Rentes demeurent peu importantes. Bien que l'encours de ces diverses institutions se soit quelque peu accru au cours des mois de mai et de juin, il ne dépasse pas 0,3 à 0,4 milliard depuis le début de juillet. De même, ces organismes paraétatiques autres que le Fonds des Rentes n'ont pas emprunté auprès de l'Institut de Récompte, de liquidités au jour le jour provenant des banques.

En fait, les fluctuations des crédits dont il est question ici, sont fonction des besoins du Fonds des Rentes, qui dépendent, d'une part, de l'ampleur de son portefeuille et, d'autre part, du volume des prêts qu'il peut contracter auprès d'institutions n'exerçant pas de fonctions monétaires.

A la fin de 1950, la valeur nominale des avoirs du Fonds s'élevait à 5,9 milliards, en ce compris 660 millions d'effets publics cédés temporairement par la Caisse d'Epargne. Bien que la tension antérieure sur le marché des obligations des pouvoirs publics se fût prolongée en janvier et février, les opérations

d'achats et de ventes du Fonds paraissaient s'équilibrer durant ces deux mois, le cours des titres de la Dette publique subissant un ajustement vers le bas. En mars, le marché des rentes était stabilisé aux nouveaux cours et le Fonds amputait quelque peu son portefeuille à partir du milieu du mois.

TABLEAU LXXII

Indice des cours des principales valeurs de la Dette intérieure directe de l'Etat (1)

Base : 3 juillet 1950 = 100

Début de mois	Indice
1950 Octobre	97,7
1951 Janvier	97,5
Avril	95,7
Mai	95,5
Juin	95,4
Juillet	95,2
Août	96,-
Septembre	96,4
Octobre	96,8

(1) Indice moyen pondéré en tenant compte des montants encore existants des divers emprunts.

En avril et en mai, il semble que ce mouvement se soit poursuivi, déterminant un nouveau glissement des cours, d'ailleurs plus limité que pendant les deux premiers mois de l'année : l'étroitesse et la sensibilité du marché s'atténuent. L'emprunt de 1 milliard de la Régie des Télégraphes et Téléphones a été absorbé, en avril, sans que le Fonds procède à des interventions régulatrices. Si, au contraire, l'émission, au début de juin, de l'emprunt de 1 milliard de la Société Nationale des Distributions d'Eau a amené le Fonds à se porter contrepartie à des réalisations, ses achats restent très limités; en fait, c'est plutôt dans les cours que les réactions du marché se répercutent : la Dette unifiée 4 p. c., par exemple, revient de 86,55 au début de mai à 85,60 au début de juillet.

Au troisième trimestre, le raffermissement du marché des obligations des pouvoirs publics se confirme. Non seulement les cours s'inscrivent en légère hausse, mais encore le Fonds des Rentes peut procéder à de nouvelles réalisations. Une modification, de portée d'ailleurs limitée, du règlement sur les coefficients bancaires, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1951 (1) a permis à certaines banques de dépôts de substituer à des avoirs en certificats de Trésorerie des obligations à moyen ou long terme à concurrence, semble-t-il, de 0,3 milliard. Mais l'apparition de cette demande momentanée sur le marché des valeurs à revenu fixe ne suffit pas à en expliquer l'orientation plus favorable qui perdure jusqu'à fin septembre.

(1) Cfr. *Moniteur belge* du 17 juin 1951. Avis officiels.

Il est probable qu'à la fin du troisième trimestre, les avoirs du Fonds sont revenus approximativement à leur niveau de fin juin 1950; ainsi, la détente, observée depuis mars, dans le marché des titres à revenu fixe a été assez prononcée pour que le Fonds des Rentes annule les répercussions que la conjoncture du dernier semestre de 1950 avait exercées sur son portefeuille. On ne peut perdre de vue, néanmoins, que les cours de toutes les catégories de valeurs à revenu fixe, malgré la hausse survenue au troisième trimestre de 1951, se situent encore, à fin septembre, bien en dessous de leur niveau de juin 1950.

Les besoins de trésorerie du Fonds des Rentes, qui ont donc suivi une ligne descendante, coupée d'un redressement limité, en juin, sont couverts soit par le marché du *call* hors compensation, soit par le système bancaire.

L'offre d'argent au jour le jour « hors compensation » s'est très nettement développée au cours du semestre envisagé (1). Sans doute le mouvement n'est-il pas continu : il est perturbé, en effet, par les pointes, à présent étalées sur deux mois, que provoquent les apports de l'Office National de Sécurité Sociale. Mais le volume des disponibilités offertes croît d'une période de pointe à l'autre : les cessions de *call* au Fonds, qui est preneur de la presque totalité des capitaux offerts hors compensation, se sont montées, à l'échéance de février, à 2,5 milliards, à l'échéance de mai, à 3,1 milliards, à l'échéance d'août, à 3,4 milliards.

TABLEAU LXXIII

Fonds des Rentes
Emprunts d'argent au jour le jour
« hors compensation »

Montant à fin de mois	Millions de francs
1951 Mars	2.041
Avril	1.506
Mai	3.127
Juin	3.055
Juillet	1.982
Août	3.432
Septembre	3.061

La décongestion de son portefeuille et l'amélioration de ses ressources en liquidités antérieurement constituées ont permis au Fonds des Rentes de se dégager vis-à-vis du système bancaire. Il va de soi que ces dégagements ne se sont pas poursuivis régulièrement : aux creux provoqués par le reflux des disponibilités hors de l'encaisse de l'Office National de Sécurité Sociale, correspond une pointe dans les avances bancaires obtenues par le Fonds.

(1) On trouvera ci-après un aperçu quelque peu détaillé de l'allure des marchés de l'argent au jour le jour au cours du semestre envisagé.

En appréciant l'évolution de celles-ci, au cours de la période mars à septembre, il faut encore tenir compte d'un facteur exceptionnel : à savoir l'avance que le Trésor avait consentie au Fonds en mars au moyen d'une partie du produit des versements anticipatifs d'impôts. A la fin de ce mois, cette avance s'élevait à 1 milliard; elle s'est encore accrue au début d'avril; à fin mai, elle était intégralement remboursée. En l'absence de ce prêt temporaire, les engagements bancaires du Fonds des Rentes auraient été plus élevés en mars et avril. C'est-à-dire que cette opération de prêt a provoqué, dès fin mars, une démonétisation de la dette publique qui, sinon, se serait produite au cours des mois d'avril et de mai.

TABLEAU LXXIV

**Avances du système bancaire aux organismes
dont les engagements sont garantis par l'Etat**

Montant à fin de mois	Millions de francs
1950 Juin	3.356
Septembre	4.376
Décembre	4.530
1951 Mars	2.130
Avril	2.657
Mai	1.801
Juin	2.181
Juillet	2.986
Août	1.116
Septembre	1.239

On soulignera qu'à fin juin, et surtout à fin septembre 1951, le découvert des organismes paraétatiques auprès du système bancaire est nettement inférieur aux montants des mois correspondants de l'année 1950. L'encours à la Banque Nationale constitue toujours l'essentiel de ces avances; les prêts d'argent au jour le jour provenant des banques que l'Institut de Réescompte consent aux paraétatiques n'atteint toujours que des montants dérisoires.

* * *

Les marchés de l'argent au jour le jour

Les fluctuations de l'approvisionnement du marché en compensation ont été relativement étroites, les apports des banques privées constituant un élément stabilisateur. La moyenne journalière de ces derniers était, en mars, de près de 2 milliards; elle fléchit en avril et en mai, la trésorerie des banques ayant subi le contre-coup des prépaiements d'impôts à fin mars, des souscriptions à l'emprunt de la Régie des Télégraphes et Téléphones en avril, du versement des cotisations à la Sécurité Sociale en mai. A partir de juin, elle se relève sous l'influence d'une détente qui s'opère dans les organismes de crédit, en dépit de

l'émission de l'emprunt de la Société des Distributions d'Eau en juin, puis de versements à la Sécurité Sociale en août.

Les interventions de la *Banque du Congo Belge*, au contraire, vont en croissant jusqu'à 620 millions en moyenne en mai, puis reviennent progressivement à 341 millions en moyenne en septembre.

En fait, c'est l'irrégularité des apports du *Crédit Communal* dont la trésorerie subit des à-coups de quelque ampleur qui a, pour une bonne part, provoqué les mouvements de l'approvisionnement global

du marché du *call* en compensation. Mais ces mouvements — on l'a souligné ci-dessus — restent assez limités. Dans l'ensemble, si l'on excepte le mois de juillet, on peut parler d'un accroissement du volume des liquidités négociées en compensation.

L'Institut de Réesc compte et de Garantie est resté, de loin, le principal emprunteur sur ce marché. D'autres paraétatiques financiers — Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Caisse Nationale du Petit Crédit Professionnel, Office du Ducroire, entre autres — ont absorbé régulièrement de petits montants.

TABEAU LXXV

Marché de l'argent au jour le jour

(en millions de francs)

Moyenne journalière	Prêts accordés								Total général	Montants cédés par l'I.R.G. à des organismes non compensateurs
	par des compensateurs			par des non-compensateurs						
	Banques privées	Divers	Total	Office National de Sécurité Sociale	Caisse d'Épargne	Caisse d'Épargne du Luxembourg	Divers	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1950 3 ^e trimestre	1.831	525	2.356	896	95	65	370	1.426	3.782	52
4 ^e trimestre	1.837	708	2.545	1.044	68	45	573	1.730	4.275	30
1951 1 ^{er} trimestre	1.844	846	2.690	737	421	55	604	1.817	4.507	10
Avril	1.874	575	2.449	470	532	32	554	1.588	4.037	17
Mai	1.539	1.223	2.762	1.141	847	29	603	2.620	5.382	17
Juin	1.702	1.030	2.732	1.185	1.264	42	343	2.834	5.566	4
Juillet	1.889	485	2.374	377	1.193	43	563	2.176	4.560	18
Août	2.056	776	2.832	1.130	1.196	53	544	2.923	5.755	12
Septembre	2.242	713	2.955	1.398	1.272	52	676	3.398	6.353	32

Les phénomènes qui provoquent les mouvements des liquidités dans les organismes financiers ont affecté avec plus d'acuité l'offre sur le marché de l'argent organisé hors compensation. La moyenne journalière des apports sur ce marché s'est maintenue, depuis le deuxième trimestre de 1950, nettement en dessous des chiffres correspondants du *call* traité en compensation et ce décalage a perduré jusque dans le courant du deuxième trimestre de 1951. A partir d'avril-mai, le courant des disponibilités prêtées hors compensation s'élargit : la moyenne mensuelle pour chacun des trois premiers trimestres de 1951 est respectivement de 1,8 milliard, 2,3 milliards et 2,8 milliards.

L'encaissement trimestriel des cotisations provoque une expansion temporaire des prêts de l'*Office National de Sécurité Sociale*, suffisante pour affecter l'offre globale de capitaux au jour le jour hors compensation. Les délais pendant lesquels l'organisme répartiteur conserve dans ses caisses les cotisations en transit paraissent s'être allongés depuis le début de l'année 1951; car le gonflement des apports de l'Office s'étale à présent sur deux mois : le niveau moyen trimestriel de ces apports s'en trouve relevé par rapport à l'année antérieure. Mais, au cours de la période envisagée, ce niveau moyen est resté stable.

C'est dans le renforcement de l'offre de la *Caisse générale d'Épargne et de Retraite* qu'il faut chercher la cause de l'expansion du volume des liquidités hors compensation. Au cours du dernier semestre de 1950, lorsque se produisit, à la Caisse Générale, un phénomène de désépargne, les prêts d'argent au jour le jour de cette institution étaient tombés à un chiffre particulièrement bas. L'amélioration survenue en 1951 reporte le montant de ces prêts à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis le premier semestre de 1949. L'abondance des liquidités détenues par la Caisse Générale ne paraît pas s'expliquer uniquement par l'importance de l'épargne en formation auprès de cette institution : au cours de la période mars-septembre 1951, les soldes des dépôts sur livrets ne se sont guère renforcés de plus de 300 millions; il est vrai que les versements à la Caisse de Retraite et à la Caisse d'Assurances sur la Vie ont également accru les capitaux gérés par l'institution. Mais il est probable que celle-ci a, par ailleurs, réduit légèrement le montant de ses placements, ou tout au moins ne les a pas développés jusqu'en septembre.

L'évolution des apports d'argent au jour le jour des autres organismes non compensateurs n'appelle pas de commentaires.

Le Fonds des Rentes est le principal emprunteur sur ce second marché du *call*.

* * *

La moyenne journalière de l'offre de *call money* sur les deux marchés, ensemble, a évolué comme suit depuis 1949 :

1949 — 1 ^{er} semestre	6 milliards
2 ^e semestre	4,3 milliards
1950 — 1 ^{er} semestre	4,3 milliards
2 ^e semestre	4 milliards
1951 — 1 ^{er} trimestre	4,5 milliards
2 ^e trimestre	5 milliards
3 ^e trimestre	5,6 milliards

Ces chiffres témoignent d'une reconstitution des liquidités dans les circuits financiers de l'économie belge, en rapport avec les facteurs généraux de l'économie.

Toutefois, il convient d'apporter à cette constatation des réserves. Tout d'abord, les apports des organismes très divers intervenant sur les marchés du *call* sont de nature peu homogène. Ensuite, le renforcement de la trésorerie de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite intervient pour une part importante dans l'accroissement du volume des disponibilités prêtées *on call*; or, les placements de cette institution ne se sont pas développés et ce *statu quo* ne provient pas nécessairement de la saturation de la demande de capital qui s'adresse à la Caisse. Enfin, le recours des pouvoirs publics au marché des capitaux a été très limité au cours des récents mois : pour les trois premiers trimestres de 1949, 1950 et 1951, la valeur nominale des obligations émises par les pouvoirs publics a atteint respectivement 6,5 milliards, 8,1 milliards et 2,8 milliards.

* * *

Évolution de la situation monétaire

On rappellera brièvement qu'au cours du second semestre de 1950, les circonstances conjoncturelles avaient provoqué un déficit des paiements extérieurs; celui-ci avait exercé une ponction monétaire au moment où les besoins de monnaie des agents économiques s'accroissaient parallèlement au gonflement de la valeur nominale des transactions. Aussi le système monétaire avait-il été amené à compenser les effets de cette ponction. Cette pression s'était reflétée dans l'expansion des crédits bancaires à l'économie privée et aux organismes paraétatiques. Le

financement des pouvoirs publics, au cours de cette période, avait également abouti à créer de la monnaie.

A fin juin 1950, le stock monétaire était de 153,7 milliards (1); à l'échéance annuelle, qui provoque normalement un gonflement temporaire de la masse des instruments de paiement, il était de 155,2 milliards. Pratiquement, on pouvait donc parler de sa stabilité. Cette stabilité du volume des moyens de paiement avait d'ailleurs été palliée par l'économie dont les besoins de monnaie s'amplifiaient, au moyen d'une accélération sensible de leur vitesse de rotation.

Dans son ensemble, le premier trimestre apparaît comme une période de transition : les paiements extérieurs sont pratiquement équilibrés et n'exercent plus guère d'incidence monétaire; il y a donc là un premier changement. Grâce à des rentrées exceptionnellement importantes, la situation de trésorerie est aisée; le recours de l'économie privée au crédit bancaire ne compense pas l'action des éléments de resserrement : ce fait est caractéristique d'une détente. La contraction du stock monétaire après l'échéance de fin d'année est limitée, mais elle se produit : au 31 mars, il atteint 154,5 milliards.

Le renversement des tendances se confirme au cours de la période mars-septembre. L'accroissement des réserves de change exerce un effet expansionniste sur le volume monétaire, faible au deuxième trimestre mais amplifié au cours du suivant, et se traduit au total par une création de monnaie de l'ordre de 6,5 milliards. Conjointement, l'économie privée réduit son recours au système bancaire, surtout au troisième trimestre : la contraction monétaire qui se produit de la sorte est de l'ordre de 3,1 milliards pour les six mois. Ces deux phénomènes sont évidemment liés, bien qu'ils ne soient pas de même intensité, et résultent notamment de ce qu'un nombre assez grand d'entreprises ont désinvesti en réduisant leurs stocks, en considération de la baisse des prix des produits de base et des perspectives quant à l'ampleur de la demande.

Par ailleurs, le financement des besoins des pouvoirs publics est à l'origine d'une expansion monétaire de l'ordre de 6,9 milliards pour la période mars-septembre; quant aux opérations du Fonds des Rentes, elles ont provoqué une résorption monétaire assez limitée.

Par conséquent, deux facteurs d'amplitude sensiblement égale déterminent, au cours de la période envisagée, un gonflement de la masse des moyens de paiement : à savoir, la couverture des besoins financiers des pouvoirs publics et le boni des paiements exté-

(1) Cf. tableau 89 des Statistiques mensuelles courantes de ce *Bulletin*.

rieurs. Les remboursements opérés, dans le même temps, par l'économie privée et le Fonds des Rentes sur leurs engagements bancaires n'ont fait qu'atténuer ce mouvement d'expansion. Le stock monétaire passe de 154,5 milliards à fin mars à 156,9 milliards à fin juin et à 162,6 milliards à fin septembre (1).

L'accumulation de liquidités qui en est résultée dans l'économie paraît s'être produite à un moment où ses besoins de monnaie étaient stabilisés, voire en diminution. La création d'instruments de paiement à laquelle donne lieu le surplus des paiements internationaux s'opère, en effet, de manière automatique en raison de l'obligation imposée aux exportateurs de céder au système bancaire les devises reçues en paiement de leurs ventes. De même, le financement expansionniste de la Trésorerie peut être nécessaire, indépendamment de l'évolution des besoins de liquidités de l'économie privée.

Et de fait, à mesure de l'accroissement de la quantité de monnaie disponible, on observe que la fréquence d'utilisation des moyens de paiement se réduit. Le coefficient de rotation des avoirs à vue dans les banques (2), qui était passé par un maximum de 1,96 en mars, revient à 1,88 en juin et à 1,67 en septembre : le ralentissement est plus net dans la période de plus grande expansion monétaire. Or, le montant de ces comptes bancaires n'a guère varié au cours de la période envisagée; par conséquent, la masse des transactions réglées à l'aide de cette monnaie scripturale a décliné; en valeur, cette masse reste supérieure aux chiffres qu'elle atteignait le second semestre de 1950; mais il faut tenir compte de ce que l'activité productrice et les prix se situent toujours au-dessus de leur niveau de la période correspondante de 1950.

Le mouvement des avoirs gérés par l'Office des Chèques Postaux confirme le ralentissement de la vitesse de rotation de la monnaie. La diminution du coefficient d'utilisation de ces avoirs (3) ne se produit cependant qu'avec un certain retard : sa moyenne (4) pour chacun des trois premiers trimestres de 1951 est respectivement de 3,80, 3,82 et 3,68. Quelques repères donnent une estimation indirecte des fluctuations de la fréquence d'utilisation de la monnaie fiduciaire : celle-ci paraît avoir tourné beaucoup plus lentement au cours de la période envisagée.

(1) Dans ce montant ne sont pas compris les avoirs bloqués temporairement constitués par la retenue de 5 p. c. du produit des exportations vers les pays de l'U.E.P.; leur montant était d'ailleurs encore dérisoire à ce moment.

(2) Cf. tableau 89 des Statistiques mensuelles courantes de ce Bulletin.

(3) La grandeur absolue des deux coefficients — banques et chèques postaux — n'est pas comparable, les modalités de calcul étant différentes.

(4) Le calcul d'un coefficient moyen par trimestre élimine les pointes apparentes qui vicient les chiffres du mouvement aux chèques postaux pour les mois au cours desquels l'Office National de Sécurité Sociale transfère les fonds recueillis des assujettis vers les divers organismes répartiteurs.

Le ralentissement de la rotation des encaisses peut avoir été accentué par les caractéristiques saisonnières de la période juillet-août; cette réserve, de portée générale, a été formulée à plusieurs reprises à l'occasion de l'examen d'autres aspects de l'économie. Néanmoins, il faut retenir que ce phénomène apparaît déjà avant le creux saisonnier et surtout qu'il se manifeste avec le plus de netteté en septembre.

* * *

Le parallélisme observé au second semestre de 1950 entre le déficit des transactions extérieures et l'expansion des crédits bancaires ne s'est pas maintenu au cours de la période mars-septembre 1951, quand l'évolution de ces deux éléments s'est inversée. La diminution du recours au crédit des banques est bien inférieure au surplus des paiements avec l'étranger.

A ce sujet, il faut mettre en évidence un fait qui peut donner les premiers éléments d'une explication : la structure du stock monétaire s'est légèrement modifiée au cours de la période mars-septembre 1951. L'augmentation que la masse des moyens de paiement a enregistrée depuis mars se mesure par 5,2 p. c., celle de la monnaie fiduciaire étant de 7 p. c. et celle de la monnaie scripturale de 2,8 p. c. seulement; en valeur absolue, l'accroissement est de 6,3 milliards pour la première et de 1,8 milliard pour la seconde.

L'hypothèse ne peut évidemment être retenue que le boni des paiements extérieurs ait donné lieu immédiatement à émission de monnaie fiduciaire. Le relèvement des salaires, au cours des derniers mois, ne suffit pas à justifier un élargissement des encaisses en billets détenues par les entreprises en vue du paiement de leur personnel : la masse des salaires, appointements, traitements, allocations sociales et pensions mensuellement payés ne représentait pas plus de 13 milliards en 1950 (1); encore une partie de ces revenus est-elle réglée en monnaie scripturale; en outre, ces paiements s'échelonnent sur le mois.

On supposera donc que le circuit économique s'est déroulé au cours de la période envisagée de manière telle que les billets ont été conservés à certains points au lieu d'être collectés par les entreprises qui, normalement, les font refluer vers les banques.

Le public, dans son ensemble, après avoir déthésaurisé au cours des mois d'hiver, peut s'être efforcé de reconstituer ses encaisses; la masse des entreprises

(1) Cf. F. BAUDHUI : « Prix, consommation, balance et revenus ». *Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales*, mai 1951, pp. 204 sq.

de distribution et d'artisanat qui détiennent une très grande partie de la monnaie fiduciaire, devant l'allure incertaine des prix et les réticences des acheteurs, ont sans doute réduit le rythme de leur réapprovisionnement et par conséquent accru leurs liquidités.

En cette matière, on ne peut guère aller plus loin que le stade de l'hypothèse : en l'occurrence, on supposerait que l'augmentation de la masse des revenus

au début de l'année ait servi pour une part à élargir les encaisses des particuliers et des petites entreprises; cette accumulation de monnaie fiduciaire impliquant une diminution relative des rentrées pour les entreprises collecteurs de billets correspondrait à un ralentissement de la demande intérieure, qui se serait d'ailleurs produit plus ou moins intensément suivant les secteurs.

ASSISTANCE FINANCIÈRE REÇUE ET ACCORDÉE PAR L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE DEPUIS LA LIBÉRATION JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1951

Contrairement à la plupart des autres nations de l'Europe occidentale, la Belgique et le Luxembourg n'ont bénéficié, de la libération de leurs territoires à fin octobre 1951, d'aucune assistance financière nette émanant de l'étranger.

En effet, l'aide reçue, sous des modalités diverses, de certains pays — les Etats-Unis, la Suisse et le Canada principalement — et des Institutions financières internationales (1) a été plus que compensée par l'incidence des crédits et transferts gratuits consentis par l'U.E.B.L. à d'autres Etats — parmi lesquels figurent en ordre principal les membres de l'Union Européenne de Paiements.

Le tableau 1 annexé à la présente information présente les données statistiques essentielles sous une forme synthétique; l'assistance financière reçue ou accordée par l'Etat belge, l'Etat luxembourgeois, la Banque Nationale de Belgique et les Institutions paraétatiques de l'Union économique y a été enregistrée sous cinq titres distincts : accords de *Mutual Aid*, de *Lend Lease* et *Reverse Lend Lease*, de *Military Civil Program* et de liquidation des *surplus stocks* de l'armée américaine; accords de paiement; accords de coopération économique, de compensation multilatérale et d'Union Européenne de Paiements; opérations avec les Institutions financières internationales; emprunts extérieurs non inclus ailleurs (2).

Sous chacun de ces titres, on a distingué les transferts effectués à titre onéreux — prêts et crédits — et ceux qui l'ont été à titre gratuit — dons et assistance non récupérable. En ce qui regarde les prêts et crédits, les créances et dettes au 31 octobre 1951 ont seules été prises en considération, à l'exclusion des montants amortis ou remboursés avant cette date et

des montants non encore prélevés sur les emprunts contractés à l'étranger.

* * *

Les chiffres mettent en évidence l'équivalence presque parfaite de l'assistance reçue et de l'assistance accordée à titre onéreux; en ce qui concerne les transferts gratuits, les contributions de l'U.E.B.L. dépassent de 10 pour-cent environ les apports dont elle a bénéficié; au total, l'U.E.B.L. a fourni à l'étranger une assistance nette de l'ordre de 3,4 milliards de francs.

L'exécution des accords de *Mutual Aid*, de *Lend Lease* et *Reverse Lend Lease*, de *Military Civil Program* et de liquidation des *surplus stocks* de l'armée américaine se clôture par un transfert important — 2,9 milliards — en faveur de l'étranger : l'assistance reçue par l'U.E.B.L. à titre de prêt ou de don en vertu des conventions du 26 septembre 1946 liquidant les accords de *Lend Lease*, *Reverse Lend Lease* et le *Military Civil Program* américain et organisant la liquidation des *surplus stocks* américains s'avère, en effet, nettement inférieure au montant des prestations non compensées effectuées par l'U.E.B.L. dans le cadre de l'accord de *Mutual Aid* signé avec la Grande-Bretagne.

Les créances nettes en accords de paiement atteignent 3,3 milliards.

Dans le cadre des accords de coopération économique, de compensation multilatérale et d'Union Européenne de Paiements, l'apport net de l'U.E.B.L. est de 10,3 milliards; si l'aide conditionnelle reçue de l'E.C.A. et le droit de tirage exercé sur l'Italie — ensemble 22,3 milliards — compensent exactement les droits de tirage concédés aux autres pays participants et la position débitrice initiale attribuée à l'U.E.B.L. dans le cadre de l'U.E.P., l'aide directe reçue de l'E.C.A. sous forme de prêts — 2,6 milliards — ou de dons — 1,1 milliard — demeure de loin inférieure au total des crédits aux pays participants — 14 milliards, dont 12,1 milliards de crédits à l'U.E.P. et 1,9 milliard de prêt aux Pays-Bas.

Les opérations avec les Institutions financières internationales — emprunts auprès de la B.I.R.D. et placement de certificats de Trésorerie à la B.R.I. — ont fourni des ressources s'élevant à 2 milliards envi-

(1) Banque des Règlements Internationaux et Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.

(2) Les emprunts placés sur le marché américain (Emprunt de 50 millions de dollars des Etats-Unis contracté par l'Etat belge en vertu de l'arrêté du Régent du 21 février 1946 pour la fraction souscrite par les banques privées américaines) et sur le marché suisse (Emprunts divers émis, sous la garantie de l'Etat belge, par la Régie des Télégraphes et Téléphones, la Société Nationale des Chemins de fer belges et la Société Nationale de Crédit à l'Industrie pour un montant global de 200 millions de francs suisses) ont été inclus dans le recensement, bien qu'ils ne s'intègrent pas, à proprement parler, dans des programmes d'assistance financière, mais relèvent de la technique classique de l'emprunt international.

ron, tandis que les emprunts extérieurs non inclus ailleurs — emprunts contractés auprès de l' « Eximbank » et sur le marché américain; crédit du Gouvernement canadien; emprunts émis sur le marché suisse; prêt du Gouvernement helvétique au Gouvernement belge — ont procuré 11,2 milliards.

* * *

L'assistance financière octroyée à l'U.E.B.L. depuis la libération lui a été fournie en ordre tout à fait principal par les Institutions financières internationales, les Etats-Unis, le Canada et la Suisse.

La ventilation de l'aide reçue selon son origine est indiquée avec quelque détail dans le tableau-annexe II. On notera que la part des Etats-Unis représente à elle seule 45 p. c. des prêts et crédits, 98 p. c. des dons et de l'assistance non récupérable, 75 p. c. de l'aide totale.

Quant aux contributions de l'U.E.B.L., c'est essentiellement vers les pays qui ont adhéré à l'Union Européenne de Paiements qu'elles se sont orientées, ainsi que le montre le tableau-annexe III. La part de ces pays dans les prêts et crédits est de 95 p. c.; ils ont reçu la totalité de l'assistance non récupérable; ils ont, dans l'ensemble, bénéficié de 98 p. c. de l'assistance financière concédée par l'U.E.B.L.

On peut conclure que l'assistance reçue de l'étranger par la Belgique et par le Grand-Duché de Luxem-

bourg n'a fait que transiter par l'Union économique, le bénéfice ultime en allant à d'autres Etats, et spécialement aux membres de l'Union Européenne de Paiements.

Ce phénomène était perceptible dès avant la mise en vigueur du Plan Marshall: alors déjà, les ressources retirées des accords relatifs au *Lend Lease*, au *Reverse Lend Lease*, au *Military Civil Program* américain et aux *surplus stocks* de l'armée des Etats-Unis, le produit des opérations conclues avec les Institutions financières internationales et celui des emprunts extérieurs trouvaient une contrepartie dans les prestations nettes effectuées par l'Union économique en *Mutual Aid* et dans les créances nettes qu'elle se constituait en accords de paiement, principalement sur les pays de l'Europe occidentale; il est devenu institutionnel dans le cadre du Plan Marshall qui, par le jeu du mécanisme de l'aide conditionnelle et le fonctionnement de l'Union Européenne de Paiements, a subordonné organiquement l'aide américaine à l'octroi par l'U.E.B.L. d'une assistance du même import, voire même nettement supérieure, aux autres pays participants.

La structure ainsi imprimée aux relations d'assistance financière entre le monde extérieur et l'U.E.B.L. a privé celle-ci de tout apport réel de ressources et lui a imposé l'obligation de financer elle-même l'intégralité de son effort de restauration économique.

TABLEAU I

Assistance financière reçue et accordée par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

depuis la libération jusqu'au 31 octobre 1951

(en millions de francs)

Sources : Banque Nationale de Belgique — Département d'Etudes et de Documentation.
Ministère des Finances — Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

	Assistance reçue par l'U. E. B. L.			Assistance accordée par l'U. E. B. L.		
	Prêts et crédits 1	Dons et assistance non récupérable 2	Total 3 = 1 + 2	Prêts et crédits 4	Dons et assistance non récupérable 5	Total 6 = 4 + 5
I. Accords de <i>Mutual Aid</i> , de <i>Lend Lease</i> et <i>Reverse Lend Lease</i> , de <i>Military Civil Program</i> et de liquidation des <i>surplus stocks</i> de l'armée américaine	847	1.279	2.126	—	4.987	4.987
II. Accords de paiement	2.402	—	2.402	5.712	—	5.712
III. Accords de coopération économique, de compensation multilatérale et d'Union Européenne de Paiements	2.565	23.337	25.902	13.969	22.279	36.248
IV. Opérations avec les Institutions financières internationales	1.989	—	1.989	—	—	—
V. Emprunts extérieurs non inclus ailleurs	11.158	—	11.158	—	—	—
Total ...	18.961	24.616	43.577	19.681	27.266	46.947

**EXPLICATION DETAILLEE DES MONTANTS PORTES AUX DIFFERENTES RUBRIQUES
DU TABLEAU I**

TITRE PREMIER. — Accords de « Mutual Aid », de « Lend Lease » et « Reverse Lend Lease », de « Military Civil Program » et de liquidation des « surplus stocks » de l'armée américaine

COLONNES 1 ET 2

On a porté dans ces colonnes le montant de l'assistance nette reçue par l'U.E.B.L., soit à titre onéreux (colonne 1), soit à titre gratuit (colonne 2) dans le cadre des accords de *Lend Lease*, de *Reverse Lend Lease*, de *Military Civil Program* (tranche américaine) et de liquidation des « surplus stocks » de l'armée américaine.

1. Les fournitures américaines en *Lend Lease* proprement dit se sont élevées — non compris 211 millions de francs de livraisons au Congo, dont il est fait abstraction ici — à 5.168 millions; en outre, par l'accord du 24 septembre 1946 (1), le Gouvernement des Etats-Unis a accepté d'inclure dans le *Lend Lease* sa part des fournitures faites à l'U.E.B.L. en *Military Civil Program*, soit 4.398 millions; au total, les livraisons américaines comptabilisées en *Lend Lease* ont donc atteint 9.566 millions.

Quant aux prestations effectives de l'U.E.B.L. en *Reverse Lend Lease*, elles s'établissent à 8.922 millions à fin octobre 1951.

Au total, l'U.E.B.L. a donc bénéficié, par le jeu des accords de *Lend Lease* et *Reverse Lend Lease*, de prestations non compensées s'élevant à 9.566 millions — 8.922 millions = 644 millions. Ce montant est inclus dans les transferts enregistrés à la colonne 2.

2. En ce qui regarde les *surplus stocks*, il y a lieu de distinguer les achats effectués pour compte propre par l'Office d'Aide Mutuelle et les ventes en compte à demi réalisées par le même organisme aux termes de l'accord du 24 septembre 1946.

a) Les achats pour compte propre se sont élevés à 17,95 millions de dollars.

En vertu de l'accord précité, ces acquisitions doivent être payées partiellement par le règlement, à mesure qu'elles se présentent, de certaines dépenses en francs belges du Gouvernement des Etats-Unis : érection d'ambassades et de consulats, constitution d'un fonds culturel, indemnisation de certains dommages causés par les troupes américaines; le montant de ces dépenses a été arbitré à 13,45 millions de dollars; les règlements effectifs s'élevaient, à fin octobre 1951, à 7,02 millions de dollars; il restait donc 6,43 millions de dollars à couvrir.

Le solde des achats pour compte propre — soit 4,5 millions de dollars — constitue une dette en dollars à rembourser par annuités au Gouvernement des Etats-Unis.

b) Les ventes en compte à demi atteignaient, à fin octobre 1951, 25,2 millions de dollars. La contrevaletur de la part revenant aux Américains — 12,6 millions de dollars — a été réglée en francs belges à concurrence de 4,9 millions de dollars; le solde — soit 7,7 millions de dollars — constitue, comme dans le cas des achats pour compte propre, une dette en dollars à rembourser par annuités au Gouvernement des Etats-Unis.

c) L'incidence des opérations relatives aux stocks excédentaires peut donc se résumer comme suit :

(1) Accord du 24 septembre 1946 entre les Gouvernements américain, belge et luxembourgeois pour le règlement du *Lend Lease*, du *Reverse Lend Lease*, du *Military Civil Program* (tranche américaine) et pour la liquidation des *surplus stocks*.

TRANSFERTS A TITRE ONÉREUX

Livraisons des Etats-Unis

Achats pour compte propre	17,95 millions de \$
Part des Etats-Unis dans les ventes en compte à demi	12,60 millions de \$
Total	30,55 millions de \$

Contre-prestations de l'U.E.B.L.

Dépenses acquittées pour compte du Gouvernement des Etats-Unis	7,02 millions de \$
Règlements en francs belges d'une fraction de la part américaine dans le produit des ventes en compte à demi	4,90 millions de \$
Annuités versées sur la dette en dollars envers le Gouvernement des Etats-Unis	1,82 million de \$
Total	13,74 millions de \$

Solde dû par l'U.E.B.L.

Dépenses à acquitter pour compte du Gouvernement des Etats-Unis	6,43 millions de \$
Dette en dollars envers le Gouvernement des Etats-Unis	10,38 millions de \$
Total	16,81 millions de \$

Ce dernier montant, traduit en francs belges — soit 847 millions de francs — a été inscrit à la colonne 1.

TRANSFERTS A TITRE GRATUIT

Part de la Belgique dans les ventes en compte à demi :
12,60 millions de \$.

Ce montant, traduit en francs belges — soit 635 millions de francs — est inclus dans les transferts enregistrés à la colonne 2.

En résumé, les montants inscrits aux colonnes 1 et 2 se décomposent donc comme suit :

Colonne 1

Dette en dollars U.S.A. et engagements en francs belges envers le Gouvernement des Etats-Unis résultant de la Convention du 24 septembre 1946 sur la liquidation des <i>surplus stocks</i> de l'armée américaine	847
--	-----

Colonne 2

Fournitures non compensées dont l'U.E.B.L. a bénéficié par le jeu des accords de <i>Lend Lease</i> et <i>Reverse Lend Lease</i>	644
Transferts gratuits consentis par le Gouvernement des Etats-Unis en exécution de la Convention du 24 septembre 1946 sur la liquidation des <i>surplus stocks</i> de l'armée américaine	635
Total	1.279

Colonne 5

On a porté dans cette colonne les dépenses nettes de l'U.E.B.L. dans le cadre de l'accord de *Mutual Aid* signé avec le Royaume-Uni.

A fin octobre, les prestations de l'U.E.B.L. s'élevaient, sous déduction des récupérations et remboursements, à 9.745 millions, les fournitures du Royaume-Uni pour le rééquipement de l'armée belge et l'entraînement de forces armées belges en Grande-Bretagne, à 4.758 millions. Les prestations nettes de l'U.E.B.L. se montent donc à 9.745 millions — 4.758 millions = 4.987 millions.

La dette de l'U.E.B.L. en *Military Civil Program* vis-à-vis du Royaume-Uni et du Canada a été entièrement apurée; par ailleurs, le Canada a remboursé en espèces l'intégralité des livraisons faites à ses forces armées dans le cadre du *Mutual Aid*. Aucun transfert résultant de ces programmes d'assistance ne figure donc dans le relevé statistique établi.

TITRE II — Accords de paiement

Colonne 1

Le montant porté dans cette colonne correspond aux soldes débiteurs de l'U.E.B.L. en accords de paiement (1).

Colonne 4

Le montant porté dans cette colonne correspond aux soldes créditeurs de l'U.E.B.L. en accords de paiement (1).

TITRE III — Accords de coopération économique, de compensation multilatérale et d'Union Européenne de Paiements

Colonne 1

Dans cette colonne se trouve inscrit le produit des emprunts contractés auprès de l'E.C.A. par la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en représentation de l'aide directe qui leur a été accordée à titre onéreux pour l'exercice 1948-1949 (Belgique : 2.414 millions; Luxembourg : 151 millions).

Colonnes 2 et 5

On a porté à la colonne 2 les dons accordés par l'E.C.A. à l'U.E.B.L. (exercices 1948-1949 et 1950-1951), soit au total 1.058 millions.

Figure également dans cette colonne le montant cumulé de l'aide conditionnelle attribuée par l'E.C.A. à l'U.E.B.L. et du droit de tirage exercé par l'U.E.B.L. sur l'Italie — au total 22.279 millions, se décomposant comme suit :

Aide conditionnelle. Exercice 1948-1949	9.096
Droit de tirage sur l'Italie. Exercice 1948-1949 ...	390
Aide conditionnelle. Exercice 1949-1950	11.324
Aide conditionnelle. Exercice 1950-1951	1.469
	<hr/>
	22.279

Ce même montant de 22.279 millions se retrouve à la colonne 5, où il correspond aux transferts consentis en faveur des pays participants et formant titre à l'obtention de l'aide conditionnelle; ces transferts se répartissent comme suit :

Droits de tirage bruts. Exercice 1948-1949	9.486
Droits de tirage bruts. Exercice 1949-1950	11.324
Position débitrice initiale de l'U.E.B.L. en U.E.P.	1.469
	<hr/>
	22.279

Colonne 4

On a inscrit dans cette colonne le crédit consenti aux Pays-Bas dans le cadre de l'accord de compensation du 7 septembre 1949 — 1.900 millions — et les crédits de l'U.E.B.L. en U.E.P. — 12.069 millions.

(1) Les montants portés au tableau ont été recensés sur la base des documents comptables arrêtés à fin octobre, soit avant la comptabilisation de la compensation des soldes en U.E.P. afférents au mois d'octobre: l'incidence de l'excédent net de l'U.E.B.L. pour ce mois se reflète donc dans l'évolution des accords de paiement et non dans celle des crédits en U.E.P.

TITRE IV — Opérations avec les Institutions financières internationales

Colonne 1

Le montant inscrit dans cette colonne représente la fraction utilisée et non remboursée des emprunts contractés auprès de la B.I.R.D. par la Belgique et le Luxembourg et l'encours de certificats de Trésorerie placés auprès de la B.R.I.

Le chiffre global se décompose comme suit :

Emprunt de \$ 11,8 millions contracté en août 1947 par le Grand-Duché de Luxembourg auprès de la B.I.R.D.	585
Emprunt de \$ 16 millions contracté en mars 1949 par la Belgique auprès de la B.I.R.D.	648
Certificats de trésorerie belges souscrits par la B.R.I.	756
	<hr/>
	1.989

Les achats de dollars U.S.A. effectués par la Belgique auprès du F.M.I. en 1947 et 1948 ont été soit compensés par des ventes en francs belges consenties par cet organisme, soit remboursés par la Belgique. Aucune assistance effective nette n'a donc été reçue du F.M.I. au cours de la période sous revue.

TITRE V — Emprunts extérieurs non inclus ailleurs

On trouvera ci-dessous la liste de ces emprunts, avec l'indication du montant dû sur chacun d'eux à fin octobre 1951, en millions de francs.

1. Crédit de 55 millions de dollars des Etats-Unis consenti par l'« Eximbank » (arrêté du Régent du 16 novembre 1945)	2.264
2. Crédit de 45 millions de dollars des Etats-Unis consenti par l'« Eximbank » (arrêtés du Régent des 28 novembre 1945 et 15 janvier 1946)	2.192
3. Crédit de 100 millions de dollars canadiens consenti par le Gouvernement du Canada (arrêtés du Régent des 28 juin 1946 et 29 décembre 1947)	2.778
4. Emprunt de 50 millions de francs suisses contracté par la Régie des Télégraphes et Téléphones (arrêté-loi du 28 février 1947)	576
5. Emprunt de 50 millions de francs suisses contracté par la Société Nationale des Chemins de fer belges (arrêté ministériel du 13 février 1948)	576
6. Emprunt de 50 millions de dollars des Etats-Unis contracté auprès de l'« Eximbank » et de banques privées américaines (arrêté du Régent du 21 février 1948)	756
7. Emprunt de 50 millions de francs suisses contracté par la Société Nationale des Chemins de fer belges (loi du 9 mai 1949)	576
8. Emprunt de 50 millions de francs suisses contracté par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (janvier 1950)	576
9. Crédit de 150 millions de francs suisses consenti par le Gouvernement suisse au Gouvernement belge et correspondant au déficit de l'U.E.B.L. envers la Suisse pendant la période juillet-octobre 1950 (mars 1951)	864

TABLEAU II

Répartition géographique de l'assistance financière reçue par l'U.E.B.L.

de la libération au 31 octobre 1951

(en millions de francs)

Sources : Banque Nationale de Belgique — Département d'Etudes et de Documentation.
Ministère des Finances — Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

	Prêts et crédits	Dons et assistance non récupérable	Total
I. Institutions financières internationales	1.939	—	1.939
II. Etats-Unis :			
Dette en dollars U.S.A. et engagements en francs belges envers le Gouvernement des Etats-Unis (accord du 26 septembre 1946)	847	—	847
Dons résultant de l'exécution du Lend Lease, du Military Civil Program (tranche américaine) et de la vente des stocks excédentaires	—	1.279	1.279
Crédits consentis par l'E. C. A.	2.565	—	2.565
Dons non conditionnels accordés par l'E. C. A.	—	1.058	1.058
Aide conditionnelle accordée par l'E. C. A.	—	21.889	21.889
Emprunts contractés auprès de l'Eximbank ou sur le marché américain	5.212	—	5.212
Total	8.624	24.226	32.850
III. Canada :			
Crédit canadien	2.778	—	2.778
IV. Suisse :			
Engagements en accords de paiement	430	—	430
Emprunts émis sur le marché suisse et prêt consenti par le Gouvernement suisse	3.168	—	3.168
Total	3.598	—	3.598
V. Autres pays :			
Allemagne occidentale	6701)	—	670
U.R.S.S.	1.076 (1)	—	1.076
Divers	226 (1)	390 (2)	616
Total	1.972 (1)	390	2.362
VI. Total général	18.961	24.616	43.577

(1) Engagements en accords de paiement. — (2) Droits de tirage exercés sur l'Italie. Exercice 1948-1949.

TABLEAU III

**Répartition géographique de l'assistance financière accordée par l'U.E.B.L.
de la libération au 31 octobre 1951**

(en millions de francs)

Sources : Banque Nationale de Belgique — Département d'Etudes et de Documentation.
Ministère des Finances — Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

	Prêts et crédits (1)	Assistance non récupérable (2)	Total
I. Assistance individuelle aux pays membres de l'U.E.P. :			
1. Allemagne occidentale	—	1.240	1.240
2. Autriche	93	646	739
3. Danemark	252	866	1.118
4. France	990	2.736	3.726
5. Grèce	70	1.662	1.732
6. Norvège	198	1.660	1.858
7. Pays-Bas	3.543	8.191	11.734
8. Portugal	—	637	637
9. Royaume-Uni	1.446	7.556	9.002
10. Suède	—	263	263
11. Turquie	72	340	412
II. Assistance prêtée par l'intermédiaire de l'U.E.P.	12.069	1.469	13.538
III. Total de l'assistance octroyée aux pays membres de l'U.E.P.	18.733	27.266	45.999
IV. Assistance octroyée à des pays non membres de l'U.E.P. :			
12. Argentine	541	—	541
13. Bulgarie	19	—	19
14. Finlande	123	—	123
15. Hongrie	9	—	9
16. Pologne	32	—	32
17. Tchécoslovaquie	18	—	18
18. Yougoslavie	206	—	206
Total...	948	—	948
V. Total général	19.681	27.266	46.947

(1) Crédits en accords de paiement; prêt de 1.900 millions de francs consenti aux Pays-Bas; crédits en U.E.P.

(2) Droits de tirage; solde créditeur de l'U.E.B.L. dans le cadre de l'accord de *Mutual Aid* signé avec la Grande-Bretagne; position débitrice initiale de l'U.E.B.L. en U.E.P.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle publiée dans le *Bulletin* de novembre 1951. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE.

Belgium's big credit. (*The Statist, International Banking Supplement, Londres, CLIV, n° 3846, 24 novembre 1951, pp. 11-13.*)

Das Belgische Problem in der Europäischen Zahlungsunion. (*Schnelldienst, publié par l'Institut für Wirtschaftsforschung, Munich, n° 43, 26 octobre 1951, pp. 8-9.*)

DELMOTTE, L. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in October 1951. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1802, 28 novembre 1951, pp. 885-887.*)

KIRSCHEN, E.-S. Les crédits étrangers consentis par la Belgique. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, Cahier n° 42, Bruxelles, Bruylant, novembre 1951, 22 p.*)

La réorientation des exportations et l'effort d'expansion dans la zone dollar. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXV, n° 10, 25 octobre 1951, pp. 19-24.*)

Le marché belge de l'argent et des capitaux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 47, 25 novembre 1951, pp. 371-372, 378.*)

Les rapports entre le Trésor et l'Institut d'émission en France et à l'étranger. (*Statistiques et Etudes financières, Paris, Ministère des Finances, n° 34, octobre 1951, pp. 763-781.*)

MASOIN, M. La position de la Belgique devant l'Union Européenne des Paiements et devant la « North Atlantic Treaty Organization ». (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, LXVIII, n° 44, 7 décembre 1951, pp. 951-959.*)

VELTER, G. Politique. (*Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, « Fabrimétal », Bruxelles, n° 284, 3 décembre 1951, pp. 963-965.*)

2. BOURSE — EPARGNE.

DE GUCHTENEERE, A. De huishoudelijke economie en het sparen. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgave van het A.C.W., Bruxelles, XLII, n° 9-10, septembre-octobre 1951, pp. 999-1017.*)

DE GUCHTENEERE, A. La Caisse de Retraite. Discours prononcé à l'occasion du centenaire de la Caisse de Retraite, le 9 octobre 1950, au Palais des Académies, à Bruxelles. (*Bruxelles, 1950, 32 p.*)

DELMOTTE, L. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in October 1951. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1802, 28 novembre 1951, pp. 885-887.*)

Les émissions des sociétés belges et congolaises en 1950. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 10, octobre 1951, pp. 1912-1981.*)

RENAULD, J.-G. Questions diverses relatives à l'évaluation de parts sociales ou d'actions en cas d'existence d'une clause de préemption. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XV, n° 11, 1951, pp. 544-549.*)

3. PRIX — SALAIRES.

La politique des prix en Belgique et à l'étranger. (*Bulletin du Service des Etudes et de la Documentation générale, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, n° 11, novembre 1951, pp. 24-45.*)

La rémunération du personnel des établissements commerciaux au 31 décembre 1947. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 10, octobre 1951, pp. 1807-1823.*)

Les conventions collectives. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 11, novembre 1951, pp. 744-752.*)

MINEUR, J. Plaidoyer. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 47, 21 novembre 1951, pp. 2393-2395.*)

Octroi d'une allocation temporaire aux travailleurs. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 48, 28 novembre 1951, pp. 2449-2451.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES.

BRUNFAUT, F. La condition municipale, p. 439 : Les finances communales. (*Verviers, Les Editions « Le Travail », 1951, 520 p.*)

Commentaire de l'arrêté royal du 22 novembre établissant une taxe de transmission à l'exportation. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 49, 5 décembre 1951, pp. 2513-2528.*)

CORNIL, L. Qu'attendre du projet de loi sur les bénéfices exceptionnels? (*Bruxelles, Fédération des Industries belges, 15 novembre 1951, 14 p.*)

Etablissement d'une taxe de transmission à l'exportation sur certains produits. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 48, 28 novembre 1951, pp. 2429-2437.*)

Le budget belge pour 1952. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, 2 décembre 1951, pp. 379-380, 385-386.*)

6. RECONSTRUCTION — REEQUIPEMENT.

BRAUERS, W. Mogelijkheden voor de machinebouw. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgave van het A.C.W., Bruxelles, LXII, n°s 9-10, septembre-octobre 1951, pp. 1018-1024.*)

PLOUVIER, W. De uitbreiding van de industrie in het Vlaamse landsgedeelte vergt een passend klimaat. (*V.E.V.-Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXVI, n° 21, 30 novembre 1951, pp. 1015-1022.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.

Belgium's big credit. (*The Statist, International Banking Supplement, Londres, CLIV, n° 3846, 24 novembre 1951, pp. 11-13.*)

Das Belgische Problem in der Europäischen Zahlungsunion. (*Schnelldienst, publié par l'Institut für Wirtschaftsforschung, Munich, n° 43, 26 octobre 1951, pp. 8-9.*)

GOZARD, G. Le fonctionnement de l'Union Européenne de Paiements. (*Annales de Finances publiques, Paris, 1951, n°s XI-XII, pp. 24-34.*)

KIRSCHEN, E.-S. Les crédits étrangers consentis par la Belgique. (*Conférences du Centre d'Etudes bancaires, Cahier n° 42, Bruxelles, Bruylant, novembre 1951, 22 p.*)

KYMMELL, J. E.P.U. en Benelux. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1803, 5 décembre 1951, pp. 892-894.*)

La réorientation des exportations et l'effort d'expansion dans la zone dollar. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXV, n° 40, 25 octobre 1951, pp. 19-24.*)

LEEMAN, A. Beroering in de Europese Betalingsunie. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgave van het A.C.W., Bruxelles, XLII, n°s 9-10, septembre-octobre 1951, pp. 1026-1030.*)

Le réarmement européen et la pénurie de dollars. (*Perspectives, Paris, VII, n° 40, 17 novembre 1951, pp. 1-4.*)

MALLENS, F.-J.-A.-M. Enige aantekeningen bij het eerste verslag over de werking van de Europese Betalingsunie. (*Economie, tijdschrift voor Algemeen Economische, Bedrijfs-Economische en Sociale Vraagstukken, Tilburg, XVI, 2 novembre 1951, pp. 49-57.*)

The S.O.S. of the E.P.U. (*The Statist, Londres, CLIV, n° 3846, 24 novembre 1951, pp. 659-660.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX.

KYMMELL, J. E.P.U. en Benelux. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1803, 5 décembre 1951, pp. 892-894.*)

Le contrôle du crédit aux Pays-Bas. (*Revue commerciale Pays-Bas-Belgique-Luxembourg, revue mensuelle de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 12, décembre 1951, pp. 15-17.*)

SCHMIT, J. L'évolution du niveau des prix et salaires au Grand-Duché de Luxembourg depuis la libération. (*Revue commerciale Pays-Bas-Belgique-Luxembourg, revue mensuelle de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 42, décembre 1951, pp. 5-7.*)

9. LE PLAN SCHUMAN.

BOYD, C. Le plan Schuman — un bien ou un mal? (*Cartel, revue des Développements des Monopoles et de la Protection des Consommateurs, Londres, n° 1, juillet 1951, pp. 24-32.*)

Faut-il ratifier le plan Schuman? (*Perspectives, Paris, VII, n° 42, 1^{er} décembre 1951, pp. 4-6.*)

ROMUS, P. Liège, siège des institutions du plan Schuman. (*Extrait du numéro de novembre 1951 de « Etudes économiques », publication de l'Institut supérieur commercial et consulaire de Mons, 7 p.*)

ROMUS, P. Les industries transformatrices belges et le plan Schuman. (*Extrait du numéro de novembre 1951 de « Etudes économiques », publication de l'Institut supérieur commercial et consulaire de Mons, 27 p.*)

TARATTE, J. La main-d'œuvre dans la communauté européenne du charbon et de l'acier. (*Revue politique et parlementaire, Paris, LIII, n° 612, novembre 1951, pp. 278-287.*)

VAN DER REST, P. Le plan Schuman. (*Bruxelles, Comptes rendus des Travaux de la Société d'Economie politique de Belgique, juin 1951, n° 206, 31 p.*)

WIEBEL, M. Punti di vista tedeschi sul piano Schuman. (*Bancaia, Rassegna dell'Associazione bancaria italiana, Rome, VII, n° 8, août 1951, pp. 857-862.*)

10. GENERALITES.

COPPE, A. Economische toestand en economische politiek. (*De christelijke Werkgever, Bruxelles, VII, n° 11, novembre 1951, pp. 397-401.*)

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 27 octobre 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 13 juin 1949, organique des conseils d'entreprise (Moniteur, 8 novembre 1951, p. 8547).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 29 mars 1951

portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950 (Moniteur, 25 novembre 1951, p. 8958).

Loi du 14 juillet 1951

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les

dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs. — Erratum (Moniteur, 5-6 novembre 1951, p. 8503).

Loi du 2 août 1951

portant approbation de la Convention, signée à Luxembourg, le 12 septembre 1950, portant modification de la Convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, établissant une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, signée à Bruxelles, le 23 mai 1935 (Moniteur, 1^{er} novembre 1951, p. 8438).

Arrêté ministériel du 23 octobre 1951

Païement des arrérages des inscriptions nominatives sur le grand-livre de la Dette publique (Moniteur, 1^{er} novembre 1951, p. 8440).

Arrêté royal du 23 octobre 1951

autorisant le Ministre des Colonies à contracter un emprunt d'un montant maximum de 40 millions de dollars U.S.A. auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement à Washington (Moniteur, 16-17 novembre 1951, p. 8729).

Arrêté royal du 24 octobre 1951

autorisant la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 500.160.000 francs (Moniteur, 7 novembre 1951, p. 8528).

Arrêté royal du 5 novembre 1951

autorisant le Ministre des Colonies à contracter un emprunt à émettre en Suisse d'un montant maximum de 60.000.000 de francs suisses (Moniteur, 9 novembre 1951, p. 8575).

Arrêté royal du 6 novembre 1951

autorisant la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 250 millions de francs (Moniteur, 16-17 novembre 1951, p. 8727).

Arrêté ministériel du 7 novembre 1951

fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1^{er} et 3 de l'arrêté royal du 23 avril 1951 modifiant l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre (Moniteur, 11-12-13 novembre 1951, p. 8624).

Arrêté royal du 9 novembre 1951

modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1951 relatif au contrôle des changes (Moniteur, 16-17 novembre 1951, p. 8727).

Arrêté royal du 14 novembre 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre (Moniteur, 21 novembre 1951, p. 8874).

Arrêté royal du 14 novembre 1951

portant dissolution de l'Office de liquidation des interventions de crise (Moniteur, 23 novembre 1951, p. 8914).

Arrêté royal du 19 novembre 1951

relatif à l'émission aux Etats-Unis d'Amérique d'un emprunt de 30 millions de dollars (Moniteur, 21 novembre 1951, p. 8875).

Arrêté royal du 22 novembre 1951

supprimant temporairement et partiellement l'exemption de la taxe de transmission à l'exportation (Moniteur, 24 novembre 1951, p. 8940).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 14 novembre 1951

modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1949, instituant un contrôle officiel de la qualité du beurre (Moniteur, 28 novembre 1951, p. 9030).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 24 mai 1951

prescrivant l'établissement d'une statistique annuelle dans l'industrie de la valorisation des mitrailles ferreuses et des vieux métaux (Moniteur, 15 novembre 1951, p. 8697).

Arrêté ministériel du 25 octobre 1951

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur, 15 novembre 1951, p. 8712).

Loi du 14 juillet 1951

portant approbation de la Convention internationale (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, adoptée à Genève, le 23 juin 1937, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-troisième session (Moniteur, 9 novembre 1951, p. 8566).

Arrêté royal du 22 octobre 1951

fixant, en ce qui concerne l'industrie hôtelière, certaines modalités d'application de l'arrêté-loi du 25 février 1947 relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant un certain nombre de jours fériés par an (Moniteur, 5-6 novembre 1951, p. 8506).

Arrêtés royaux rendant obligatoire la décision des Commissions paritaires nationales des divers secteurs d'industrie, concernant la fixation du jour de fête remplaçant le jour férié du 11 novembre 1951

ARRETES ROYAUX DU 6 NOVEMBRE 1951

- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des ports, en date du 17 avril 1951 (Moniteur, 8 novembre 1951, p. 8557);
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie du gaz et de l'électricité, en date du 10 avril 1951 (Moniteur, 11-12-13 novembre 1951, p. 8628).

ARRETES ROYAUX DU 7 NOVEMBRE 1951

- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie du ciment, en date du 4 mai 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie transformatrice du bois, en date du 9 mai 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie chimique, en date du 9 mai 1951 (Moniteur, 18 novembre 1951, pp. 8798, 8799, 8801).

ARRETES ROYAUX DU 8 NOVEMBRE 1951

- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile, en date du 9 mars 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des pâtes, papiers et cartons, en date du 10 avril 1951;

- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie pétrolière, en date du 8 mai 1951 (Moniteur, 18 novembre 1951, pp. 8805, 8810, 8812).

ARRETES ROYAUX DU 12 NOVEMBRE 1951

- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de la marine marchande, en date du 22 février 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, en date des 1^{er} mars, 18 mai et 5 juin 1951 (Moniteur, 19-20 novembre 1951, pp. 8856, 8857);
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, en date du 30 mai 1951 (Moniteur, 22 novembre 1951, p. 8899).

ARRETES ROYAUX DU 13 NOVEMBRE 1951

- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie verrière, en date du 17 mai 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des briques, en date des 6 avril et 7 juillet 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale du spectacle, en date du 10 octobre 1951;
- rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des tabacs, en date du 18 mai 1951 (Moniteur, 22 novembre 1951, pp. 8900, 8902, 8903, 8904).

ARRETE ROYAL DU 16 NOVEMBRE 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie hôtelière, en date du 23 octobre 1951 (Moniteur, 22 novembre 1951, p. 8906).

ARRETE ROYAL DU 19 NOVEMBRE 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil, en date du 31 octobre 1951 (Moniteur, 29 novembre 1951, p. 9059).

ARRETE ROYAL DU 23 NOVEMBRE 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'imprimerie et des arts graphiques, en date du 11 avril 1951 (Moniteur, 29 novembre 1951, p. 9061).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 16 octobre 1951
régulant l'exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulants (Moniteur, 2-3-4 novembre 1951, p. 8460).

Arrêté ministériel du 20 octobre 1951
portant exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulants (Moniteur, 2-3-4 novembre 1951, p. 8463).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 29 mars 1951
portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950 (Moniteur, 25 novembre 1951, p. 8958).

Arrêté royal du 20 novembre 1951
relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 24 novembre 1951, p. 8935).

Arrêté royal du 22 novembre 1951
supprimant temporairement et partiellement l'exemption de la taxe de transmission à l'exportation (Moniteur, 24 novembre 1951, p. 8940).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 7 novembre 1951
portant création d'un Comité mixte des Transports terrestres (Moniteur, 10 novembre 1951, p. 8592).

L'arrêté définit comme suit la mission de ce Comité :

En temps de paix :

1° d'étudier les mesures de coordination permettant d'assurer le rendement maximum des moyens de transports terrestres en temps de guerre et pendant les périodes assimilées au temps de guerre par l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires;

2° de faire, dans le domaine des transports terrestres, toutes propositions qu'il juge utiles à la défense du pays, notamment en ce qui concerne la coordination des mesures à prendre dès le temps de paix pour l'équipement du territoire en matière de transports.

En temps de guerre, le Comité mixte des Transports terrestres conserve ses attributions du temps de paix et en outre :

1° coordonne l'utilisation des moyens de transports terrestres en vue de leur rendement maximum;

2° fait exécuter et coordonne dans le domaine des transports terrestres les directives émanant des organismes interalliés militaires et maritimes.

Arrêté royal du 22 octobre 1951

rendant obligatoires les décisions en date du 22 juin 1951 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, concernant la fixation des salaires minima dans la boulangerie artisanale, le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail et l'octroi d'une prime compensatoire (Moniteur, 8 novembre 1951, p. 8552).

Arrêté royal du 24 octobre 1951

rendant obligatoire la décision en date du 14 septembre 1951 de la Commission paritaire nationale du transport, concernant la fixation du salaire journalier du personnel roulant des exploitations d'autobus (Moniteur, 8 novembre 1951, p. 8555).

Arrêté royal du 27 octobre 1951

rendant obligatoire la décision en date du 22 août 1951 de la Commission paritaire nationale du transport, concernant la fixation des salaires horaires minima dans les entreprises de transport de choses (Moniteur, 10 novembre 1951, p. 8595).

Arrêté royal du 7 novembre 1951

rendant obligatoires les décisions en date du 18 mai 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, concernant l'octroi d'une prime compensatoire aux ouvriers et ouvrières de la boulangerie industrielle, la fixation des salaires minima dans la boulangerie industrielle ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 18 novembre 1951, p. 8803).

Arrêté royal du 7 novembre 1951

rendant obligatoire la décision en date du 25 juillet 1951 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, concernant la fixation du salaire pour les travaux saisonniers de la moisson 1951 (Moniteur, 21 novembre 1951, p. 8872).

Arrêté royal du 7 novembre 1951

rendant obligatoire la décision en date du 13 avril 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire, concernant le rattachement des

salaires dans l'industrie alimentaire à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 22 novembre 1951, p. 8897).

Arrêté royal du 12 novembre 1951

rendant obligatoire la décision en date du 9 avril 1951 de la Commission paritaire nationale des services de santé, concernant le rattachement des salaires du personnel subalterne des établissements de santé à l'index-number de prix de détail (Moniteur, 24 novembre 1951, p. 8948).

Arrêté royal du 12 novembre 1951

rendant obligatoire la décision en date du 12 septembre 1951 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles concernant la fixation du salaire pour l'arrachage, le décolletage et le chargement des betteraves sucrières de la récolte 1951 (Moniteur, 25 novembre 1951, p. 8986).

Arrêté royal du 16 novembre 1951

rendant obligatoires les décisions en date du 20 juillet 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie verrière, concernant la fixation des salaires minima dans l'industrie de la miroiterie, le rattachement des salaires à l'index-number des prix de détail ainsi que l'octroi d'une prime compensatoire (Moniteur, 25 novembre 1951, p. 8987).

Arrêté royal du 19 novembre 1951

rendant obligatoires les décisions en date du 18 avril 1951 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poils, concernant la fixation des salaires minima dans l'industrie de l'apprêt et la teinture de peaux de lapins et autres peaux en Flandre orientale et occidentale, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 29 novembre 1951, p. 9057).

Arrêté ministériel du 23 novembre 1951

fixant les prix maxima de vente des charbons importés (Moniteur, 25 novembre 1951, p. 8974).

X — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 22 octobre 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 31 décembre 1946 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure (Moniteur, 2-3-4 novembre 1951, p. 8475).

Arrêté royal du 27 octobre 1951

octroyant pour l'année 1951 un supplément d'allocation aux bénéficiaires d'une allocation de vieillesse, de veuve, d'orphelin ou d'invalidité, à charge du Fonds d'allocations pour employés (Moniteur, 5-6 novembre 1951, p. 8507).

Arrêté ministériel du 7 novembre 1951

relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure (Moniteur, 18 novembre 1951, p. 8814).

Arrêté royal du 12 novembre 1951

relatif à l'octroi d'une indemnité supplémentaire et temporaire aux bénéficiaires de l'assurance maladie-invalidité obligatoire (Moniteur, 14 novembre 1951, p. 8678).

Arrêté royal du 12 novembre 1951

relatif à l'octroi d'une allocation supplémentaire et temporaire aux bénéficiaires des allocations de chômage (Moniteur, 14 novembre 1951, p. 8679).

Arrêté royal du 26 novembre 1951

relatif à l'octroi d'une allocation complémentaire temporaire à certaines victimes du travail (Moniteur, 29 novembre 1951, p. 9063).

Arrêté royal du 26 novembre 1951

relatif à l'octroi d'une allocation complémentaire temporaire à certaines victimes des maladies professionnelles (Moniteur, 29 novembre 1951, p. 9064).

Arrêté royal du 27 novembre 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 10 mai 1948 modifiant et coordonnant les arrêtés du Régent des 16 septembre 1946 et 21 mai 1947 relatifs aux compléments de pension de vieillesse et de survie (Moniteur, 30 novembre 1951, p. 9095).

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 6 novembre 1951

relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le royaume pour la période du 1^{er} octobre 1951 au 31 décembre 1951 (arrêté n° 13) (Moniteur, 26-27 novembre 1951, p. 9007).

Arrêté royal du 6 novembre 1951

relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux immeubles d'habitation, des coefficients d'indemnisation intégrale applicables pour la période du 1^{er} octobre 1951 au 31 décembre 1951 (arrêté n° 17) (Moniteur, 26-27 novembre 1951, p. 9008).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en. %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE											CALL-MONEY		
	Escompte					Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation	
	Acceptations de banques et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats maximum 8 mois ayant à courir	Certificats maximum 12 mois ayant à courir	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) (3)			Autres effets publics
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import. de marchandises (2)	domiciliées en banque	non domiciliées en banque										
1949 Moyen. annuelle	2,88	3,44	3,44	3,69	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,23	1,25
1950 Moyen. annuelle	2,73	3,42	3,42	3,67	4,67	5,17	2,—	2,1875	2,375	5,17	(4)5,—	5,17	1,25	1,25
Moyennes mensuelles:														
1950 Sept. (à partir du 11)	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Octobre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Novembre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Déc. (à partir du 7)	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
1951 Janvier	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Février	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Mars	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Avril	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Mai	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Juin	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Juillet (à partir du 5)	3,50	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Août	3,50	3,50	3,50	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Sept. (à partir du 13)	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Octobre	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Novembre	3,25	3,25	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée: « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée: « Traites acceptées domiciliées en banques; traites acceptées ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Ce taux s'appliquait jusqu'au 31 décembre 1949 aux certificats émis en règlement des créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942).

(4) Moyenne des sept premiers mois.

(*) Quotité de l'avance en novembre 1951 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %	Autres effets publics	80 %

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	Comptes de dépôts à 1 an
1949 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1950 Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1951 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1949 30 décembre	248/0	35	113. 4	453/0	64,00	73,25	171. 2	82
1950 30 décembre	248/0	35	112. 11	450/9	70,00	80,00	187. 2	90
Moyennes mensuelles :								
1950 Septembre	248/0	35	112. 15	451/9	63,50	72,75	181. 10	87
Octobre	248/0	35	110. 1	440/3	64,88	74,95	181. 4	87
Novembre	248/0	35	108. 1	432/3	70,00	80,00	178. 15	86
Décembre	248/0	35	109. 13	439/3	70,00	80,00	184. 6	89
1951 Janvier	248/0	35	112. 12	451/0	76,18	88,31	189. 2	91
Février	248/0	35	113. 5	453/3	78,50	90,16	191. 10	92
Mars	248/0	35	113. 4	453/0	78,50	90,16	193. 1	93
Avril	248/0	35	116. 14	467/6	78,50	90,16	199. 11	96
Mai	248/0	35	116. 1	464/3	78,50	90,16	203. 7	98
Juin	248/0	35	116. 3	464/9	77,07	88,44	203. 4	98
Juillet	248/0	35	113. 3	452/9	78,50	90,16	194. 9	93
Août	248/0	35	113. 13	455/3	78,50	90,16	188. 12	91
Septembre	248/0	35	111. 2	444/6	78,50	90,16	187. 7	90
Octobre	248/0	35	107. 14	431/6	77,—	88,15	185. 5	89
Novembre	248/0	35	107. 8	430/0	77,—	88,—	185. 0	89

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 30 NOVEMBRE 1951

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling	140,—	139,90	140,10
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—
1 couronne suédoise	9,8652	9,64	9,69
1 deutsche Mark	11,90475	11,88	11,93
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02
100 escudos	173,913	173,—	174,80
100 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30

10

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien
1950 Moyenne annuelle	1.161,88	50,21	14,35 (1)	46,62 (2)
Moyennes mensuelles :				
1950 Septembre	1.157,74	50,40	14,37	45,82
Octobre	1.154,53	50,29	14,37	47,64 (3)
Novembre	1.153,58	50,25	14,36	47,98
Décembre	1.159,61	50,—	14,35	47,41
1951 Janvier	1.167,91	50,12	14,31	47,56
Février	1.169,90	50,27	14,29	47,85
Mars	1.168,26	50,39	14,30	48,16
Avril	1.166,08	50,40	14,29	47,56
Mai	1.162,13	50,40	14,26	47,23
Juin	1.147,11	50,38	14,24	46,97
Juillet	1.145,72	50,34	14,24	47,35
Août	1.146,85	50,28	14,22	47,50
Septembre	1.147,23	50,32	14,21	47,61
Octobre	1.152,10	50,40	14,27	47,99
Novembre	1.147,18	50,40	14,30	43,32

(1) Moyenne du 19 juin au 31 décembre 1950.

(2) Moyenne du 26 juin au 31 décembre 1950.

(3) Moyenne du 16 octobre au 31 octobre 1950. Le dollar canadien n'a pas été coté du 2 octobre au 13 octobre 1950.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 ^{er} août 1951	3 septemb. 1951	1 ^{er} octobre 1951	2 novembre 1951	3 décembre 1951
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dettes 2 1/2 %	100,—	52,40	52,50	53,35	53,30	53,05
Dettes 3 % 2 ^e série (1) (2)	100,—	88,20	88,15	88,10	87,90	87,60
Dettes 3 1/2 % 1937	100,—	78,55	78,55	78,60	78,75	78,70
Dettes 3 1/2 % 1943 (1) (2)	100,—	76,—	76,15	76,35	76,25	75,90
Dettes unifiées 4 %	100,—	86,15	86,65	87,—	87,—	86,80
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	84,25	84,45	84,70	84,65	84,10
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série	100,—	105,70	106,25	106,50	106,95	106,90
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (2) (3)	100,—	101,50	102,—	102,70	103,—	102,40
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944, 1 ^{re} série (1) (2)	100,—	96,50	97,—	97,75	98,10	97,55
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	99,35	99,60	99,35	100,05	100,00
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	99,45	100,—	100,20	100,15	100,20
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	98,10	98,65	97,—	98,80	98,30
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	963,—	968,—	968,—	970,—	977,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	449,—	451,—	465,—	454,—	455,—
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	857,—	865,—	871,—	863,—	859,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	461,—	462,—	468,—	466,—	465,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	945,—	954,—	967,—	970,—	970,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1958; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	958,—	970,—	985,—	992,—	991,—
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	973,—	983,—	988,—	995,—	998,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	538,—	537,—	546,—	538,—	536,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	531,—	537,—	541,—	532,—	535,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (2)	500,—	425,—	427,—	427,—	423,—	423,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100,—	64,85	64,25	64,25	63,85	63,45
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100,—	78,25	78,—	77,20	76,60	75,85
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 1/2 %, 1949 (2)	100,—	97,70	97,35	97,75	97,65	98,—
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100,—	94,90	95,30	95,85	96,15	96,15
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4,5 %, 1951 (2)	100,—	98,—	98,—	98,10	98,—	98,05
III. — Dette directe de la colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888	100,—	209,—	209,—	209,—	212,—	210,—
Intérêts à bonifier :						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1) (2)	100,—	70,65	70,80	70,50	70,50	70,30
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	91,45	91,40	91,55	91,60	91,50
(*) Dettes coloniales 1937, 3 1/2 %	100,—	80,55	80,55	80,75	80,95	80,90
Dettes coloniales 1950-60, 4 % (2)	100,—	99,75	99,50	98,65	97,80	97,65
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100,—	99,60	99,45	98,90	98,35	99,05

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.
 (1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944.
 (2) Titres créés après le 6 octobre 1944.
 (3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.
 (4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Indices par rapport aux cours du mois précédent																
		Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobili., hypothécaires et hôtelières	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaces	Verres	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses	
1951 2 novembre	103	104	103	100	106	102	100	109	107	92	99	100	101	102	101	106	101	106
3 décembre	101	104	96	93	102	98	100	101	102	102	99	96	100	99	101	108	108	100
Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100																		
1950 2 octobre	179	157	108	61	83	153	174	167	150	191	98	134	191	207	332	142	163	168
3 novembre	183	159	108	64	83	156	175	163	155	191	97	135	196	213	342	146	168	168
1 ^{er} décembre	178	155	104	63	78	149	168	158	151	178	90	129	190	212	341	142	161	161
1951 1 ^{er} janvier	185	163	100	60	76	147	187	158	149	180	84	120	184	211	378	139	158	158
1 ^{er} février	196	171	114	62	84	159	185	181	158	205	96	132	194	242	386	146	167	167
1 ^{er} mars	197	169	112	62	83	162	184	189	155	204	90	129	195	241	390	149	177	177
2 avril	199	174	111	63	86	170	190	189	157	193	90	130	198	240	407	150	175	175
2 mai	204	170	108	61	85	167	188	195	158	188	91	133	201	230	423	150	169	169
1 ^{er} juin	200	173	102	60	84	166	187	209	158	193	90	127	191	223	404	152	168	168
2 juillet	197	170	98	58	81	163	184	206	155	210	87	120	183	209	394	149	170	170
1 ^{er} août	205	168	107	60	84	176	193	227	169	230	89	119	191	212	401	151	182	182
3 septembre	214	178	108	71	89	182	198	254	175	240	90	119	191	212	422	158	185	185
1 ^{er} octobre	223	187	108	72	90	187	204	266	181	262	93	114	204	225	440	153	197	197
2 novembre	230	194	111	72	95	190	204	291	193	240	92	114	208	230	465	155	208	208
3 décembre	233	202	107	67	97	186	204	295	196	244	91	109	205	227	471	168	208	208

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1949.....	244	189	173	9.629	8.119	9.818	8.292
1950.....	246	191	180	14.734	11.698	14.925	11.878
1950 Août.....	21	15	14	1.062	983	1.077	997
Septembre.....	21	21	19	1.510	1.336	1.531	1.355
Octobre.....	22	17	16	1.504	1.168	1.521	1.184
Novembre.....	19	15	13	1.477	1.108	1.492	1.121
Décembre.....	20	14	13	1.188	1.047	1.202	1.060
1951 Janvier.....	22	18	17	1.701	1.644	1.719	1.661
Février.....	20	21	19	2.156	1.771	2.177	1.790
Mars.....	20	19	18	1.847	1.531	1.866	1.549
Avril.....	21	18	17	1.731	1.518	1.749	1.535
Mai.....	20	15	14	1.407	1.435	1.422	1.449
Juin.....	21	14	13	1.042	1.071	1.056	1.084
Juillet.....	20	14	13	1.005	1.137	1.019	1.150
Août.....	21	12	11	1.277	1.507	1.289	1.518
Septembre.....	20	12	11	1.694	1.981	1.706	1.992
Octobre.....	23	21	19	2.452	2.981	2.473	3.000

15

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1950 2 octobre.....	89,20	93,—	94,19	89,01	95,46	4,48	4,30	4,25	4,49	4,72	93,56	4,67
3 novembre.....	89,20	93,—	93,89	89,42	96,06	4,48	4,30	4,26	4,47	4,69	94,08	4,64
1 ^{er} décembre.....	89,20	93,50	93,53	89,02	95,07	4,48	4,28	4,28	4,49	4,74	93,41	4,68
1951 2 janvier.....	89,—	93,20	92,91	88,11	95,24	4,49	4,29	4,31	4,54	4,73	93,24	4,68
1 ^{er} février.....	87,35	93,10	p 89,36	p 88,73	p 96,22	4,58	4,30	p 4,48	p 4,51	p 4,68	p 95,13	p 4,67
1 ^{er} mars.....	86,50	91,95	p 87,97	p 87,27	p 95,07	4,62	4,35	p 4,55	p 4,58	p 4,73	p 93,78	p 4,74
2 avril.....	86,75	91,45	p 87,23	p 87,24	p 93,99	4,61	4,37	p 4,59	p 4,59	p 4,79	p 93,—	p 4,78
2 mai.....	86,55	91,50	p 86,83	p 87,11	p 93,72	4,62	4,37	p 4,61	p 4,59	p 4,80	p 92,94	p 4,78
1 ^{er} juin.....	86,—	91,70	p 86,73	p 87,73	p 93,93	4,65	4,36	p 4,61	p 4,56	p 4,79	p 93,42	p 4,76
2 juillet.....	85,60	91,70	p 86,55	p 87,48	p 93,75	4,67	4,36	p 4,62	p 4,57	p 4,80	p 93,10	p 4,77
1 ^{er} août.....	86,15	91,45	p 87,87	p 86,47	p 93,61	4,64	4,37	p 4,55	p 4,63	p 4,81	p 92,90	p 4,79
3 septembre.....	86,65	91,40	p 86,82	p 87,35	p 94,77	4,62	4,38	p 4,61	p 4,58	p 4,75	p 93,64	p 4,75
1 ^{er} octobre.....	87,—	91,55	p 86,98	p 87,46	p 94,91	4,60	4,37	p 4,60	p 4,57	p 4,74	p 93,89	p 4,73
2 novembre.....	87,—	91,60	p 87,08	p 86,69	p 93,36	4,60	4,37	p 4,59	p 4,61	p 4,82	p 92,60	p 4,80
3 décembre.....	86,80	91,50	p 87,04	p 86,35	p 93,70	4,61	4,37	p 4,60	p 4,63	p 4,80	p 92,74	p 4,79

16

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187.

**V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES**

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
1950.....	1.284	2.235.507	1.953.204	1.111	434.418	402.543	851	7.090.563	9.258.665	8.342.571
7 premiers mois 1950.....	723	1.464.873	1.310.742	649	188.489	181.858	479	4.598.408	6.076.927	5.339.248
7 premiers mois 1951.....	556	2.401.520	1.485.461	617	211.634	202.942	482	4.867.124	4.448.942	4.020.879
1950 Août.....	87	102.213	96.839	80	50.928	37.395	38	166.785	263.039	260.938
Septembre.....	92	90.898	87.388	75	36.548	35.840	47	253.931	327.088	279.877
Octobre.....	110	339.632	232.283	83	42.191	41.059	74	143.502	312.618	302.744
Novembre.....	79	134.480	121.655	73	37.980	35.460	63	556.349	420.982	408.906
Décembre.....	123	188.185	181.737	127	38.975	36.618	144	1.508.347	1.963.311	1.827.409
1951 Janvier.....	76	366.485	161.387	115	48.219	42.277	41	329.301	278.386	213.902
Février.....	73	332.601	123.555	79	41.522	33.867	47	79.689	176.298	168.164
Mars.....	93	724.700	553.817	98	41.117	39.668	73	295.787	541.090	528.250
Avril.....	73	142.730	92.214	117	79.170	73.112	90	1.695.804	1.055.399	975.688
Mai.....	75	118.472	104.227	79	34.351	32.188	76	1.130.933	904.192	685.170
Juin.....	70	218.817	164.931	89	35.586	33.441	87	1.013.138	1.144.701	1.108.983
Juillet.....	62	405.125	209.785	74	24.259	23.934	68	322.472	348.876	340.722
Août.....p		45.471	41.586	90	27.602	27.272	27	45.738	88.870	85.520
Septembre.....p		125.013	103.893		21.835	21.255			349.792	348.835
Octobre.....p		110.951	79.175		16.644	16.089			374.936	357.631

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions Montant nominal	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Emissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal			Apports en nature (2)	Incorporations de réserves au capital (3)	
1949.....	73	(5) 1.908.162	(5) 13.140.144	3.839	1.658.536	7.116.851	(5) 3.645.678
1950.....	55	1.092.672	13.021.262	56.445	2.008.534	6.695.930	3.142.211
7 premiers mois 1950.....	22	409.700	8.139.989	5.938	1.171.894	4.403.192	1.672.400
7 premiers mois 1951.....	25	1.472.500	8.534.596	117.905	1.143.297	2.341.604	3.814.696
1950 Août.....	—	—	416.180	—	79.848	251.004	64.320
Septembre.....	1	30.000	484.534	—	116.959	196.919	119.227
Octobre.....	5	117.000	811.441	266	229.231	209.151	254.940
Novembre.....	—	—	593.442	—	56.964	345.468	163.589
Décembre.....	3	26.500	2.216.971	10.000	240.313	1.522.465	319.486
1951 Janvier.....	3	61.000	754.090	—	132.650	112.777	233.139
Février.....	7	1.172.000	1.722.421	430	70.076	135.298	1.292.642
Mars.....	2	8.000	1.314.907	2.000	497.704	217.295	416.736
Avril.....	6	101.500	1.378.799	104.225	98.831	475.028	772.880
Mai.....	2	37.000	1.094.015	10.500	114.541	168.673	585.871
Juin.....	3	33.000	1.432.104	75	100.289	962.417	277.744
Juillet.....	2	60.000	838.260	675	129.226	270.206	235.684
Août.....p	3	42.000	203.943	88	50.742	60.003	85.721
Septembre.....p		115.000	611.640		203.290	175.012	208.681
Octobre.....p		140.000	842.531		46.955	301.996	243.944

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17

(milliers de francs)

JUILLET 1951

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS Sociétés par actions et sociétés de personnes				RÉDUCTIONS DE CAPITAL Soc. par act. et soc. de personnes				
	par actions			de personnes			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentation de capital	Incorporation de réserves	Réévaluation de l'immobilisé	Apports de créances	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									par action	de personnes					Nomb.	Mont.	Nomb.	Mont.		
							Constitutions de sociétés	Augmentation de capital																		

Détail des émissions

Banques, soc. financières...	1	200.000	40.000	—	—	1	30.000	20.000	20.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	1	3.000	3.000	6	14.200	13.400	3.315	5.995	5.995	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	2	14.500	7.600	1	3.000	3.000	141.000	136.000	136.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments	—	—	—	1	1.500	1.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	1	20.000	5.000	2	19.500	12.575	25.000	25.000	25.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	1	5.000	2.500	2.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	5	237.500	55.600	10	38.200	30.475	204.315	189.495	189.495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	—	—	—	3	2.500	1.700	1	655	655	655	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 1 à 5 millions	2	7.500	6.600	5	9.200	7.275	3	7.660	7.840	7.840	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 5 à 10 millions	1	10.000	4.000	1	9.000	9.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
de 10 à 20 millions	1	20.000	5.000	1	17.500	12.500	1	30.000	20.000	20.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	3	100.000	95.000	95.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	66.000	66.000	66.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
plus de 100 millions	1	200.000	40.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux...	5	237.500	55.600	10	38.200	30.475	9	204.315	189.495	189.495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais	5	237.500	55.600	10	38.200	30.475	9	204.315	189.495	189.495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	5	237.500	55.600	10	38.200	30.475	9	204.315	189.495	189.495	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Détail des émissions

(milliers de francs)

17

AOUT 1951

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOL. DE SOCIÉTÉS(1) (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUC- TIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions (sociétés de personnes à responsab. limitée)					
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre		Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Constitutions de sociétés	Augmen- tations de capital		Nombre	Montant	Nombre	Montant			
							anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	Nombre	Montant	Nombre		Montant											
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Opérations financières et immobilières	3	4.900	4.900	—	—	—	3	16.600	10.500	8.100	1	5.000	—	1.450	—	2.484	—	4	11.150	—	—	—	—	
Commerce de détail	2	600	520	16	3.642	3.592	2	101	167	167	—	—	400	2.477	150	—	3	230	—	—	—	—		
Comm. de gros et commerce extérieur	12	11.525	11.255	23	10.300	10.250	3	650	2.950	2.950	—	—	6.621	3.783	50	500	5	410	—	—	—	—		
Fabrications métalliques	2	3.171	3.171	2	700	700	2	1.910	23.750	23.750	—	—	171	645	—	22.850	3	2.100	—	—	—	—		
Métallurgie du fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie textile	6	7.128	7.128	5	2.108	2.108	7	20.350	40.250	40.250	1	2.000	—	4.410	1.920	7.840	32.240	2	1.200	—	—	—	—	
Industries alimentaires	3	9.300	6.077	1	375	375	2	1.100	5.500	5.500	—	—	3.698	342	2.300	3.200	2	350	—	—	—	—		
Industrie du bois	—	—	—	4	1.825	1.825	1	600	200	50	—	—	—	1.215	—	375	3	8.550	—	—	—	—		
Industrie chimique	3	1.012	912	2	870	870	1	62	438	438	—	—	139	560	—	438	—	—	—	—	—	—		
Industrie du verre	—	—	—	1	400	400	1	2.000	1.000	1.000	—	—	—	325	—	—	—	—	—	—	—	—		
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Cuir	1	1.000	1.000	2	450	450	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Papier et imprimerie	—	—	—	1	51	51	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Transport	—	—	—	2	925	925	2	465	2.565	2.565	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Tourisme	—	—	—	1	50	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Intermédiaires	5	1.375	1.175	9	951	801	—	—	—	—	—	—	—	375	295	—	—	2	560	—	—	—	—	
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Constructions	1	2.000	2.000	3	2.310	2.310	1	1.600	1.400	600	—	—	1.894	2.199	—	400	2	140	—	—	—	—		
Charbon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Terre cuite	1	2.500	2.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.437	—	—	—	1	350	1	9.900	—	—	
Ciment et industries connexes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	35.000	—	—	—	—	—	1	1.500	—	—	—	—	
Carrières	—	—	—	1	350	270	—	—	—	—	—	—	—	—	250	—	—	—	—	—	—	—	—	
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Editions, librairies, presse	1	50	50	1	50	50	1	100	50	50	—	—	—	—	50	—	—	2	195	—	—	—	—	
Films, théâtres, attractions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Artisanat	1	100	100	13	1.335	1.335	—	—	—	—	—	—	—	—	621	—	—	—	—	—	—	—	—	
Agric., hortic., pêche, élevage	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divers non dénommés	3	310	298	3	910	910	1	200	100	100	—	—	—	55	525	—	—	1	1.000	—	—	—	—	
TOTAUX	44	44.971	41.086	90	27.602	27.272	27	45.738	88.870	85.520	3	42.000	—	88	21.650	16.268	12.824	60.003	36	29.535	1	9.900	1	440

(1) Coopératives : 12 sociétés constituées au capital minimum de 641.450 francs; 2 sociétés dissoutes au capital minimum de 110.000 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

AOÛT 1951

17

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTIONS DE CAPITAL Montant	
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale												

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	44	44.971	41.086	90	27.602	27.272	27	45.738	88.870	85.520	3	42.000	—	88	50.742	60.003	29.535	9.900	440
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	44	44.971	41.086	90	27.602	27.272	27	45.738	88.870	85.520	3	42.000	—	88	50.742	60.003	29.535	9.900	440

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ..	31	11.123	10.581	86	22.317	21.987	13	5.568	3.540	3.390	—	—	—	88	15.474	938	8.985	—	440
de 1 à 5 millions	12	26.848	26.482	4	5.285	5.285	10	20.850	27.350	24.150	2	7.000	—	—	25.706	9.215	12.550	—	—
de 5 à 10 millions	1	7.000	4.023	—	—	—	1	4.770	7.530	7.530	—	—	—	—	9.562	—	8.000	9.900	—
de 10 à 20 millions	—	—	—	—	—	—	2	13.000	27.000	27.000	—	—	—	—	—	27.000	—	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	—	1	1.550	23.450	23.450	1	35.000	—	—	—	22.850	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	44	44.971	41.086	90	27.602	27.272	27	45.738	88.870	85.520	3	42.000	—	88	50.742	60.003	29.535	9.900	440

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

PÉRIODES	en Belgique	à l'étranger
	millions de francs	millions (fr. s. 50 \$ U.S. 56 fr. s. 60)
1949	14.540	—
1950	9.477	—
1950 Août	—	—
Septembre ..	—	—
Octobre	—	—
Novembre	1.327	fr. s. 60
Décembre	—	—
1951 Janvier	—	—
Février	—	—
Mars	100	—
Avril	1.000	—
Mai	150	—
Juin	1.000	—
Juillet	500	—
Août	—	—
Septembre ..	—	—
Octobre	1.250	—

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes	Remboursements nets	Avances nettes
	(milliers de francs)		
1949	1.818.541	782.096	1.960.000
1950	4.368.750 (2)	417.497	3.705.248
1950 Août	428.512	13.683	148.385
Septembre ..	317.419	17.255	307.295
Octobre	501.833	42.911	308.441
Novembre	429.546	18.586	267.688
Décembre	459.499	29.271	348.428
1951 Janvier	424.994	205.709	308.903
Février	487.099	38.985	316.619
Mars	512.792	35.555	415.610
Avril	306.275	56.956	375.876
Mai	435.149	52.974	370.641
Juin	498.296	906.081	293.894
Juillet	428.156	324.901	276.606
Août	421.150	43.974	303.603
Septembre ..	466.096	304.138	183.257
Octobre	446.765	401.625	212.523

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
	milliers de fr.
1949 Moyenne mens.	1.094.065
1950 Moyenne mens.	1.245.326
1950 Août	1.319.610
Septembre ..	1.426.415
Octobre	1.496.922
Novembre	1.135.242
Décembre	1.133.888
1951 Janvier	1.052.468
Février	941.405
Mars	1.063.689
Avril	1.005.874
Mai	1.030.910
Juin	1.078.935
Juillet	1.145.549
Août	899.345
Septembre ..	947.432
Octobre	1.077.094

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Depuis le 1^{er} juin 1950, dans les prélèvements sur comptes sont compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

18
19
20

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes-chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieure			extérieure (1) (2)	intérieure	extérieure (2)	totale	intérieure	extérieure (2)	totale		
	directe	indirecte	totale									
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1950 Août	106.263	8.956	115.219	13.992	39.051	1.512	40.563	59.323	1.364	60.687	18.274	248.735
Septembre	105.973	8.949	114.922	13.985	39.654	1.260	40.914	58.993	1.363	60.356	17.517	247.694
Octobre	105.271	8.939	114.210	14.054	40.049	1.255	41.304	58.593	1.993	60.586	17.951	248.105
Novembre	104.942	8.932	113.874	13.986	39.571	1.248	40.819	60.335	1.981	62.316	17.560	248.555
Décembre	104.549	8.924	113.473	13.982	38.824	1.250	40.074	60.229	1.995	62.224	18.609	248.362
1951 Janvier	104.311	8.902	113.213	13.965	39.204	1.258	40.462	59.251	2.012	61.263	18.015	246.918
Février	103.939	8.895	112.834	13.992	39.061	1.257	40.318	59.505	2.010	61.515	18.056	246.715
Mars	103.557	8.888	112.445	13.993	39.420	2.648	42.068	57.945	1.758	59.703	18.380	246.589
Avril	103.228	8.879	112.107	13.936	39.550	2.538	42.088	57.396	1.642	59.038	18.720	245.889
Mai	102.947	8.873	111.820	13.913	38.962	2.402	41.364	59.046	1.373	60.419	18.417	245.933
Juin	102.675	8.861	111.536	13.813	38.989	2.296	41.285	59.253	1.273	60.526	18.625	245.785
Juillet	102.400	8.858	111.258	13.753	38.863	2.185	41.048	58.115	756	58.871	18.843	243.773
Août	102.100	8.857	110.957	13.709	39.206	2.081	41.287	61.210	757	61.967	19.050	246.970
Septembre	101.785	8.850	110.635	13.701	40.188	1.727	41.915	61.360	759	62.119	18.710	247.080
Octobre	101.282	8.840	110.122	13.723	41.268	1.620	42.888	63.982	760	64.742	19.186	250.661

- (1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.
 (2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.
 (3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.
 (4) Certificats à un an d'échéance au plus.
 (5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.
 (6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1947 Décembre	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.016 (2)	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre	2.881 (2)	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136 (2)	—	—	34.939	1.077	40.152
1951 Mars	555 (2)	—	—	34.860	1.093	36.508
Juin	1.222 (2)	—	—	34.860	1.172	37.254

- (1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.
 (2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.
 (3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.
 (4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.
 (5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.
 (6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

26

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
	(1)			(1)	(1)
1949.....	24.098	11.459	19.791	55.348	—
1950.....	26.454	11.793	19.851	58.098	—
1950 Août.....	1.625	954	1.613	4.192	38.570
Septembre.....	1.493	1.097	1.750	4.340	42.910
Octobre.....	1.916	1.085	2.013	5.014	47.924
Novembre.....	2.045	1.060	1.885	4.990	52.914
Décembre.....	2.255	988	1.943	5.184	58.098
1951 Janvier.....	3.722	1.015	1.875	6.612	6.612
Février.....	2.615	982	1.861	5.458	12.070
Mars.....	5.111 (2)	1.140	1.977	8.228 (2)	20.298 (3)
Avril.....	3.621 (2)	1.089	2.105	6.815 (2)	27.113 (3)
Mai.....	2.925 (2)	1.069	1.984	5.978 (2)	33.091 (3)
Juin.....	2.919 (2)	1.031	1.913	5.863 (2)	37.531 (3)
Juillet.....	4.814 (2)	1.006	1.851	7.671 (2)	45.201 (3)
Août.....	1.925 (2)	1.008	1.767	4.700 (2)	49.901 (3)
Septembre.....	2.056 (2)	954	1.923	4.933 (2)	54.834 (3)
Octobre.....	1.964 (2)	1.096	2.041	5.101 (2)	59.935 (3)

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 octobre 1951 pour les exercices 1950 et 1951

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

	EXERCICE 1950		EXERCICE 1951		OCTOBRE 1951
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1951
I. Contributions directes	23.652	24.949	24.529 (3)	16.573	1.964 (2)
II. Douanes et accises	11.807	11.238	10.309	9.527	1.096
dont douanes.....	3.975	3.000	3.678	3.092	381
accises.....	7.040	8.121	5.976	6.360	538
taxes spéciales de consommat.....	682		537		52
III. Enregistrement	19.924	19.486	19.291	16.557	2.041
dont enregistrement.....	1.928	1.800	1.657	1.646	186
successions.....	877	975	864	738	110
timbres et taxes assimilées.....	16.920	16.500	16.605	13.994	1.729
TOTAL.....	55.383	55.673	54.129 (3)	42.657	5.101 (2)
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 290		+ 11.472	

(1) De janvier à mai 1951, les recettes des contributions directes sont brutes : elles comprennent les ordonnances de dégrèvement d'impôts portant sur des cotisations enrôlées mais non payées que l'Administration des contributions directes prend en recette et en dépense depuis le 1^{er} janvier 1951.

A partir de juin 1951, ces recettes sont nettes. Les recettes cumulatives indiquées à partir de juin 1951 sont nettes pour la partie se rapportant à l'exercice 1951.

(2) Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle afférente aux exercices 1951 et 1952, soit respectivement 10 et 34 millions de francs en octobre 1951.

(3) Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle afférente aux exercices 1951 et 1952, soit respectivement 3.728 millions de francs et 2.497 millions de francs à fin octobre 1951.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice. L'exercice 1950, commencé le 1^{er} janvier 1950, s'est clôturé le 31 mars 1951.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en juin 1951

30 Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	2	2	—	650.000	615.910	176.230	—	58.500	20.883	421
Assurances	30	28	—	168.002	73.414	64.328	215	30.839	12	—
Opérations financières et immobilières	67	44	23	597.937	289.220	50.174	1.854	34.656	841.627	36.116
Commerce de détail	36	29	7	215.786	79.950	29.237	698	13.310	14.722	604
Commerce de gros et commerce extérieur	183	142	41	461.535	359.444	132.693	9.696	31.785	5.605	332
Fabrications métalliques	85	71	14	1.596.235	1.243.329	413.792	3.236	198.598	139.388	5.864
Métallurgie du fer	11	6	5	678.745	748.733	78.318	1.067	52.428	113.947	5.117
Métaux non ferreux	11	9	2	102.960	1.089.254	230.502	519	60.322	6.109	270
Industrie textile	88	75	13	501.592	735.914	108.615	3.510	28.224	9.512	545
Industries alimentaires	60	38	22	312.404	327.937	56.127	2.628	22.257	7.117	374
Industrie du bois	26	19	7	59.105	36.644	11.235	363	2.695	—	—
Industrie chimique	41	31	10	378.265	90.520	18.714	1.475	7.230	43.903	2.090
Industrie du verre	4	4	—	258.750	212.268	11.424	—	11.948	—	—
Electricité	7	7	—	1.124.900	75.335	100.835	—	81.699	342.821	16.094
Gaz	1	—	1	4.000	7.657	—	1.471	—	30.504	1.675
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	27	23	4	171.781	236.632	24.824	348	6.184	3.750	194
Papier et imprimerie	14	13	1	17.620	27.367	6.161	40	511	2.000	100
Transport	44	28	16	179.441	187.864	31.605	23.080	19.687	37.250	1.273
Tourisme	19	10	9	13.330	5.636	1.524	639	814	—	—
Intermédiaires	21	14	7	10.310	5.429	1.898	615	503	2.660	133
Déchets et matières de récupération	2	2	—	1.000	8	934	—	37	—	—
Constructions	26	15	11	104.025	171.515	27.579	2.473	1.327	12.500	650
Charbons	2	2	—	675.000	1.436.756	137.103	—	123.857	99.726	4.390
Terre cuite	8	8	—	44.850	89.107	11.639	—	4.985	1.500	82
Ciment et industries connexes	9	8	1	92.886	98.993	17.949	103	10.162	15.000	700
Carrières	5	3	2	7.780	3.515	99	1.314	24	5.000	250
Chaux	2	—	2	9.560	10.281	—	952	—	499	25
Industries céramiques	4	2	2	7.300	4.116	388	1.647	200	—	—
Industrie du tabac	6	5	1	175.427	21.100	18.952	394	12.944	—	—
Industrie du diamant	2	1	1	1.100	2.201	45	120	—	—	—
Editions, librairies, presse	7	6	1	12.500	476	1.537	4	770	—	—
Films, théâtres, attractions	12	11	1	3.650	8.924	1.798	330	53	—	—
Artisanat	34	25	9	20.829	23.043	5.235	1.387	452	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	4	3	1	9.750	210	184	19	—	—	—
Divers non dénommés	50	40	10	88.036	149.581	30.069	1.365	15.376	27.841	1.511
TOTAL...	950	724	226	8.756.991	8.460.131	1.801.747	61.567	832.377	1.783.776	78.879

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	10	9	1	410.957	30.913	54.290	923	27.970	—	—
Sociétés commerciales	9	5	4	139.700	32.099	28.522	3.136	10.450	5.350	241
Sociétés industrielles	30	24	6	1.835.516	712.866	436.710	13.182	247.235	2.925	175
Sociétés agricoles	19	19	—	570.387	237.028	152.804	—	72.778	900	51
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	13	11	2	560.409	334.351	269.467	1.093	38.104	—	—
Construction	1	1	—	10.000	2.997	1.932	—	600	—	—
Transports	2	2	—	225.000	3.164	12.758	—	12.857	—	—
Sociétés diverses	4	3	1	83.925	85.908	61.459	3.796	53.641	—	—
TOTAL...	88	74	14	3.835.894	1.439.326	1.017.942	22.132	463.635	9.175	467

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	1	1	—	6.500	20.448	840	—	782	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	1.642	82
Tramways	1	1	—	4.800	650	12	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	6	5	1	196.350	59.824	24.151	637	20.433	—	—
Sociétés diverses	9	7	2	310.227	101.653	41.100	11.445	26.126	—	—
TOTAL...	17	14	3	517.877	182.575	66.103	12.082	47.341	1.642	82
Total général...	1.055	812	243	13.110.762	10.082.092	2.885.792	95.781	1.343.353	1.794.593	79.428

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de juin 1951 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	352.075
Coupons d'emprunts de la Colonie	2.114
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	49.064
Coupons d'emprunts d'organismes divers	63.991

467.244

Coupons d'emprunts extérieurs de l'Etat 36.259

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1949.....	9.929	6.952	2.977	86.319.526	85.095.717	13.222.364	1.062.170	7.493.830	(2)20.216.654	821.978
1950.....	10.949	7.509	3.440	97.400.406	84.895.220	13.768.637	1.383.190	8.422.531	(2)20.162.032	977.418
1950 Avril.....	2.876	1.941	935	20.934.861	15.604.703	2.136.673	431.746	1.208.053	1.948.487	87.619
Mai.....	2.417	1.675	742	20.839.159	21.031.802	2.869.689	232.935	1.655.755	1.535.829	70.246
Juin.....	1.091	795	296	15.773.015	12.162.527	2.897.529	165.555	1.796.997	1.746.823	76.444
Juillet.....	578	418	160	8.007.980	7.200.000	1.586.011	49.944	886.294	2.042.301	91.118
Août.....	209	137	72	562.620	461.331	93.433	27.953	43.795	1.632.779	71.036
Septembre.....	383	248	135	1.645.403	1.635.639	204.977	35.044	80.302	1.716.112	75.632
Octobre.....	662	434	228	9.709.089	9.162.230	1.023.328	125.095	729.439	1.826.988	81.577
Novembre.....	329	229	100	6.566.112	5.426.432	637.960	36.478	474.957	1.468.232	65.643
Décembre.....	321	207	114	3.307.061	2.490.965	476.512	59.398	310.175	1.891.096	85.453
1951 Janvier.....	94	71	23	1.943.143	642.076	183.683	5.882	111.445	2.809.357	128.101
Février.....	157	129	28	529.065	836.108	403.008	10.652	148.244	1.922.426	87.209
Mars.....	1.419	1.119	300	8.068.684	8.881.388	1.589.892	62.034	973.060	1.652.030	75.559
Avril.....	2.442	1.897	545	23.544.608	15.863.293	3.116.139	235.286	1.817.398	1.969.516	88.393
Mai.....	2.067	1.608	459	21.583.962	17.482.651	3.563.969	146.631	1.945.125	1.575.893	72.340
Juin.....	1.055	812	243	13.110.762	10.082.032	2.885.792	95.781	1.343.353	1.794.593	79.428

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Au 31 décembre.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1949.....	8.850.226	6.572.012	2.278.214	30.626.051 (1)	6.953.986 (2)
1950.....	8.749.313	7.512.399	1.236.914	32.765.216 (1)	
1950 Août.....	593.197	586.548	6.649	31.857.056	
Septembre.....	536.424	779.743	-243.319	31.613.737	
Octobre.....	670.417	679.376	91.041	31.704.778	
Novembre.....	665.834	498.557	167.277	31.872.055	
1951 Décembre.....	683.608 (3)	692.698	- 9.090	32.765.216 (1)	
Janvier.....	892.001	562.116	330.485	33.095.701	
Février.....	627.223	726.055	- 98.832	32.996.869	
Mars.....	854.741 (4)	814.984	39.757	33.036.626	
Avril.....	640.879	822.189	-181.310	32.855.316	
Mai.....	668.400	658.999	9.401	32.864.717	
Juin.....p	710.667	710.991	- 324	32.864.393	
Juillet.....p	825.458	634.043	191.415	33.055.808	
Août.....p	779.618	609.295	170.323	33.226.131	
Septembre.....p	718.532	584.634	133.898	33.360.029	
Octobre.....p	828.079	658.573	169.506	33.529.535	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Y compris les intérêts échus sur obligations de l'Assainissement monétaire s'élevant à 71,4 millions de francs. — (4) Y compris 254,1 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1949.....	27.625	392.028	70.042	246.870	736.565
1950.....	32.496	389.803	86.337	247.739	756.375
1949 Décembre.....	2.320	34.321	6.355	21.377	64.373
1950 Janvier.....	2.498	34.088	7.227	20.070	63.883
Février.....	3.113	32.055	7.169	19.335	61.672
Mars.....	2.673	33.471	7.442	20.787	64.373
Avril.....	2.062	33.595	7.139	20.755	63.551
Mai.....	1.723	32.344	7.207	20.129	61.403
Juin.....	2.501	29.408	6.803	20.820	59.532
Juillet.....	2.792	32.315	6.863	19.983	61.953
Août.....	2.654	32.444	6.926	20.954	62.978
Septembre.....	3.712	33.353	7.372	20.967	65.404
Octobre.....	2.639	33.115	7.155	21.665	64.574
Novembre.....	3.005	30.844	7.066	20.326	61.241
Décembre.....	3.124	32.771	7.968	21.948	65.811
1951 Janvier.....	4.295	35.850	12.177	20.808	73.130
Février.....	3.035	33.504	12.171	20.821	69.531

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947, 195,5 millions de francs en 1948 et 208,3 millions de francs (montant provisoire) en 1949. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

31

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL (*)	INDICES PAR INDUSTRIES																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs (*)	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques (1)	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (2)	Ensemble (2)	
a) Indice des salaires horaires moyens																									
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	368	381	383	415	410	412	385	391	378	332	326	387	388	353	393	385	385
Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	344	326	387	410	360	390	384	391
Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	347	326	389	410	365	394	388	405
Décembre	407	392	389	404	387	419	409	378	377	391	395	418	412	415	394	398	383	366	326	388	408	374	395	391	442
1950 Mars	407	404	390	403	387	417	408	379	383	392	392	416	417	417	395	394	380	348	330	398	406	375	397	392	448
Juin	416	412	397	409	393	424	414	388	389	394	397	426	431	428	418	411	403	374	330	397	421	369	394	389	456
Septembre	421	415	398	414	415	425	420	392	396	402	401	438	438	438	419	419	401	365	343	397	431	382	400	396	453
Décembre (3)	439	463	418	443	449	443	444	416	438	431	429	457	461	459	421	435	426	384	363	417	438	412	401	403	478
1951 Mars	444	466	424	454	450	446	449	401	441	455	420	462	466	464	422	426	428	378	369	416	441	418	408	410	474
Juin	466	466	446	481	468	469	473	427	456	472	448	491	487	489	439	455	456	405	387	440	460	450	418	424	500
Septembre	472	477	459	487	478	471	478	427	459	476	450	499	492	495	472	468	461	401	387	455	467	432	415	415	510
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																									
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1949 Mars	388	358	367	384	387	386	386	365	356	379	370	419	425	422	377	344	377	323	328	409	400	315	—	—	388
Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	360	380	371	425	422	424	376	350	383	321	329	408	402	315	—	—	389
Septembre	393	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	432	428	430	383	349	389	340	328	409	397	315	—	—	425
Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	377	391	374	435	427	431	389	348	392	340	328	407	397	315	—	—	458
1950 Mars	397	371	376	374	384	398	387	375	368	394	383	433	424	428	392	351	387	338	330	418	399	330	—	—	464
Juin	403	371	377	377	390	402	391	380	368	394	388	433	438	435	409	373	412	339	330	416	407	330	—	—	467
Septembre	409	371	376	380	421	402	396	387	372	400	394	452	448	450	411	379	409	339	348	416	406	335	—	—	467
Décembre (3)	427	396	395	401	449	418	415	404	424	419	416	471	465	468	412	396	437	351	365	434	416	364	—	—	485
1951 Mars	433	398	397	411	440	423	421	397	428	428	410	473	472	473	425	390	439	357	373	427	416	379	—	—	487
Juin	455	424	422	441	457	447	446	416	434	453	439	492	499	496	433	415	467	410	391	468	433	394	—	—	516
Septembre	461	424	428	441	464	448	448	417	434	453	442	502	507	504	460	437	469	410	391	486	430	394	—	—	516
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																									
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1949 Mars	384	352	379	406	412	377	392	379	336	352	353	415	415	415	368	348	358	326	291	375	388	339	—	—	378
Juin	390	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	322	292	375	397	330	—	—	378
Septembre	390	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	427	411	419	378	384	341	352	291	375	389	339	—	—	394
Décembre	391	372	386	392	414	391	394	392	348	366	358	427	411	417	381	380	343	353	291	379	401	339	—	—	420
1950 Mars	392	372	388	394	415	394	397	392	362	366	364	418	413	415	383	376	342	352	297	384	398	351	—	—	428
Juin	402	372	387	397	413	399	400	404	367	370	366	427	432	429	410	401	382	351	297	384	413	351	—	—	430
Septembre	408	372	393	399	434	399	403	411	374	375	371	437	446	441	410	398	362	352	311	384	422	375	—	—	429
Décembre (3)	427	399	412	425	464	421	428	436	422	400	394	459	479	469	411	410	383	386	333	406	439	408	—	—	450
1951 Mars	429	398	416	431	465	419	429	447	433	410	391	459	475	467	419	413	396	380	336	393	444	394	—	—	442
Juin	450	419	438	458	483	442	453	469	424	423	417	484	502	493	422	435	413	419	352	425	463	413	—	—	464
Septembre	457	419	446	458	491	443	455	469	425	427	417	495	511	503	450	467	420	418	352	439	453	413	—	—	465

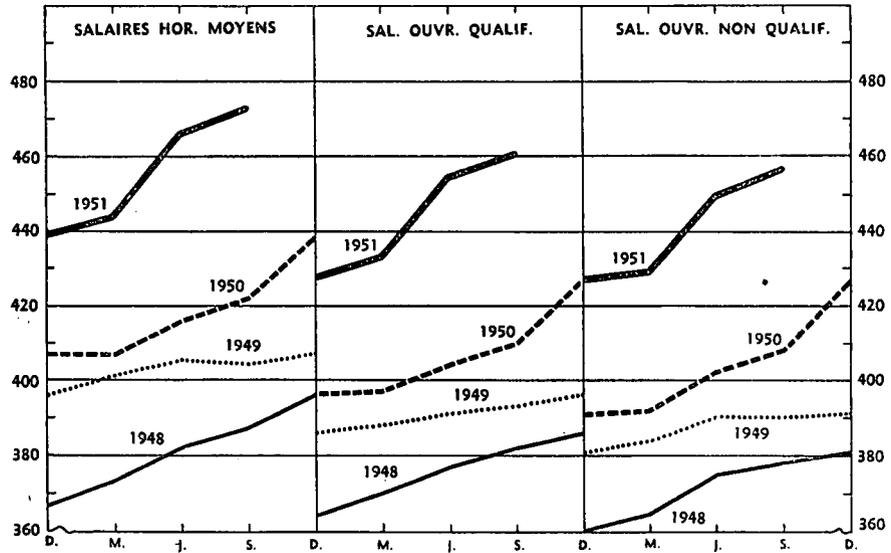
(1) Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1950.

(2) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

(3) Ces indices tiennent compte de la partie, relative au mois de décembre, de la prime compensatoire prévue par le *Moniteur belge* du 13 janvier 1951.

(*) Nous attirons l'attention sur le fait que, à la suite de nouvelles informations reçues, notre indice du secteur « tabac » a été modifié. Il en résulte une légère rectification de notre indice général.

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Salaires horaires moyens.				
Mars	373	400	407	444
Juin	382	405	416	466
Septembre ...	387	404	421	472
Décembre ...	398	407	439	
Salaires ouvriers qualifiés.				
Mars	370	388	397	433
Juin	377	391	403	455
Septembre ...	382	393	409	461
Décembre ...	386	395	427	
Salaires ouvriers non qualifiés.				
Mars	365	384	392	429
Juin	374	390	402	450
Septembre ...	378	390	408	457
Décembre ...	381	391	427	



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES
I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
a.) Mouvement du débit

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1950 Moyenne mensuelle	38 (1)	148	195.102	158	45.361	306	240.463
1950 Octobre	38	158	200.788	173	50.687	331	251.475
Novembre	38	149	193.081	161	45.123	310	238.204
Décembre	38	164	220.077	170	55.367	324	275.444
1951 Janvier	38	158	213.396	171	51.754	329	265.150
Février	38	150	204.387	167	52.036	317	256.423
Mars	38	163	240.439	184	60.502	347	300.941
Avril	38	164	207.213	175	57.132	339	264.345
Mai	38	161	212.741	172	51.973	333	264.714
Juin	38	166	228.672	175	53.951	341	282.623
Juillet	38	160	198.864	161	54.556	321	253.420
Août	38	152	233.175	161	56.572	313	289.747
Septembre	38	150	233.259	158	58.377	308	291.636
Octobre	38	164	256.190	179	64.015	343	320.205

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476
1950 Moyenne mensuelle	3.231	122.070	1.685	7.613	139.970	61.386	2.638	4.033	147.624	195.102
1950 Octobre	4.078	122.169	1.604	8.530	148.765	65.159	3.176	4.930	157.623	200.788
Novembre	3.020	115.897	1.407	5.591	141.468	67.364	2.772	4.229	148.667	193.081
Décembre	2.312	136.902	1.639	6.246	147.529	71.852	3.008	5.077	154.488	220.077
1951 Janvier	2.295	134.924	1.580	8.523	151.777	65.324	2.753	4.625	158.405	213.396
Février	2.217	123.174	1.498	6.556	143.440	70.837	2.445	3.820	149.600	204.387
Mars	2.311	147.215	1.582	9.077	156.976	79.520	2.613	4.627	163.482	240.439
Avril	2.567	123.012	1.504	7.707	157.222	72.406	2.579	4.088	163.872	207.213
Mai	2.284	128.205	2.492	5.616	153.579	75.189	2.393	3.731	160.748	212.741
Juin	2.418	142.860	1.873	7.380	158.795	74.697	2.536	3.735	165.622	228.672
Juillet	2.391	114.161	1.891	6.512	152.958	74.708	2.366	3.483	159.606	198.864
Août	2.367	141.407	1.612	8.870	146.081	78.968	2.268	3.930	152.328	233.175
Septembre	2.280	149.103	1.312	9.052	143.604	71.033	2.336	4.071	149.632	233.259
Octobre	2.489	161.606	1.740	10.729	156.717	78.351	3.415	5.504	164.361	256.190

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX
(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1949 Moyenne mensuelle	(1)632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1950 Moyenne mensuelle	(1)637.348	27.093	19.529	23.037	61.823	23.210	61.823	169.893	91	3,44
1950 Août	635.960	26.372	19.546	22.779	59.221	22.772	59.221	163.993	91	3,30
Septembre	636.499	26.105	19.243	22.024	59.891	21.825	59.891	163.630	90	3,31
Octobre	637.168	26.746	19.525	24.389	65.103	23.797	65.103	178.392	92	3,51
Novembre	637.362	27.038	19.678	23.057	65.172	24.622	65.172	178.023	92	3,79
Décembre	637.348	26.487	19.717	23.758	63.299	21.672	63.299	172.028	91	3,55
1951 Janvier	637.293	28.056	19.985	24.850	69.496	26.606	69.496	190.448	91	3,59
Février	637.378	26.223	19.413	24.913	65.890	25.297	65.890	181.990	92	3,97
Mars	637.297	26.949	19.834	28.976	73.672	25.060	73.672	201.380	90	3,85
Avril	637.273	29.613	19.675	25.267	75.524	28.483	75.524	204.798	92	3,81
Mai	636.846	27.152	19.918	26.379	70.273	26.974	70.273	193.899	92	4,05
Juin	636.678	26.421	20.088	25.622	66.773	24.207	66.773	183.375	91	3,61
Juillet	636.715	28.873	20.376	26.579	68.897	27.513	68.897	191.886	91	3,78
Août	637.002	26.539	20.307	27.052	68.473	26.815	68.473	190.813	92	3,77
Septembre	638.082	26.595	20.290	24.230	62.157	23.169	62.157	171.713	91	3,48
Octobre	639.255	27.480	20.618	25.457	69.977	26.456	69.977	191.867	90	3,53

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs	
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
Nombre de produits ..	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1949 Moyenne mens.	370	410	406	372	379	504	362	253	377	420	286	295	262	376
1950 Moyenne mens.	388	370	456	383	372	529	351	230	355	443	287	295	267	419
1950 Août	396	398	460	385	374	529	336	229	374	447	283	292	262	400
Septembre	417	393	481	430	388	529	369	229	398	448	294	304	267	487
Octobre	423	399	465	434	395	529	373	243	405	449	299	312	268	503
Novembre	428	398	468	440	398	529	390	243	402	450	298	311	267	498
Décembre	438	423	479	456	403	529	390	243	421	454	298	311	265	533
1951 Janvier	456	419	498	502	415	529	395	251	455	454	305	319	270	584
Février	471	421	506	535	421	529	395	254	477	458	319	339	271	611
Mars	479	419	506	523	423	529	400	254	483	453	328	353	271	607
Avril	478	400	508	531	428	547	400	259	483	454	347	381	271	571
Mai	473	391	501	501	433	547	417	259	490	454	365	408	271	510
Juin	475	405	489	475	436	547	417	259	503	454	368	412	273	497
Juillet	469	412	474	448	452	547	427	259	565	454	365	407	273	483
Août	467	426	467	460	455	547	439	259	567	454	370	408	288	451
Septembre	464	421	453	455	457	547	439	259	575	454	372	410	288	457
Octobre	473	414	475	466	478	547	508	259	609	455	375	413	290	441

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits ..	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1949 Moyenne mens.	158	545	384	368	345	323	441	540	275	390	336	330	321	405
1950 Moyenne mens.	384	552	424	431	493	367	519	553	267	410	348	344	322	463
1950 Août	460	530	450	424	475	349	521	544	271	413	367	378	328	499
Septembre	498	556	506	464	601	368	559	556	273	413	390	405	344	535
Octobre	607	569	535	481	628	405	565	579	264	414	392	408	346	541
Novembre	645	609	530	508	665	456	587	589	264	414	383	401	336	532
Décembre	642	631	567	538	680	478	656	621	271	414	387	409	336	543
1951 Janvier	692	641	597	607	777	543	773	680	276	414	399	423	347	551
Février	756	656	665	634	820	377	801	719	279	423	413	438	361	566
Mars	722	682	714	654	863	377	788	795	304	426	425	443	366	632
Avril	641	691	738	633	803	560	767	795	307	427	432	450	372	641
Mai	495	691	743	604	701	564	715	797	313	427	434	452	374	647
Juin	497	686	744	557	599	522	660	721	315	428	473	503	413	637
Juillet	477	686	744	506	516	480	583	785	315	428	476	513	414	636
Août	483	692	744	485	480	486	545	670	313	427	478	518	414	642
Septembre	528	708	722	468	442	482	544	587	313	426	482	525	416	647
Octobre	530	714	700	483	494	475	559	592	313	428	491	536	418	677

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (Statistique générale de la France) (1)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1949 Moyenne mens.	95	94	100	104	105	101	95
1950 Moyenne mens.	100	98	108	117	120	106	94
1950 Août	102	101	107	117	120	105	94
Septembre	107	103	112	120	124	106	96
Octobre	109	103	113	122	127	107	98
Novembre	110	104	117	125	132	114	99
Décembre	113	106	121	128	133	118	101
1951 Janvier	117	109	123	135	137	124	104
Février	121	111	130	139	139	128	106
Mars	123	112	134	144	143	134	107
Avril	123	111	140	145	145	139	106
Mai	122	111	141	146	146	141	107
Juin	122	110	138	145	146	143	105
Juillet	121	109	135	142	146	143	103
Août	120	108	134	142	148	142	103
Septembre	119	108	137	142	148	143	103
Octobre	122	p 108	p 146		p 150		105

(1) France : nouvel indice des prix de gros (319 articles), base 100 en 1949. L'ancien indice (135 articles), ramené à la base 100 en 1948, s'élevait approximativement à 112 en 1949.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

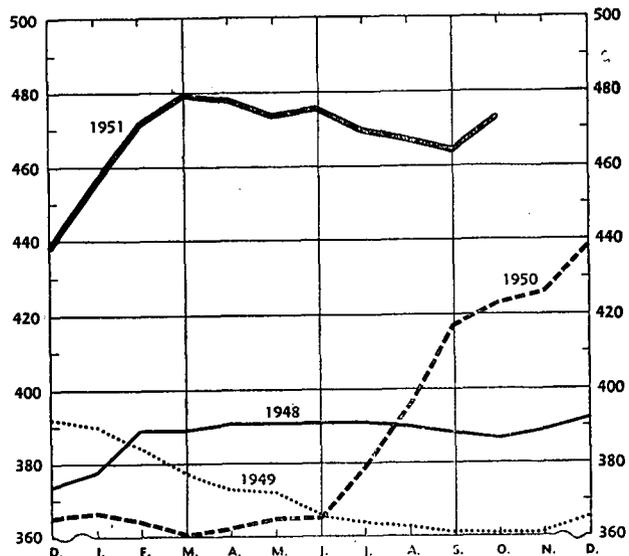
Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	58	34	22
1949 Moyenne mensuelle	381	364	408
1950 Moyenne mensuelle	377	354	414
1950 Septembre	392	371	422
Octobre	395	373	428
Novembre	388	365	424
Décembre	384	359	423
1951 Janvier	389	364	428
Février	399	370	444
Mars	410	376	467
Avril	414	376	475
Mai	415	374	479
Juin	416	375	480
Juillet	416	377	476
Août	415	378	475
Septembre	417	382	472
Octobre	419	387	469
Novembre	421	390	468

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

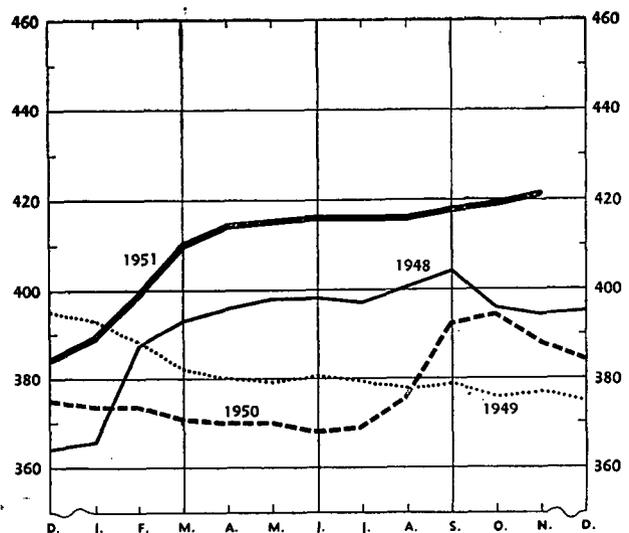
PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	378	390	366	456
Février	389	384	364	471
Mars	389	378	360	479
Avril	391	373	362	478
Mai	391	372	365	473
Juin	391	366	365	475
Juillet	391	364	379	469
Août	390	363	396	467
Septembre	388	361	417	464
Octobre	387	361	423	473
Novembre	389	361	426	
Décembre	392	365	438	



INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	366	393	373	389
Février	387	388	373	399
Mars	393	382	371	410
Avril	396	380	370	414
Mai	398	379	370	415
Juin	397	381	368	416
Juillet	396	379	369	416
Août	400	378	376	415
Septembre	403	379	392	417
Octobre	395	376	395	419
Novembre	394	377	388	421
Décembre	395	375	384	



45
46

45

46

LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

55

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502
1949 Moyenne mensuelle	102.742	146.394	383	312	588	375	663	2.321	23,9	(2) 1.813
1950 Moyenne mensuelle	92.154	133.320	387	276	563	372	677	2.275	23,8	(2) 1.031
1950 Juillet	84.305	123.443	249	159	377	259	577	1.621	18,4	2.610
Août	86.060	125.663	356	236	502	285	643	2.025	22,9	2.435
Septembre	87.630	128.269	410	291	584	400	672	2.357	25,7	2.019
Octobre	89.054	129.762	423	299	599	405	699	2.425	25,9	1.651
Novembre	93.340	134.414	409	286	577	395	718	2.383	24,1	1.337
Décembre	91.731	132.202	390	270	546	395	712	2.313	23,3	1.031
1951 Janvier	88.416	126.864	419	300	590	410	782	2.501	25,8	735
Février	90.289	129.031	314	221	548	304	729	2.116	22,2	529
Mars	95.202	134.608	457	304	620	436	818	2.635	25,5	353
Avril	95.622	134.919	425	320	615	413	795	2.569	24,7	260
Mai	96.214	135.291	416	313	604	406	765	2.494	23,8	233
Juin	93.277	132.134	437	322	601	424	789	2.598	24,3	234
Juillet	91.139	129.332	352	236	477	336	710	2.111	21,3	212
Août	92.175	129.759	383	308	601	370	745	2.407	24,6	224
Septembre	p		387	305	583	403	730	2.408		211

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi. — (2) A fin d'année.

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle...	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1949 Moyenne mensuelle	414	4.461	63	503	(2) 34	312	315	5,6	256	2,3
1950 Moyenne mensuelle	382	4.157	85	526	(2) 45	308	310	3,7	243	2,5
1950 Juillet	300	4.279	48	487	33	220	212	2,2	155	1,4
Août	343	4.272	72	511	38	269	262	3,6	220	2,5
Septembre	391	4.287	110	562	41	333	364	4,2	288	3,2
Octobre	439	4.407	123	616	44	384	397	4,3	310	3,2
Novembre	409	4.357	120	630	46	362	364	4,3	286	2,7
Décembre	459	4.430	124	674	45	373	374	4,2	290	3,4
1951 Janvier	475	4.450	152	631	49	380	400		319	
Février	435	4.504	146	758	49	368	393		300	
Mars	511	4.521	175	717	49	411	423		330	
Avril	504	4.568	167	711	49	407	422		334	
Mai	521	4.561	142	744	49	404	410		316	
Juin	494	4.575	132	680	49	408	433		341	
Juillet	509	4.617	109	673	49	389	390		278	
Août	536	4.631	130	698	49	413	429		328	
Septembre	p	4.674	148	699		406	404		318	

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)							PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute (1)	Coton (2)	Laine (3)	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.495	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438
1950 Moyenne mensuelle	791	4.331	201	7.174	1.029	1.759	1.590	642	3.239	6.122	2.200	516
1950 Juillet	675	3.797	175	6.256	1.010	1.181	1.284	635	3.195	5.547	1.759	523
Août	837	4.268	165	7.967	1.090	1.840	1.667	645	3.269	6.550	2.204	540
Septembre	951	4.726	229	8.211	1.135	1.822	1.968	723	3.919	7.198	2.438	538
Octobre	972	4.951	302	8.365	1.190	2.215	1.936	816	3.789	7.459	2.645	612
Novembre	897	4.792	237	8.875	1.163	1.899	1.769	767	3.907	7.646	2.578	625
Décembre	925	4.797	270	8.031	1.104	1.854	1.658	747	3.782	6.868	2.331	631
1951 Janvier	1.074	5.064	333	7.853	1.170	2.017	1.379	794	3.675	7.347	2.437	608
Février	937	5.388	297	8.099	1.159	1.998	1.375	801	3.647	7.862	2.620	648
Mars	994	5.799	275	9.438	1.293	1.943	1.490	871	3.884	8.050	2.676	740
Avril	1.014	5.612	322	8.359	730	1.715	1.528	806	3.660	7.622	2.703	705
Mai	917	5.229	293	8.527	627	1.627	1.621	744	3.481	7.202	2.479	627
Juin	1.092	6.235	275	8.326	569	1.406	1.591	770	4.131	6.925	2.282	590
Juillet	826	5.222	229	5.962	433	771	1.022	623	3.661	5.173	1.714	393
Août	1.005	5.542	177	8.140	402	1.054	1.132	p 515	p 3.602	p 5.566	p 1.822	p 477
Septembre	1.093	5.662	187	8.109	499	1.096	1.019					

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantouffles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, rayonne et fibres de rayonne. — (3) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

56

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES		
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	
											(tonnes)
1938 Moyenne mensuelle.....	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538	14.205	12.619	4.956	15.462	20.101	1.545	158.079	15.095
1949 Moyenne mensuelle.....	243.750	128.794	114.883	13.113	12.235	4.860	23.458	1.641	162.641	14.341	
1950 Moyenne mensuelle.....	296.436	105.219	139.799								
1950 Juillet.....	286.149	90.133	133.032	10.397	9.361	1.105	18.837	1.307	178.159	17.790	
Août.....	328.260	115.488	166.558	11.475	10.567	2.645	22.875	1.595	195.122	17.179	
Septembre.....	346.577	131.629	160.986	12.233	11.572	6.106	25.805	1.993	186.916	15.368	
Octobre.....	375.665	95.721	168.523	13.416	12.243	4.317	26.278	2.035	190.932	14.632	
Novembre.....	322.976	85.451	144.478	12.063	11.482	5.793	24.869	2.075	165.269	13.487	
Décembre.....	266.588	104.757	83.958	14.395	13.807	5.120	25.925	1.967	156.081	15.475	
1951 Janvier.....	240.587	150.630	129.606	15.182	13.330	9.431	27.512	2.175	143.776	16.746	
Février.....	322.928	155.135	160.261	13.769	12.565	10.940	23.667	4.398	103.231	16.146	
Mars.....	390.363	131.538	171.775	16.325	14.628	10.629	25.995	4.541	104.505	12.891	
Avril.....	377.316	127.082	187.971	14.555	12.920	6.042	22.740	4.778	122.461	14.565	
Mai.....	384.899	85.706	187.308	16.667	15.218	3.313	22.809	3.870	216.406	12.141	
Juin.....	393.648	128.809	236.090	16.307	15.342	222	23.742	4.743	256.532	13.827	
Juillet.....	380.805	132.897	216.473	16.697	15.855	1.137	18.993	4.123	269.675	13.781	
Août.....	395.901	146.294	235.962	16.951	15.802	3.471	21.887	3.895	254.713	13.766	
Septembre.....	p 400.580	p 171.541	p 203.118	13.787	15.232	6.179	23.810	2.602	p 248.715	p 13.571	

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLU- METTES	PÊCHE				
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara- tions en consom- mation				Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substan- ces sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Production (millions de tiges)	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés									Quantités (tonnes)	Valeurs (milliers fr.)
1936-1938 Moyenne mensuelle..	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	2.260	7.189			
1949 Moyenne mensuelle.....	26.403	13.741	111.882	20.276	11.132	26.640	4.237	3.438	31.717			
1950 Moyenne mensuelle.....	34.458	14.372	138.634	21.748	11.629	24.213	4.851	3.243	28.489			
1950 Juillet.....	—	14.153	80.287	37.094	12.817	14.829	4.573	2.789	21.159			
Août.....	—	16.054	43.586	27.766	13.208	30.715	4.040	2.735	23.612			
Septembre.....	2.043	18.090	12.288	26.244	11.801	24.738	5.579	2.332	25.828			
Octobre.....	142.794	20.037	89.249	24.096	9.637	34.460	6.000	3.600	33.260			
Novembre.....	161.110	18.412	185.125	15.758	9.909	25.209	5.351	3.015	31.370			
Décembre.....	104.355	16.375	238.059	21.482	9.824	25.489	5.655	2.895	31.531			
1951 Janvier.....	5.048	13.321	203.630	20.702	8.990	28.224	5.809	3.893	41.086			
Février.....	—	13.507	156.048	20.567	10.760	21.439	5.718	3.577	37.711			
Mars.....	—	18.893	126.879	18.852	12.760	27.751	5.996	3.891	35.281			
Avril.....	—	13.627	111.573	17.543	12.237	26.256	6.019	3.182	33.462			
Mai.....	—	16.359	119.634	16.330	13.691	18.270	5.873	3.822	27.041			
Juin.....	—	14.315	118.446	17.688	14.690	21.691	6.499	3.100	23.718			
Juillet.....	—	12.300	99.834	18.731	12.923	18.391	4.392	2.727	26.813			
Août.....	—	12.719	69.183	21.693	13.362	17.122	4.028					
Septembre.....	7	12.484	25.486	37.631	11.890	21.539	4.244					

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Direction Energie Electrique.

PÉRIODES	Production (1)				Importation [5]	Exportation [6]	Total énergie absorbée par les réseaux [7] = [4]+[5]-[6]
	Centrales des producteurs- distributeurs		Centrales des auto- producteurs industriels [3]	Total pour la Belgique [4] = [1]+[2]+[3]			
	Régies communales [1]	Sociétés privées [2]					
1936-1938 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1949 Moyenne mensuelle.....	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1950 Moyenne mensuelle.....	31.204	387.592	287.939	706.735	12.082	4.653	714.174
1950 Juillet.....	20.153	325.298	227.045	572.496	13.124	1.666	583.954
Août.....	25.664	367.643	255.601	648.908	18.901	1.328	666.481
Septembre.....	30.877	398.631	295.156	724.464	12.989	1.468	735.985
Octobre.....	35.680	436.109	327.129	798.818	6.459	7.437	797.840
Novembre.....	36.661	438.863	320.521	796.045	8.052	11.400	793.297
Décembre.....	40.907	475.393	323.180	830.480	12.513	13.821	838.172
1951 Janvier.....	39.553	479.532	326.059	845.144	14.067	13.219	845.992
Février.....	34.893	422.925	291.024	748.842	23.182	11.992	760.062
Mars.....	36.824	453.303	326.762	816.889	20.728	5.441	832.170
Avril.....	32.532	419.314	315.104	766.959	16.347	2.504	781.293
Mai.....	29.423	402.867	310.924	743.214	29.974	4.354	768.834
Juin.....	28.903	399.319	311.326	739.548	30.301	7.707	762.642
Juillet.....	24.094	377.596	300.945	702.635	17.327	5.284	714.078
Août.....	28.142	399.484	326.997	754.623	25.326	4.101	776.148
Septembre.....	29.676	418.707	333.603	781.986	8.781	7.779	782.988

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258; au début de l'année 1950 : 247.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Total de gaz produit en Belgique [6] = [1] +[2]+[3] +[4]+[5]	Impor- tations [7]	Expor- tations [8]	Solde : impor- tations moins expor- tations [9] = [7]-[8]	Total de gaz dispo- nible en Belgique [10] = [6]+[9]
	Régies et associa- tions de communes [1]	Sociétés privées [2]	Régies [3]	Sociétés privées						
				Production destinée à la distri- bution publique [4]	Production destinée aux fournitures industriel- les [5]					
1949 Moyenne mensuelle.....	156	3.691	6.348	56.596	69.197	135.978	95	1.802	- 1.767	134.211
1950 Moyenne mensuelle.....	182	2.373	5.651	51.577	60.692	120.475	119	1.770	- 1.651	118.824
1950 Juillet.....	216	2.796	4.861	46.192	43.640	97.705	484	1.541	- 1.057	96.649
Août.....	219	2.458	4.832	48.791	54.348	110.648	488	1.401	- 913	109.735
Septembre.....	208	1.431	5.258	51.557	64.708	123.162	74	1.560	- 1.486	121.676
Octobre.....	174	2.174	5.821	52.848	67.189	128.206	30	1.794	- 1.764	126.442
Novembre.....	147	6.388	6.154	49.136	61.771	123.596	29	1.908	- 1.879	121.717
Décembre.....	165	3.333	6.929	61.225	67.534	139.186	31	2.207	- 2.176	137.010
1951 Janvier.....	161	1.519	6.515	59.594	72.050	139.839	32	2.020	- 1.988	137.851
Février.....	99	972	5.560	54.409	67.429	128.469	29	2.201	- 2.172	126.297
Mars.....	39	1.087	5.681	60.528	76.475	143.810	32	3.012	- 2.980	140.830
Avril.....	44	1.064	5.643	56.997	74.616	138.364	32	2.715	- 2.683	135.681
Mai.....	52	1.167	5.543	58.113	76.011	140.886	35	2.225	- 2.190	138.696
Juin.....	55	1.254	5.211	56.865	74.516	137.901	37	2.082	- 2.045	135.856
Juillet.....	60	132	4.865	55.810	72.271	133.138	41	1.633	- 1.592	131.540
Août.....	59	1.294	5.028	56.953	77.055	140.389	45	1.642	- 1.597	138.792
Septembre.....	56	1.259	5.235	56.894	73.970	137.414	46	2.005	- 1.959	135.455

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

65

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX (1)					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Septembre	388	779	469	661	453	613	351	491	191	244	392	577	463	921
Octobre	491	515	463	489	444	518	346	363	195	241	304	428	511	510
Novembre	436	440	397	456	677	791	379	328	196	230	446	445	449	476
Décembre	427	497	465	504	813	830	455	447	209	258	498	588	459	554
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Janvier	430	614	464	641	433	555	338	445	227	224	445	564	556	795
Février	352	617	418	772	390	550	324	439	220	227	417	545	412	866
Mars	440	515	458	666	444	647	347	409	242	265	452	565	512	713
Avril	429	442	458	584	464	562	344	372	229	249	439	501	464	530
Mai	437	404	471	538	450	527	347	376	228	248	432	504	479	467
Juin	407	441	418	521	478	571	366	375	242	264	445	497	392	417
Juillet	447	431	419	495	558	595	498	367	230	204	630	450	459	357
Août	362	318	400	511	526	600	388	401	225	210	457	480	410	360
Septembre	779	387	661	589	613	575	491	416	244	225	577	489	921	472

(1) Les chiffres des coopératives et magasins patronaux ont été corrigés à partir de janvier 1950 pour tenir compte de l'adjonction d'une société supplémentaire.

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																					
	Indice général	Alimentation				Habillement					Ameublement			Ménage		Tabacs	Librairie-Papeterie			Parfum.		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Aunages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	
1950 Août	167	132	123	110	125	65	74	94	99	90	87	101	92	125	151	127	99	96	133	128	133	90
Septembre	158	177	170	127	172	162	181	168	165	165	158	148	154	138	245	149	109	96	189	176	147	60
Octobre	123	171	129	123	146	85	148	164	125	122	93	119	102	113	217	123	83	103	99	104	104	117
Novembre	141	185	157	126	165	83	116	123	126	116	86	110	94	108	200	116	98	249	143	159	107	503
Décembre	163	250	219	138	222	78	122	127	161	136	95	112	101	133	242	143	181	226	196	200	150	313
1951 Janvier	141	209	172	126	182	120	92	118	143	132	178	106	152	126	194	132	97	104	116	114	135	48
Février	141	204	177	125	182	149	124	109	125	128	169	153	163	133	183	138	91	93	104	103	127	52
Mars	144	230	194	138	202	111	142	133	122	122	131	149	138	145	215	152	105	125	109	111	125	90
Avril	129	196	155	134	170	96	154	143	116	117	111	135	120	126	198	133	102	103	103	103	108	82
Mai	122	185	157	122	165	80	133	136	114	110	98	137	112	120	182	126	84	93	89	89	105	88
Juin	128	184	145	130	160	89	144	145	130	123	93	136	109	121	189	127	88	125	90	95	115	109
Juillet	126	163	131	126	144	76	136	138	134	122	98	138	112	122	180	128	83	109	92	94	124	145
Août	115	174	136	130	152	55	81	106	97	88	87	127	102	129	207	136	88	106	162	154	117	110
Septembre	123	186	147	126	161	73	107	120	103	99	101	163	123	120	264	134	81	98	204	189	111	68
Octobre	140	207	162	141	179	91	163	190	144	139	110	139	121	123	272	137	85	114	117	116	112	130

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES										MAGASINS A SUCCURSALES		GROS-SISTÈRES	
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie, papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1950 Juillet	72	74	62	120	134	102	157	83	88	82	144	158	114	117	176	114	115	160
Août	53	56	47	64	109	100	118	78	102	102	127	266	106	113	135	102	74	126
Septembre	144	154	124	174	154	109	148	204	181	139	150	254	136	102	188	117	168	148
Octobre	100	97	107	88	110	106	111	100	103	104	116	134	112	96	142	85	120	89
Novembre	72	70	78	70	109	102	112	95	96	107	125	225	124	96	135	76	99	79
Décembre	77	71	88	97	137	120	149	107	93	111	163	178	140	118	169	61	137	108
1951 Janvier	93	106	67	110	134	98	149	136	83	102	117	119	104	89	140	90	104	121
Février	124	141	92	132	142	101	140	193	147	135	148	95	106	96	137	107	109	113
Mars	114	120	101	129	141	119	145	141	177	148	184	120	126	108	152	97	132	103
Avril	95	93	97	98	123	111	128	104	143	121	190	184	112	104	142	91	111	91
Mai	90	93	85	80	120	111	128	92	121	124	107	166	111	115	148	111	121	93
Juin	73	74	71	33	119	118	130	77	107	105	116	198	113	103	156	107	106	96
Juillet	71	67	74	130	109	107	120	69	124	98	120	198	105	116	126	124	129	88
Août	46	48	48	58	118	110	129	66	104	115	137	328	111	113	169	103	86	108
Septembre	63	60	69	69	127	120	133	102	193	133	131	299	101	115	142	85	103	113

(*) Pour la consommation de sucre, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

66

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher (tonnes)
	(milliers de pièces)			
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.753	701.157	832
1950 Moyenne mensuelle	6.927	21.776	699.935	819
1950 Août	6.486	20.969	797.205	891
Septembre	8.356	25.011	800.677	1.004
Octobre	8.113	26.580	648.850	776
Novembre	8.853	22.493	585.614	721
Décembre	7.937	27.363	692.595	774
1951 Janvier	6.520	21.188	741.111	803
Février	3.317	11.952	693.708	647
Mars	2.120	5.557	843.069	665
Avril	2.575	45.602	838.294	1.179
Mai	5.806	32.572	576.610	786
Juin	5.610	24.267	523.280	783
Juillet	4.886	18.831	722.835	818
Août	6.030	25.343	692.163	893
Septembre	6.641	27.389	700.483	781
Octobre	8.811	32.605	725.172	893

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	608	12.242	26.079	6.462
1949 Moyenne mensuelle	17.261	3.533	11.386	35.794	4.815
1950 Moyenne mensuelle	17.613	3.430	11.978	40.719	6.244
1950 Août	18.469	4.145	11.840	37.988	1.779
Septembre	17.450	4.467	9.562	36.555	5.936
Octobre	18.118	4.258	9.435	40.208	9.945
Novembre	18.734	4.324	10.438	41.801	12.925
Décembre	16.501	4.464	8.669	34.993	14.557
1951 Janvier	20.867	5.415	11.951	40.415	9.597
Février	15.845	4.547	11.308	28.851	5.435
Mars	16.191	4.294	12.647	28.740	4.402
Avril	17.778	3.598	14.080	32.628	2.463
Mai	18.491	3.442	14.713	36.080	2.417
Juin	15.655	2.812	11.510	30.536	1.586
Juillet	15.551	2.691	9.866	28.512	1.371
Août	20.072	3.753	12.431	34.298	2.247
Septembre	17.993	3.201	9.654	28.839	4.737
Octobre	22.733	3.814	10.937	39.654	14.816

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1) ..	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1940 Moyenne mensuelle ..	199,9	421,8	34,9	656,6	216,7	873,3	881,5	— 8,2	100,9
1950 Moyenne mensuelle .p	245,1	459,4	32,5	737,0	120,4	857,4	842,3	15,1	98,2
1950 Juillet	302,6	368,0	23,2	693,8	121,0	814,8	820,1	— 5,3	100,7
Août	294,3	399,0	25,1	718,4	121,0	839,4	832,6	6,8	99,2
Septembre	254,8	531,3	27,5	813,6	120,0	933,6	851,5	82,1	91,2
Octobre	235,8	577,0	46,2	859,0	123,0	982,0	852,2	129,8	86,8
Novembre	211,5	541,2	48,6	801,3	113,0	914,3	814,2	100,1	89,1
Décembre	239,7	494,1	52,7	786,5	113,0	899,5	853,2	46,3	94,0
1951 Janvier	233,9	532,4	40,4	806,7	91,7	898,4	883,9	14,5	98,4
Février	202,1	505,8	30,3	738,2	91,7	829,9	846,9	— 17,0	102,1
Mars	239,3	568,5	31,2	839,0	91,7	930,7	899,6	31,1	96,7
Avril	231,9	534,2	29,8	795,9	91,6	887,5	859,2	28,3	96,8
Mai	246,6	585,0	30,0	861,6	91,7	953,3	885,6	67,7	92,9
Juin	238,2	590,6	44,3	873,1	91,7	964,8	945,8	19,0	98,0
Juillet	326,0	520,8	30,0	876,8	91,6	968,4	924,8	43,6	95,5
Août	303,2	559,9	32,4	895,5	91,7	987,2	910,7	76,5	92,2
Septembre	271,2	557,5	30,1	858,8	91,6	950,4	881,8	68,6	92,8

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général							
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES					
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)				
Service interne belge	Service internat.	Transit	Total									
1938 Moyen. mens. (3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	6.169	186	154	88	428	
1949 Moyen. mens.	300.931	95.949	45.426	345.357	18.451	593	5.011	195	178	99	472	
1950 Moyen. mens.	296.111	94.630	49.696	345.807	18.079	587	5.055	199	166	90	455	
1950 Juillet	231.065	65.552	41.494	272.559	16.087	609	3.856	157	130	77	364	
Août	276.562	87.435	41.236	317.798	17.231	643	4.319	209	109	45	363	
Septembre	343.036	110.922	52.945	395.981	17.959	584	5.839	241	180	92	513	
Octobre	376.617	112.717	61.030	437.647	18.214	582	6.637	265	198	116	579	
Novembre	344.850	107.997	62.084	406.934	20.078	582	5.296	230	193	134	557	
Décembre	308.037	104.694	61.399	369.436	19.178	575	5.605	203	191	121	515	
1951 Janvier	323.645	117.570	60.170	393.815	20.025	600	5.846	227	211	111	549	
Février	304.620	95.943	57.941	362.561	18.162	545	5.464	213	194	103	510	
Mars	348.816	116.465	62.461	411.277	19.168	609	6.198	244	206	126	576	
Avril	335.978	111.869	58.862	394.840	17.840	570	5.774	236	170	100	506	
Mai	327.282	107.306	62.316	389.598	19.199	629	5.868	235	190	113	538	
Juin	345.236	110.951	63.307	408.543	17.491	588	5.970	248	198	89	535	
Juillet	304.493	90.312	56.223	360.716	17.462	654	5.594	216	208	118	542	
Août	336.495	101.595	55.493	391.998	17.560	651	6.032	235	214	125	574	
Septembre	337.255	98.703	59.994	397.249	18.238	592	6.083	245	223	110	578	

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)
2° Transport des principales grosses marchandises
A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silice et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)	428	6.139	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1949 Moyenne mensuelle	472	5.011	289	1.796	583	632	428	568	38	209	70	398
1950 Moyenne mensuelle	455	5.055	300	1.897	418	643	412	662	38	249	80	356
1950 Juillet	364	3.856	113	1.392	315	476	383	636	20	176	73	272
Août	363	4.319	117	1.779	275	367	400	709	71	181	82	338
Septembre	513	5.839	191	2.219	444	768	484	892	62	282	88	409
Octobre	579	6.637	758	2.299	522	821	479	875	36	311	97	439
Novembre	557	6.296	860	2.205	504	852	433	641	30	259	93	419
Décembre	515	5.605	565	2.147	549	845	345	392	37	264	90	371
1951 Janvier	549	5.846	221	2.379	617	846	409	511	40	289	109	425
Février	510	5.464	204	1.982	609	736	437	634	39	278	84	461
Mars	576	6.198	187	2.378	589	863	491	711	36	332	92	519
Avril	506	5.774	162	2.279	483	785	465	740	24	265	87	484
Mai	538	5.868	191	2.206	567	816	494	795	22	241	89	447
Juin	535	5.970	122	2.231	631	757	534	875	22	254	90	454
Juillet	542	5.594	115	1.883	685	779	514	809	21	256	86	445
Août	574	6.032	115	2.094	684	839	549	844	53	283	94	477
Septembre	578	6.083	119	2.007	767	801	524	917	117	251	93	487

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

70

B — Service interne belge

II
Soc. Nat.
des
Chemins
de fer
vicinaux
Tonnes-
km.
trans-
portées
(milliers)

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métal-lurgiques	Mat. de constr., verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanne-ries et vêtement	Produits chimi-ques et phar-maceu-tiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	
1938 Moyen. mens. (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1949 Moyen. mens. . .	3.188	162	1.606	12	194	308	458	12	104	26	306	3.033
1950 Moyen. mens. . .	3.266	186	1.605	12	188	286	550	9	122	28	280	3.528
1950 Septembre	3.862	121	1.912	11	224	329	745	20	144	37	310	3.893
Octobre	4.366	625	1.925	13	228	329	712	6	130	37	352	6.586
Novembre	4.009	685	1.811	9	219	280	522	4	117	30	332	6.211
Décembre	3.431	419	1.814	22	216	198	311	5	128	28	290	3.952
1951 Janvier	3.562	74	2.074	17	243	226	406	6	135	30	345	2.217
Février	3.361	51	1.705	17	219	286	528	5	141	29	380	2.459
Mars	3.902	51	2.058	20	234	332	588	5	150	32	432	2.632
Avril	3.806	46	1.988	18	254	331	607	4	122	33	403	2.669
Mai	3.735	41	1.900	20	233	349	652	4	118	36	382	2.924
Juin	3.909	32	1.935	20	266	364	728	4	126	40	394	2.997
Juillet	3.354	44	1.573	20	195	336	664	3	118	33	368	2.805
Août	3.709	36	1.753	17	229	365	694	32	142	34	407	3.050
Septembre	3.766	53	1.708	20	229	355	757	69	126	39	410	2.961

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

71

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (2)
chargés				sur lest								
1936-1938												
Moy. mens.	938	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317		3.762	1.263	
1949 Moy. m.	795	1.817	942	655	140	707	2.803	1.095	401	2.794	1.095	553
1950 Moy. m.	807	1.884	870	669	135	900	2.978	1.228	568	2.937	1.207	593
1950 Octobre	992	2.415	1.140	840	128	969	3.630	1.500	689	3.492	1.462	737
Novem.	906	2.238	1.121	773	125	1.036	3.019	1.282	617	3.222	1.351	723
Décem.	933	2.376	1.085	756	155	1.544	3.215	1.371	693	3.041	1.272	699
1951 Janvier	909	2.106	1.087	795	156	1.188	3.360	1.439	672	3.587	1.553	814
Février	873	1.944	1.133	724	127	1.208	3.352	1.427	660	3.422	1.440	810
Mars	996	2.265	1.245	855	138	1.215	3.792	1.631	788	3.830	1.636	942
Avril	971	2.297	1.269	839	125	1.243	3.546	1.547	752	3.668	1.605	867
Mai	978	2.182	1.204	854	133	1.074	3.439	1.482	737	3.610	1.549	850
Juin	946	2.092	1.269	813	139	1.276	3.505	1.488	709	3.461	1.514	809
Juillet	1.004	2.212	1.144	832	170	1.223	3.489	1.506	607	3.495	1.444	805
Août	950	2.213	1.187	767	181	1.228	3.423	1.446	667	3.511	1.484	849
Sept	902	2.026	1.303	732	172	1.122	3.456	1.521	674	3.455	1.467	815
Octobre	1.001	2.341		844	158		4.023	1.646	697	4.179	1.691	939

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.							
	Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Total (1)	
	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli
<i>Marchandises sorties (chargements) : milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>								
1949 Moyen. mens. . .	6	12	259	84	258	99	524	105
1950 Moyen. mens. . .	16	10	345	112	233	184	594	306
1950 Septembre	5	2	230	35	116	41	351	78
Octobre	11	10	360	96	279	213	650	319
Novembre	33	11	382	72	323	215	738	298
Décembre	42	15	556	150	416	359	1.014	530
1951 Janvier	21	11	436	100	325	295	782	406
Février	18	15	424	186	304	261	746	462
Mars	20	10	386	99	378	322	784	431
Avril	16	12	461	132	367	255	844	309
Mai	14	12	377	85	355	231	740	328
Juin	15	16	475	102	408	259	898	378
Juillet	12	17	408	172	304	315	724	504
Août	19	23	417	128	367	274	803	425
Septembre	19	10	367	126	342	258	728	394

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.
(2) Commerce spécial.

III — MOUVEMENT DES PORTS (suite)

a) Port d'Anvers

Source : Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL											
	Objets d'alimentation et boissons			Matières brutes ou simplement préparées			Produits fabriqués			Total (1)		
	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit
<i>Marchandises entrées (déchargements) : Milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>												
1949 Moyenne mensuelle ..	167	7	87	461	41	131	20	3	21	651	51	240
1950 Moyenne mensuelle ..	157	6	86	423	46	109	19	3	20	600	55	215
1950 Septembre	186	3	90	383	47	59	27	3	12	576	53	162
Octobre	200	3	88	593	51	161	21	3	20	814	57	209
Novembre	138	2	122	589	53	159	23	3	30	751	58	312
Décembre	175	2	102	560	60	140	21	2	22	756	64	265
1951 Janvier	158	3	108	568	48	154	24	2	22	750	53	284
Février	193	10	103	542	19	201	25	3	37	760	32	341
Mars	239	5	127	609	59	154	25	3	24	873	67	305
Avril	195	18	136	617	51	196	24	3	27	837	72	360
Mai	183	30	116	591	62	167	24	2	29	798	94	312
Juin	183	11	118	689	27	187	20	2	31	893	40	336
Juillet	131	9	116	554	40	238	23	2	30	708	51	385
Août	166	2	72	648	20	228	20	2	28	834	24	329
Septembre	135	3	118	724	59	214	27	2	20	887	64	352

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.

(2) Commerce spécial.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moyenne mensuelle ..	169	177	208	170	178	92	174	152
1949 Moyenne mensuelle	105	118	132	105	119	60	82	35
1950 Moyenne mensuelle	122	117	108	121	116	74	117	43
1950 Octobre	150	135	157	133	114	63	148	35
Novembre	162	153	147	174	172	44	117	48
Décembre	154	134	127	144	119	124	104	54
1951 Janvier	170	136	142	178	146	108	83	43
Février	122	99	114	131	109	104	122	62
Mars	150	130	146	141	122	77	162	72
Avril	153	122	116	153	121	78	137	82
Mai	156	114	147	157	115	74	147	77
Juin	151	115	129	156	116	78	153	84
Juillet	146	113	66	146	109	65	137	64
Août	166	137	104	167	144	83	204	73
Septembre	134	115	128	131	113	80	246	94
Octobre	149	122		153	124			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut National de Statistique.

72

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1949 Moyenne mensuelle ..	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.545	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1950 Moyenne mensuelle ..	6.020	2.435	1.814	317	10.586	1.437	905	609	72	3.023	150,9	50,3	39,6	9,0	249,8
1950 Août	5.525	2.450	1.516	391	9.882	1.233	774	451	90	2.548	123,3	47,6	33,3	11,5	215,7
Septembre	7.116	2.767	1.840	314	12.037	1.641	979	621	71	3.312	168,2	54,4	38,0	9,1	269,7
Octobre	7.413	2.892	1.993	395	12.693	1.779	1.144	697	92	3.712	185,0	64,3	43,9	11,6	304,8
Novembre	6.302	2.484	2.011	339	11.136	1.594	918	746	79	3.337	116,0	51,9	44,0	9,8	221,7
Décembre	5.605	2.044	1.646	307	9.602	1.401	869	646	75	2.991	148,3	48,2	37,0	9,2	242,7
1951 Janvier	4.961	1.890	1.422	282	8.555	1.321	785	584	70	2.760	138,5	40,0	30,0	7,7	216,2
Février	5.766	2.451	1.695	297	10.209	1.445	966	657	72	3.140	157,5	56,1	36,0	9,2	258,8
Mars	6.477	2.853	2.138	323	11.791	1.649	1.098	796	80	3.623	179,8	64,2	46,1	9,9	300,0
Avril	6.335	2.854	2.259	360	11.808	1.627	1.119	835	87	3.668	180,7	63,5	48,9	11,1	304,2
Mai	6.146	2.789	2.283	314	11.532	1.532	1.092	768	69	3.461	174,3	62,3	51,2	9,2	297,0
Juin	6.404	2.814	2.257	304	11.779	1.645	1.105	766	66	3.582	180,5	66,5	48,9	7,9	303,8
Juillet	5.650	2.850	2.306	281	11.427	1.473	1.069	791	61	3.394	163,1	65,2	51,7	8,4	288,4
Août	5.702	3.308	2.392	308	11.710	1.459	1.157	849	74	3.539	159,4	72,0	52,3	10,0	293,7

LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

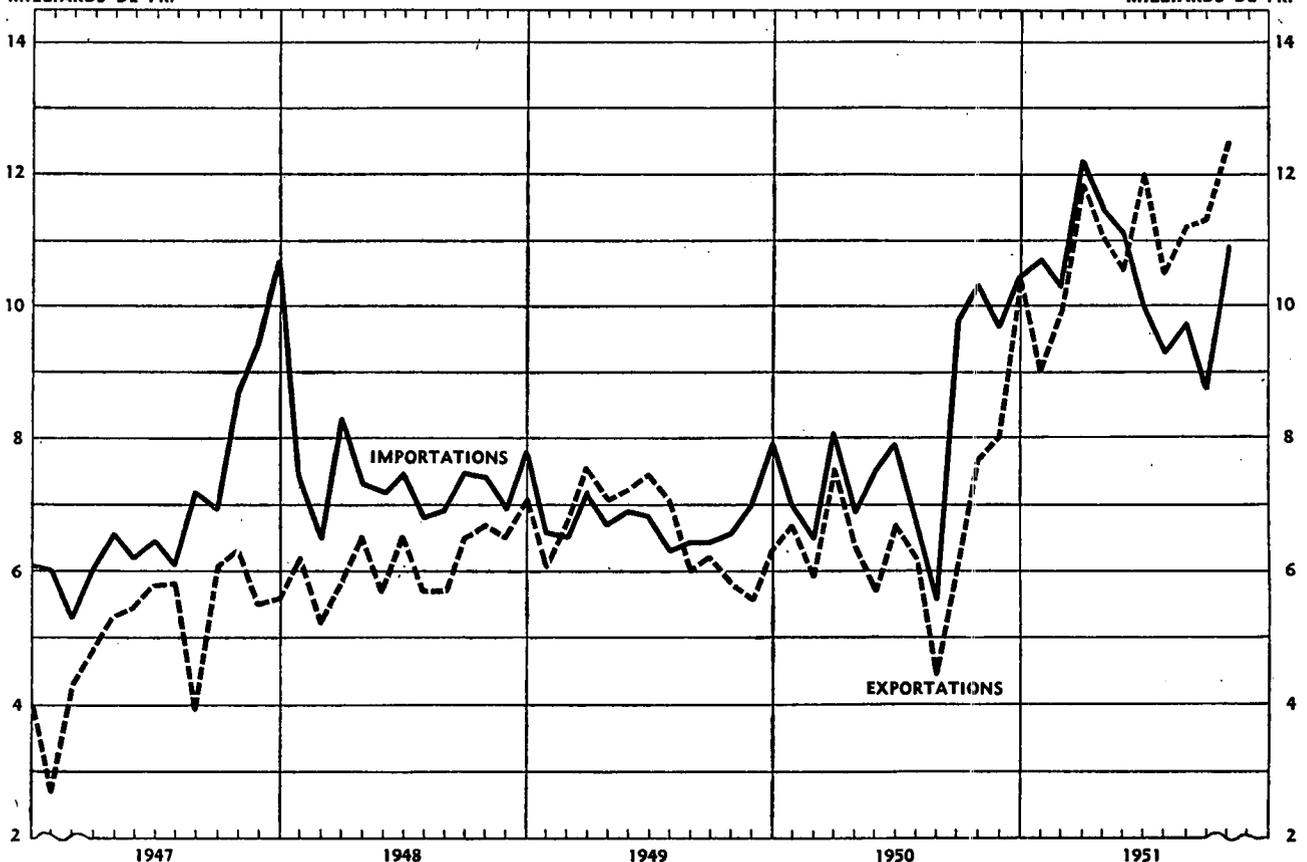
RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

75

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabri- qués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1949 Moy. mens...	4,3	251,4	1.974,1	65,8	2.295,6	72,9	1.603,1	2.952,8	2.129,1	52,0	6.809,9	2.966		
1950 Moy. mens...	1,5	256,1	2.125,1	95,8	2.478,5	22,4	1.613,2	3.833,2	2.595,3	61,2	8.125,3	3.278		
1950 Août	0,8	223,3	1.702,8	77,7	2.004,6	11,4	1.270,5	2.357,9	1.918,7	52,2	5.610,7	2.799		
Septembre	1,3	282,8	2.177,3	120,7	2.582,1	18,2	2.121,2	4.469,9	3.107,3	52,5	9.759,1	3.780		
Octobre	1,3	313,7	2.690,0	108,9	3.113,9	17,6	2.290,5	4.704,8	3.230,7	97,5	10.341,1	3.321		
Novembre	1,2	238,9	2.555,8	117,4	2.913,3	17,8	1.816,7	4.815,6	3.005,4	40,1	9.695,6	3.328		
Décembre ...	2,0	276,9	2.492,9	99,1	2.870,9	20,6	1.720,3	5.721,5	2.847,5	38,1	10.354,0	3.607		
1951 Janvier	2,4	250,9	2.301,6	101,6	2.656,5	28,4	1.719,5	5.834,6	3.008,8	62,3	10.653,6	4.010		
Février	2,3	319,2	2.571,7	102,4	2.995,6	31,6	1.889,5	5.169,2	3.103,1	65,0	10.253,4	3.424		
Mars	2,1	365,1	2.787,6	119,8	3.274,6	31,0	2.490,8	5.805,7	3.804,4	89,5	12.221,4	3.732		
Avril	2,5	308,4	2.691,4	120,1	3.122,4	40,8	2.163,6	5.578,9	3.521,9	65,0	11.380,2	3.638		
Mai	2,2	296,2	2.696,9	118,6	3.113,9	39,5	1.904,4	5.417,8	3.502,5	79,0	11.063,2	3.543		
Juin	1,6	276,6	2.857,1	114,3	3.249,7	28,5	1.626,5	4.972,6	3.304,3	116,3	10.043,2	3.092		
Juillet	0,5	220,6	2.592,6	109,7	2.923,4	9,9	1.453,5	4.838,7	3.001,2	68,1	9.371,4	3.206		
Août	1,0	253,6	2.835,1	101,4	3.191,1	20,1	1.584,1	5.053,4	2.894,6	86,7	9.638,9	3.021		
Septembre...	1,2	216,8	2.872,4	108,3	3.198,7	19,0	1.570,2	4.167,7	2.891,7	70,3	8.709,9	2.723		
Octobre.....p					3.482,9						10.936,9	3.140		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	- 159,4	92,1
1949 Moy. mens...	—	27,9	782,5	399,8	1.210,2	3,7	262,1	1.993,2	4.374,6	15,4	6.649,1	5.493	- 160,8	97,6
1950 Moy. mens...	0,1	47,4	928,1	387,8	1.363,4	4,4	408,7	2.374,4	4.072,5	22,9	6.880,9	5.047	- 1.244,4	84,7
1950 Août	—	27,7	629,0	236,8	893,5	1,1	278,8	1.536,2	2.510,6	44,1	4.370,8	4.892	- 1.239,9	77,9
Septembre ...	0,1	26,2	788,2	323,7	1.118,2	2,7	282,3	2.427,1	3.418,5	15,7	6.146,2	5.497	- 3.612,9	63,0
Octobre	0,1	44,9	905,0	433,7	1.383,7	3,9	396,4	2.675,5	4.614,2	21,7	7.711,7	5.574	- 2.629,4	74,6
Novembre.....	0,1	75,1	1.005,1	471,2	1.551,5	6,1	646,6	2.643,9	4.719,8	12,9	8.029,3	5.175	- 1.666,3	82,8
Décembre ...	0,1	77,9	1.222,5	581,0	1.881,5	6,1	737,7	3.651,7	6.049,0	15,4	10.459,9	5.559	+ 105,9	101,0
1951 Janvier	0,1	51,5	950,1	488,5	1.490,2	2,7	553,0	2.979,3	5.463,9	19,0	9.017,9	6.051	- 1.635,7	84,6
Février	—	80,3	914,6	487,6	1.482,5	2,6	724,1	3.714,8	5.457,6	7,5	9.906,6	6.682	- 351,8	96,6
Mars	0,1	77,5	1.019,2	575,0	1.671,9	4,6	703,8	4.079,9	6.944,7	37,6	11.770,6	7.040	- 450,8	96,3
Avril	—	83,0	1.095,7	550,3	1.729,0	1,6	623,1	3.550,7	6.847,4	49,0	11.071,8	6.404	- 288,4	97,5
Mai	0,1	46,1	1.026,4	547,8	1.620,4	3,9	445,9	3.064,5	6.972,9	34,8	10.522,0	6.493	- 541,2	95,1
Juin	1,3	39,8	1.169,0	605,6	1.815,7	36,1	537,9	3.449,7	7.844,3	19,1	11.887,1	6.547	+ 1.838,9	118,3
Juillet	2,5	28,0	1.102,9	490,6	1.624,0	71,7	506,7	3.023,0	6.800,7	20,1	10.422,2	6.418	+ 1.050,8	111,2
Août	2,6	43,3	1.187,7	550,7	1.784,3	79,6	625,4	3.163,5	7.275,7	24,9	11.169,1	6.260	+ 1.530,2	115,9
Septembre...	2,5	41,9	1.126,7	528,0	1.702,1	80,3	611,1	3.101,2	7.494,1	31,9	11.318,6	6.650	+ 2.609,7	130,0
Octobre.....p					1.895,3						12.476,6	6.583	+ 1.539,7	114,1

MILLIARDS DE FR.

MILLIARDS DE FR.



LE CHOMAGE

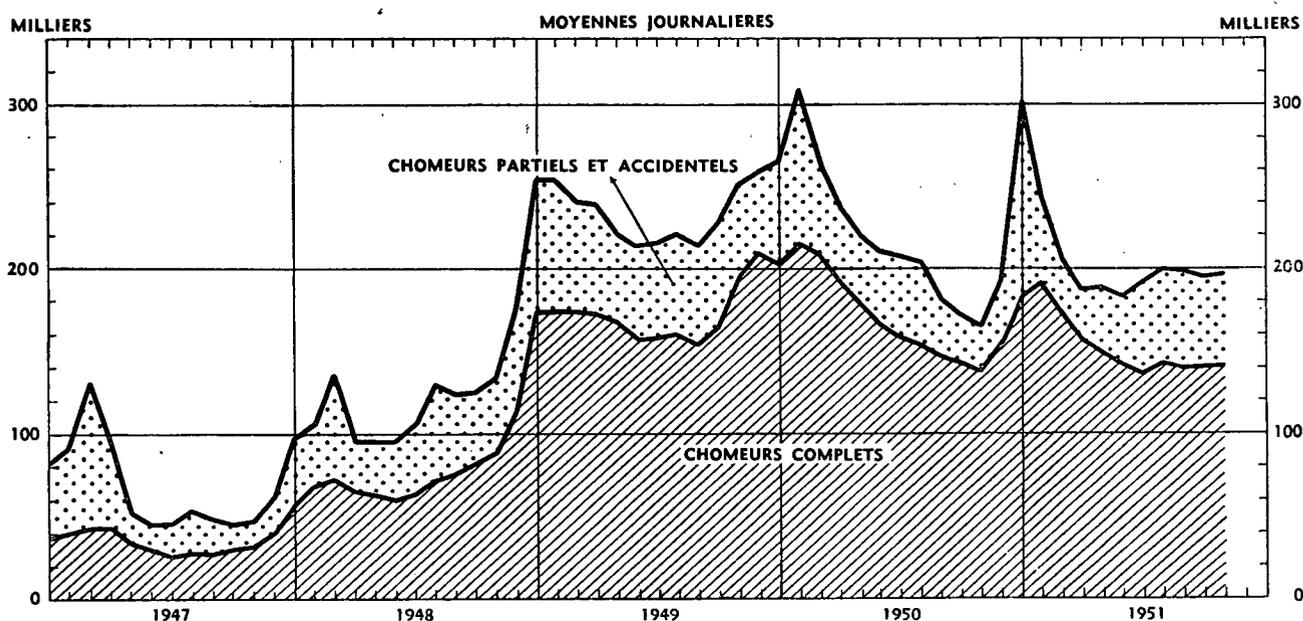
I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

81

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHÔMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1950 Octobre	178.835	109.471	288.306	138.000	25.994	163.994	4.014	751	4.765
Novembre	186.693	127.119	313.812	153.198	37.826	191.024	3.531	871	4.402
Décembre	222.195	296.331	518.526	181.316	120.314	301.630	5.077	3.415	8.492
1951 Janvier	231.259	151.707	382.966	189.888	50.949	240.837	4.563	1.194	5.757
Février	204.404	103.580	307.984	171.482	31.877	203.359	4.121	760	4.881
Mars	184.105	120.174	304.279	154.842	30.959	185.801	3.560	711	4.271
Avril	182.353	170.005	352.358	146.696	40.356	187.052	4.112	1.131	5.243
Mai	173.118	143.495	316.613	140.362	42.068	182.430	3.233	962	4.195
Juin	169.311	148.294	317.605	135.517	55.181	190.698	3.259	1.320	4.579
Juillet	185.333	183.043	368.376	141.242	58.947	200.189	4.095	1.702	5.797
Août	177.054	183.355	360.409	138.914	60.276	199.190	3.200	1.381	4.581
Septembre	188.289	167.757	356.046	139.800	53.728	193.528	4.199	1.606	5.805
Octobre				140.795	56.340	197.135			

NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS



II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
Moyenne journalière par mois													
1950 Octobre	—	—	28	163.994	49.640	29.780	27.051	30.296	13.248	6.312	4.339	655	2.673
Novembre	—	—	23	191.024	54.518	34.371	31.842	35.445	16.508	8.246	5.273	1.455	3.366
Décembre	—	—	28	301.630	70.039	51.941	50.904	57.622	30.938	16.655	10.640	5.065	7.826
1951 Janvier	—	—	24	240.837	63.375	44.885	40.095	45.147	20.208	11.330	7.630	3.289	4.878
Février	—	—	26	203.359	55.689	38.979	35.399	37.337	16.548	8.095	6.131	1.705	3.476
Mars	—	—	23	185.801	50.206	35.637	32.850	34.744	14.342	7.457	6.012	1.448	3.105
Avril	—	—	28	187.052	50.299	34.911	33.539	37.019	14.732	7.558	5.429	788	2.777
Mai	—	—	23	182.430	48.093	34.504	31.934	37.609	14.967	7.534	4.961	354	2.474
Juin	—	—	24	190.698	47.434	36.672	31.435	42.541	16.323	9.078	4.685	353	2.277
Juillet	—	—	29	200.189	47.474	37.446	33.779	48.132	15.880	10.057	4.751	367	2.303
Août	—	—	23	199.190	45.070	36.281	34.551	48.765	16.019	11.153	4.722	333	2.296
Septembre	—	—	30	193.528	47.348	34.141	34.074	44.990	14.525	10.807	4.341	380	2.322
Octobre	—	—	23	197.135									
Moyenne journalière par semaine													
1951 Septembre	2	8	6	194.438	47.033	34.968	33.328	46.276	15.153	10.641	4.322	361	2.356
	9	15	6	192.959	46.796	34.386	33.709	45.689	14.390	11.067	4.201	397	2.324
	16	22	6	193.268	48.117	34.123	34.748	44.640	14.139	10.710	4.120	365	2.306
	23	29	6	192.865	46.953	33.717	35.545	44.510	14.562	10.811	4.114	360	2.293
	30	6	6	194.112	47.835	33.514	36.038	43.836	14.384	10.806	4.949	418	2.332
Octobre	7	13	6	189.598	47.507	32.740	35.260	42.852	13.986	10.645	3.933	385	2.290
	14	20	6	191.100	48.446	32.504	35.852	42.986	13.877	10.901	3.887	391	2.256
	21	27	6	193.138	49.319	32.599	36.194	43.392	13.921	11.004	3.949	393	2.367
	28	3	5	218.218	51.681	35.269	44.003	51.388	15.280	12.892	4.646	647	2.512
Novembre	4	10	6	203.446	51.424	34.771	38.806	45.657	14.362	11.266	4.163	540	2.457
	11	17	6	207.343	51.163	35.916	39.226	46.851	14.590	11.789	4.596	654	2.558
	18	24	6	216.972	53.483	37.365	40.873	48.569	15.430	12.450	5.058	1.119	2.625

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS
(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Source : *Fonds de Soutien des Chômeurs.*

Période	Chômeurs complets																				Chômeurs partiels et accidentels																				Total des chômeurs contrôlés																			
	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Genç de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Genç de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total										
1950 Juillet	9.420	1.089	1.130	956	2.983	4.641	19.496	8.888	27.570	2.012	1.263	1.482	12.691	10.183	3.907	9.954	13.990	—	—	3.345	3.286	482	12.979	1.187	152.934	809	245	4.868	574	1.167	301	3.536	1.875	8.605	548	377	380	8.049	6.135	4.889	1.941	2.038	3.768	480	292	263	47	398	47	51.632										
1950 Août	7.592	1.030	1.135	884	2.912	4.435	18.727	8.994	26.921	1.970	1.126	1.440	11.700	11.321	3.961	9.559	13.586	—	—	3.270	3.310	479	13.082	1.229	146.663	536	233	1.125	173	752	85	2.029	1.633	4.495	372	355	296	6.064	5.006	2.870	1.543	1.763	1.604	1.389	281	275	55	343	42	33.319										
1950 Septembre	7.633	1.147	1.099	783	3.117	3.238	18.575	8.479	25.068	1.837	1.148	1.461	11.058	9.291	3.214	9.605	13.489	—	—	4.518	3.791	511	13.587	1.271	143.920	788	422	319	209	699	132	2.274	1.233	3.228	172	197	235	4.432	2.838	1.303	1.211	1.527	2.567	1.529	306	243	61	346	80	26.351										
1950 Octobre	6.247	979	983	675	4.211	3.068	17.898	7.878	23.109	1.645	1.064	1.418	10.354	7.989	2.901	9.359	13.282	—	—	5.457	4.120	532	13.677	1.154	138.000	794	336	86	103	544	155	2.079	1.223	2.879	212	214	169	3.699	3.040	1.383	1.893	1.961	3.110	1.080	347	243	48	324	72	25.994										
1950 Novembre	10.313	1.003	1.087	783	5.272	3.165	21.754	8.676	23.360	1.720	1.091	1.430	10.771	9.653	3.514	10.097	14.162	—	—	5.728	4.188	547	13.748	1.130	153.198	957	670	89	488	737	134	6.469	1.663	3.010	493	248	189	4.037	5.926	3.540	2.163	2.337	2.682	857	359	250	51	402	75	37.826										
1950 Décembre	13.582	1.239	1.109	944	6.476	3.086	30.599	11.401	25.617	1.933	1.122	1.456	12.425	13.151	4.682	11.530	15.067	—	—	5.741	4.346	582	14.099	1.129	181.316	3.311	2.432	336	4.829	2.109	179	54.627	7.760	7.066	588	324	257	9.544	10.653	5.333	2.842	4.391	2.424	445	388	355	70	579	72	120.314										
1951 Janvier	13.843	924	1.036	882	6.282	2.560	23.152	10.671	23.026	1.605	1.079	1.488	11.977	11.085	3.405	12.237	14.899	—	—	5.728	4.487	620	14.538	1.141	189.888	1.364	952	145	649	1.086	118	12.820	3.524	3.922	383	318	242	6.311	6.766	2.317	2.320	2.666	3.594	149	378	304	75	479	67	50.949										
1951 Février	12.396	849	989	750	5.045	2.443	24.332	8.934	20.146	1.687	1.071	1.387	11.388	8.933	2.965	11.887	14.200	—	—	5.827	4.589	590	14.258	1.110	171.482	866	659	1.103	165	717	78	4.239	1.644	2.420	251	169	215	5.129	3.700	1.095	1.999	2.117	4.026	123	359	266	53	421	63	31.877										
1951 Mars	11.041	845	930	724	3.520	2.965	21.399	8.319	13.683	1.746	1.051	1.377	11.438	9.291	3.115	11.389	13.886	—	—	5.292	4.575	608	13.320	1.182	146.696	721	652	109	182	755	149	5.969	1.345	2.151	249	179	247	5.734	3.179	1.141	2.015	2.208	2.960	41	378	249	53	427	66	30.959										
1951 Avril	8.377	901	888	652	2.991	2.825	18.029	8.093	17.741	1.728	1.121	1.353	12.093	10.942	3.928	10.875	13.603	—	—	4.981	4.507	532	12.901	1.301	140.362	610	426	538	196	742	367	3.554	1.576	2.706	367	378	338	10.108	5.599	3.581	2.149	2.210	3.505	241	379	259	50	417	60	40.356										
1951 Mai	6.012	896	835	541	2.780	2.749	15.669	7.213	16.286	1.850	1.101	1.333	13.326	13.416	4.917	9.866	13.338	—	—	4.614	4.409	501	12.416	1.449	135.517	633	374	43	222	686	289	3.181	1.417	2.281	371	279	275	10.495	7.044	5.436	1.743	2.069	3.788	196	367	236	49	420	174	42.068										
1951 Juin	8.596	822	827	527	2.830	3.079	15.343	7.306	15.657	1.955	1.163	1.311	16.421	15.647	5.676	9.436	12.975	—	—	3.609	4.113	473	12.259	1.217	141.242	1.105	209	108	114	573	386	1.819	1.687	2.931	636	423	305	16.353	10.717	7.600	2.053	2.374	4.433	38	344	267	57	379	270	55.181										
1951 Juillet	6.918	777	778	496	2.829	2.130	15.097	7.052	15.787	1.895	1.161	1.332	17.892	16.263	5.129	9.190	12.928	—	—	3.500	4.087	384	12.073	1.216	138.914	947	201	183	161	672	477	2.344	1.915	3.383	552	538	355	21.476	10.276	6.462	1.940	2.283	3.558	19	289	301	54	390	171	58.947										
1951 Août	6.431	787	763	542	3.517	2.994	14.662	7.083	15.763	1.847	1.278	1.384	18.220	14.122	4.370	9.289	13.057	—	—	4.959	4.527	448	12.597	1.155	139.800	1.192	254	145	151	737	183	2.453	1.745	3.237	538	480	338	26.371	9.152	4.080	1.862	2.112	4.159	65	266	298	64	358	36	60.276										
1951 Septembre	6.431	787	763	542	3.517	2.994	14.662	7.083	15.763	1.847	1.278	1.384	18.220	14.122	4.370	9.289	13.057	—	—	4.959	4.527	448	12.597	1.155	139.800	729	258	247	81	616	435	1.880	1.404	2.691	600	559	279	23.633	7.530	3.416	1.389	1.789	5.151	123	277	263	52	386	40	53.728										

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

1 — BELGIQUE ET CONGO BELGE

85

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)

(millions de francs)

RUBRIQUES	30 juin 1951	31 juil. 1951	31 août 1951	30 sept. 1951
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.693	2.083	2.099	2.105
Prêts au jour le jour	1.442	1.676	2.081	2.033
Banquiers	3.967	3.865	3.934	3.815
Maison-mère, succursales et filiales	811	707	701	769
Autres valeurs à recevoir à court terme	2.923	2.761	2.737	3.055
Portefeuille-effets	36.863	36.415	37.918	40.778
a) Portefeuille commercial (2)	7.533	7.355	8.238	9.799
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	9.675	9.820	10.611	9.988
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	19.655	19.240	19.069	20.991
Reporta et avances sur titres	731	760	735	685
Débiteurs par acceptations	7.157	6.684	6.364	5.990
Débiteurs divers	14.500	14.541	14.170	13.863
Portefeuille-titres	8.059	8.376	8.435	8.575
a) Valeurs de la réserve légale	213	213	228	228
b) Fonds publics belges	6.261	6.566	6.567	6.677
c) Fonds publics étrangers	53	42	41	41
d) Actions de banques	795	806	807	837
e) Autres titres	737	749	792	792
Divers	472	388	386	565
Capital non versé	4	4	4	4
<i>Total disponible et réalisable...</i>	79.622	78.260	79.564	82.237
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement	2	2	2	2
Immeubles	688	690	693	693
Participations dans les filiales immobilières	268	268	268	268
Créances sur filiales immobilières	189	190	194	200
Matériel et mobilier	80	85	86	86
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	1.227	1.235	1.243	1.249
Total général actif	80.849	79.495	80.807	83.486
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	434	326	261	258
Emprunts au jour le jour	7	31	1	5
Banquiers	5.939	5.594	6.226	6.695
Maison-mère, succursales et filiales	1.456	1.579	1.527	1.712
Acceptations	7.158	6.685	6.364	5.992
Autres valeurs à payer à court terme	949	887	1.142	1.011
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2.240	2.122	2.129	2.228
Dépôts et comptes courants	54.550	53.838	54.439	56.724
a) A vue et à un mois au plus	49.278	48.832	48.917	50.821
b) A plus d'un mois	5.272	4.956	5.522	5.903
Obligations et bons de caisse	348	380	410	444
Montants à libérer sur titres et participations	551	553	580	580
Divers	1.718	2.004	2.231	2.328
<i>Total de l'exigible ...</i>	75.350	73.999	75.310	77.977
C. Non exigible :				
Capital	3.342	3.337	3.330	3.346
Fonds indisponible, par prime d'émission	187	187	187	188
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	235	235	235	235
Réserve disponible	1.661	1.662	1.663	1.664
Provisions	74	75	76	76
<i>Total du non exigible ...</i>	5.499	5.496	5.497	5.509
Total général passif	80.849	79.495	80.807	83.486

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 30 juin 1951, 31 juillet 1951, 31 août 1951 et 30 septembre 1951 respectivement à 7.707, 7.025, 6.749 et 5.368 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	4-10-1951	11-10-1951	18-10-1951	25-10-1951	31-10-1951	8-11-1951	15-11-1951	22-11-1951	29-11-1951
Encaisse en or	31.737	31.530	30.960	31.303	31.029	31.027	30.937	30.937	30.937
Avoirs sur l'étranger :									
a) en devises étrangères.....	206	189	158	336	381	252	1.248	990	682
b) en francs belges.....	1	1	1	1	1	0,3	0,4	0,3	0,3
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :									
a) U.E.P. (avec provision spéciale.....	284	284	284	2.003	2.003	2.003	2.400	2.400	2.400
sans provision spéciale.....	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066
b) pays membres de l'U.E.P.	6.636	7.738	8.566	5.748	6.311	7.127	4.697	5.426	5.981
c) autres pays.....	1.045	1.020	1.029	1.026	1.013	979	979	972	931
Débiteurs pour change et or, à terme	896	1.212	1.486	1.629	1.657	1.788	1.620	1.704	1.721
Effets commerciaux sur la Belgique...	6.045	5.565	5.713	5.761	6.793	4.870	5.180	5.986	7.199
Avances sur fonds publics.....	381	223	311	353	456	249	365	307	346
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :									
a) certificats du Trésor.....	2.435	2.695	2.865	5.070	5.470	5.415	4.095	4.080	3.770
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.997	1.799	1.488	964	1.606	1.731	1.744	—	39
c) autres effets publics.....	98	89	101	88	81	77	68	83	67
Monnaies divisionnaires et d'appoint...	216	230	237	243	225	213	243	236	225
Avoirs à l'Office des Comptes A.....	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Chèques Postaux (Compte B.....	1.078	1.063	1.066	1.045	1.045	1.041	1.027	1.041	1.048
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948).....	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.190	1.197	1.199	1.201	1.204	1.205	1.205	1.206	1.206
Immeubles, matériel et mobilier.....	542	542	542	542	542	542	542	542	542
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel.....	578	578	579	578	581	578	578	582	582
Divers.....	914	1.093	830	967	898	897	989	1.031	1.019
	101.207	101.976	102.343	103.786	106.224	104.922	102.843	102.451	103.623

PASSIF

	4-10-1951	11-10-1951	18-10-1951	25-10-1951	31-10-1951	8-11-1951	15-11-1951	22-11-1951	29-11-1951
Billets en circulation.....	92.119	91.578	90.844	90.759	92.512	92.117	91.083	90.591	91.226
Comptes courants :									
Trésor public { Compte ordinaire.....	6	6	4	6	5	3	4	3	6
Comptes Accord de Coopération Economique.....	973	983	994	1.013	1.039	1.043	1.041	1.042	1.037
Banques à l'étranger : comptes ordinaires	514	432	358	318	342	296	283	452	392
Comptes courants divers.....	1.482	1.672	1.636	1.960	2.031	1.830	1.962	1.871	2.376
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :									
Pays membres de l'U. E. P.....	682	1.228	2.191	2.200	2.827	1.995	660	555	599
Autres pays { a).....	171	151	117	131	115	98	112	108	122
b).....	1.078	1.063	1.066	1.045	1.045	1.041	1.027	1.041	1.048
Total des engagements à vue...	97.025	97.113	97.210	97.522	99.916	98.423	96.172	95.603	96.806
Provision spéciale pour avances U.E.P. :									
a) comptes spéciaux (arrêtés 15-9-51) ...	198	279	295	338	386	464	540	622	728
b) Trésor public.....	86	4	—	1.666	1.617	1.540	1.860	1.778	1.671
Devises étrangères et or à livrer.....	1.335	1.994	2.233	1.631	1.658	1.843	1.619	1.703	1.717
Caisse de Pensions du Personnel.....	578	578	578	578	581	578	578	582	582
Divers.....	714	737	756	780	795	803	803	832	848
Capital.....	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement..	871	871	871	871	871	871	871	871	871
	101.207	101.976	102.343	103.786	106.224	104.922	102.843	102.451	103.623

SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

85

(millions de francs)

ACTIF

	31-5-1951	30-6-1951	31-7-1951	31-8-1951	30-9-1951	31-10-1951
Encaisse-or	1.237	1.515	1.529	1.560	1.583	1.622
Compte spécial de la Colonie (1)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	37	35	31	31	33	34
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	15	18	19	17	12	9
Avoirs en banque { en Belgique	596	331	493	530	399	378
{ à l'étranger	2.431	2.275	2.358	2.074	1.888	1.916
Portefeuille-titres	501	505	508	508	508	508
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	13.615	13.866	13.866	14.328	14.407	14.338
Effets commerciaux	1.436	1.577	1.539	1.634	1.704	1.681
Débiteurs	507	619	822	814	814	875
Immeubles et matériel	44	48	53	56	58	61
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	2	2	25	53	28	33
Débiteurs pour contrats de change à terme	940	934	932	806	665	874
Divers	28	29	29	28	26	32
	21.494	21.859	22.309	22.544	22.230	22.466

PASSIF

	31-5-1951	30-6-1951	31-7-1951	31-8-1951	30-9-1951	31-10-1951
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	49	49	49	49	49	49
Circulation (billets et monnaies métalliques)	3.199	3.493	3.668	3.649	3.608	3.583
Créditeurs à vue	14.276	14.376	14.613	14.761	14.575	14.612
Créditeurs à terme	1.984	2.045	2.054	2.074	2.070	2.074
Créditeurs pour contrats de change à terme	2	2	24	53	28	33
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	940	934	932	806	665	873
Transferts en route et divers	1.024	940	949	1.132	1.215	1.222
	21.494	21.859	22.309	22.544	22.230	22.466

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse or	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements (6)	Bon du Trésor remboursable en or (1)	Portefeuille d'escompte (2)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants crédi-teurs Total
							sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (3)	Dont avances provisoires (4)		
1949 Moyenne annuelle.	52.917	10.491	22.066	(5) 2.951	282.026	126.978	5.209	13.710	759.238	583.810	1.110.129	155.294
1950 Moyenne annuelle.	102.905	(7) 9.293	(8)	(9) 2.951	370.247	132.945	5.456	13.918	775.962	589.175	1.389.244	143.247
1950 7 septembre (*)	182.785	—	152.568	—	379.976	137.916	5.313	15.032	731.129	591.000	1.461.624	151.167
5 octobre	182.785	—	176.430	—	370.978	131.812	5.450	12.378	740.800	594.900	1.500.077	138.354
9 novembre	182.785	—	146.028	—	386.613	123.388	6.133	13.289	702.648	584.800	1.495.641	164.266
7 décembre	182.785	—	148.332	—	361.868	143.257	5.859	18.509	780.732	582.400	1.511.713	142.093
1951 4 janvier	182.785	—	157.282	—	392.995	153.092	6.265	20.579	804.902	589.800	1.581.938	152.346
8 février	182.785	—	177.617	—	397.451	139.377	5.539	15.768	802.189	591.500	1.575.842	155.845
8 mars	182.785	—	188.004	—	408.995	134.532	5.733	17.070	816.807	591.000	1.587.448	174.911
5 avril	182.785	—	193.865	—	392.100	154.502	6.241	22.071	809.155	591.500	1.609.972	169.899
10 mai	191.447	—	173.914	—	396.708	198.381	7.261	27.509	802.563	579.900	1.622.308	184.711
7 juin	191.447	—	169.772	—	356.962	203.013	6.505	24.112	812.348	579.400	1.638.367	178.577
5 juillet	191.447	—	163.218	—	388.313	255.400	7.674	22.269	807.001	581.300	1.704.578	155.799
9 août	191.447	—	155.607	—	441.561	259.659	6.255	23.095	812.260	575.500	1.739.831	161.666
6 septembre	191.447	—	142.160	—	465.286	255.204	7.328	21.712	810.314	591.000	1.768.637	141.704
4 octobre	191.447	—	131.168	—	524.799	266.098	7.625	24.387	810.154	591.900	1.821.228	156.911
8 novembre	191.447	—	76.095	—	736.195	170.281	6.927	16.259	785.923	587.900	1.812.922	177.156

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 8 novembre 1951.
précédent : 3 % depuis le 11 octobre 1951.

- (1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947.
- (2) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».
- (3) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (conv. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs.
- (4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.
- (5) Moyenne des sept derniers mois.
- (6) Avant le 19 octobre 1950, ce compte s'intitulait « Disponibilités à vue à l'étranger ».
- (7) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.
- (8) Moyenne du 5 janvier au 12 octobre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger) : 105.398 millions de francs; moyenne du 19 octobre au 28 décembre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements) : 147.083 millions de francs.
- (9) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.
- (*) Réévaluation de l'encaisse or en vertu de la loi du 4 août 1950.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1949 Moyenne annuelle	0,28	4,61	354,3	19,7	25,8	399,8	1.269,0	1.314,4	12,3	28,6	296,4	94,6	431,9	11,6
1949 Moyen. du 5 janv. au 14 septembre.	0,25	4,26	334,8	20,1	25,8	380,7	1.266,7	1.314,9	12,9	17,0	295,4	89,9	415,2	12,7
Moyen. du 21 sept. au 28 décembre...	0,36	5,48	402,3	18,8	26,0	447,1	1.274,6	1.313,3	11,0	57,3	298,9	106,5	473,7	9,4
1950 Moyenne annuelle	0,36	4,77	519,8	22,4	26,6	568,8	1.287,4	1.328,4	14,7	195,6	292,2	94,3	596,8	7,7
1950 6 septembre ...	0,36	4,79	549,6	22,2	24,6	596,4	1.299,0	1.350,0	13,4	246,5	279,1	95,2	634,2	8,9
4 octobre	0,36	2,71	562,3	18,8	24,3	605,4	1.282,7	1.350,0	12,9	254,8	296,0	93,5	657,2	10,7
8 novembre	0,36	2,35	558,1	30,6	31,6	620,3	1.278,4	1.350,0	15,3	266,4	308,4	86,7	670,8	11,0
6 décembre	0,36	1,57	581,9	35,9	25,0	642,8	1.308,0	1.350,0	14,2	266,4	302,7	85,4	668,7	6,6
1951 10 janvier	0,36	1,07	339,0	20,4	24,7	384,1	1.314,0	1.350,0	18,7	2,4	297,4	84,8	403,3	9,3
7 février	0,36	0,62	292,7	16,6	46,4	355,7	1.286,4	1.350,0	21,6	9,3	285,3	85,8	402,0	10,1
7 mars	0,36	0,45	312,8	13,6	24,1	350,5	1.295,1	1.350,0	12,8	0,3	290,0	84,7	387,8	14,4
4 avril	0,36	0,73	371,5	15,0	24,1	410,6	1.321,7	1.350,0	14,0	14,6	302,8	89,9	421,3	7,0
9 mai	0,36	0,52	362,1	11,0	28,1	401,2	1.328,0	1.350,0	17,5	0,4	300,1	88,3	406,3	5,6
6 juin	0,36	0,55	377,5	7,5	22,9	407,9	1.337,1	1.350,0	12,9	4,4	300,0	86,3	403,0	3,4
4 juillet	0,36	0,69	349,5	17,5	22,5	389,5	1.358,4	1.400,0	15,9	0,7	300,4	88,0	414,0	10,3
8 août	0,36	0,54	348,9	4,1	30,4	383,4	1.393,9	1.425,0	15,9	0,3	287,1	93,7	397,0	8,1
5 septembre	0,36	0,28	318,6	23,0	24,3	365,9	1.353,5	1.400,0	17,3	3,2	279,0	95,1	394,6	11,9
10 octobre	0,36	0,70	342,1	40,0	24,2	406,3	1.352,1	1.400,0	18,8	0,1	300,2	94,2	413,3	11,8
7 novembre	0,36	1,24	330,9	13,1	42,4	386,4	1.357,6	1.400,0	16,6	0,2	300,4	95,4	412,6	10,7

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 novembre 1951.
précédent : 2 % depuis le 26 octobre 1939.

- (1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.
- (2) Compte de Coopération européenne.

(millions de florins)

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances en valeurs libellées en monnaies étrangères	(1)	Moyens de paiement à l'étranger	Avances nautiques en compte courant (y compris les prêts) sur titres, marchandises et warrants	Cert. de Trésor repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaissant d'accords de paiement	(2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Avoirs libellés en monnaies étrangères	
											Anciennes émissions	Nouvelles émissions	du Trésor		Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaissant d'accords de paiement	Autres avoirs	Avoirs de non-résidents		Avoirs bloqués
													ordinaire	spécial						
1949 Moyen. ann.	499	1,3	469	4,1	150	1.797	1.500	254	86	2.993	316	347	47	396	407	—	3	44		
1949 Moy. du 3 janv. au 19 sept.	437	1,9	385	4,8	150	1.800	1.500	227	91	3.001	224	279	46	377	398	—	4	58		
Moy. du 26 sep. au 27 déc.	667	—	697	2,2	148	1.789	1.500	329	72	2.973	566	534	49	449	431	—	2	7		
1950 Moyen. ann.	867	2,6	1.066	1,4	114	1.404	1.500	383	63	2.879	392	941	40	477	421	—	2	55		
1950 4 septembre	871	—	1.254	1,7	51	1.350	1.500	369	60	2.873	213	1.210	44	545	371	—	2	24		
9 octobre	873	—	1.296	1,3	55	1.350	1.500	369	59	2.774	191	1.346	57	641	276	—	2	45		
6 novembre	873	—	1.285	1,2	51	1.350	1.500	409	58	2.791	210	1.388	56	427	402	—	1	79		
4 décembre	873	—	1.288	1,1	79	1.350	1.500	412	57	2.844	279	1.318	31	469	256	—	—	195		
1951 8 janvier	1.175	2,3	893	2,1	60	1.600	1.500	282	56	2.864	171	1.348	40	410	213	104	—	284		
5 février	1.175	0,4	939	3,5	91	1.500	1.500	285	55	2.831	191	1.325	29	421	185	108	—	323		
5 mars	1.175	0,9	956	3,3	123	1.500	1.500	263	54	2.812	193	1.386	34	353	171	106	—	393		
9 avril	1.175	1,9	924	2,1	123	1.500	1.500	276	52	2.723	104	1.455	29	434	100	108	—	484		
7 mai	1.177	12,5	779	2,4	155	1.500	1.500	249	51	2.740	19	1.428	30	407	148	108	—	490		
4 juin	1.177	31,2	781	1,4	185	1.500	1.500	211	50	2.750	4	1.470	30	402	174	110	—	603		
9 juillet	1.177	262,1	777	2,9	197	1.500	1.500	265	49	2.749	1	1.548	46	425	219	111	—	693		
6 août	1.177	311,8	764	3,8	206	1.500	1.500	296	48	2.772	28	1.626	25	404	181	114	—	705		
10 septembre	1.177	282,6	812	4,3	214	1.500	1.500	265	47	2.771	32	1.685	26	289	127	114	—	767		
8 octobre	1.177	200,2	867	6,0	234	1.500	1.500	297	47	2.802	35	1.722	33	256	129	114	—	724		
5 novembre	1.182	150,0	908	8,5	222	1.500	1.500	293	46	2.844	44	1.745	35	231	117	114	—	634		

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 17 avril 1951.
précédent : 3 % depuis le 26 septembre 1950.

(1) Avant le 2 janvier 1951, ce compte se décomposait en « Papier sur l'étranger » et « Avoirs des correspondants à l'étranger ».

(2) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires ». Ce changement d'intitulé signifie que cette rubrique enregistre désormais uniquement les créances décaissant d'accords de paiement avec l'étranger et dont les comptes sont libellés en florins. Les créances qui ne doivent plus être portées sous cette rubrique ont été transférées à un compte « Divers ».

(3) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Avoirs libres de banques d'émission étrangères et institutions similaires ».

(4) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Autres avoirs libres ». Par suite de la disparition du compte « Avoirs bloqués », ce compte s'intitule à présent : « Autres avoirs ».

(5) Ce compte enregistre les avoirs en florins de non-résidents ne décaissant pas d'accords de paiement.

(6) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créanciers en monnaies étrangères ».

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse-or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1949 Moyenne annuelle	6.047	305,2	104,9	27,6	9,7	4.266	1.817	104,41
1950 Moyenne annuelle	6.176	297,4	88,7	23,3	11,3	4.249	2.119	101,67
1950 7 septembre	6.146	344,3	91,0	26,3	8,8	4.232	2.249	100,14
7 octobre	6.101	366,9	110,1	26,0	7,0	4.276	2.196	99,93
7 novembre	6.071	328,3	113,7	27,3	10,7	4.299	2.116	99,77
7 décembre	6.020	277,3	118,3	26,5	11,9	4.380	1.943	99,59
1951 6 janvier	5.976	275,7	193,9	34,1	14,6	4.503	1.848	98,42
7 février	5.991	285,1	133,9	25,9	10,6	4.303	2.004	99,53
7 mars	6.025	270,7	152,0	31,6	11,3	4.327	2.024	99,12
7 avril	5.978	239,1	164,7	26,6	7,3	4.337	1.941	99,03
7 mai	5.977	244,5	162,9	32,9	10,4	4.359	1.932	98,89
7 juin	6.026	216,1	141,1	30,7	10,7	4.327	1.963	99,29
7 juillet	5.999	200,0	110,0	32,2	10,8	4.406	1.811	99,73
7 août	6.014	182,8	108,3	32,7	10,3	4.396	1.813	99,79
7 septembre	5.975	212,3	132,4	32,7	8,7	4.451	1.772	99,44
6 octobre	5.976	185,3	178,1	32,0	7,5	4.507	1.734	98,72
7 novembre	5.983	188,0	185,0	32,0	11,8	4.524	1.737	98,55

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks
(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1949 Moyenne annuelle	22.610	584	23.194	288	19.594	23.396	19.704	53,8
1950 Moyenne annuelle	22.143	533	22.676	247	18.411	23.001	18.315	54,9
1950 6 septembre	21.821	518	22.339	215	18.942	23.054	18.342	54,0
4 octobre	21.739	526	22.265	214	19.375	23.012	18.763	53,3
8 novembre	21.460	534	21.994	213	19.311	23.193	18.247	53,1
6 décembre	21.183	551	21.734	232	20.239	23.458	18.809	51,4
1951 10 janvier	20.704	589	21.293	320	20.461	23.341	18.947	50,4
7 février	20.513	597	21.110	359	21.641	23.101	21.071	47,8
7 mars	20.115	595	20.710	340	22.179	23.132	20.565	47,4
4 avril	19.943	618	20.566	344	22.914	23.050	21.084	46,6
9 mai	19.891	623	20.514	323	22.544	23.179	20.795	46,6
6 juin	19.883	626	20.509	291	22.653	23.335	20.439	46,9
11 juillet	19.845	666	20.511	304	23.093	23.730	20.724	46,1
8 août	19.851	669	20.520	329	23.118	23.774	20.547	46,3
5 septembre	19.936	675	20.611	299	23.079	24.096	20.255	46,5
10 octobre	20.149	670	20.819	292	24.072	24.254	21.276	45,7
7 novembre	20.381	670	21.051	307	23.507	24.370	20.961	46,4

Taux d'escompte (actuel : 1,75 % depuis le 21 août 1950.
précédent : 1,50 % depuis le 13 août 1948)

Sveriges Riksbank
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs (4)	Billets en circulation	Comptes-courants				Tous autres passifs (5)	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1949 Moyenne annuelle	163	140	3.068	111	609	497	3.015	610	178	83	871	701	3.350	10,03	9,02
1949 Moyenne des 8 premiers mois	166	105	3.112	110	470	521	2.958	639	178	80	897	630	3.275	9,19	8,30
1949 Moyenne des 4 derniers mois	155	208	2.979	112	886	449	3.128	553	178	88	819	843	3.500	11,61	10,37
1950 Moyenne annuelle	169	228	2.890	163	970	300	3.200	436	203	73	712	809	3.500	12,42	11,36
1950 Septembre	191	257	2.745	184	1.085	266	3.197	394	131	65	590	940	3.500	14,01	12,80
1950 Octobre	199	269	2.957	188	1.084	277	3.250	394	342	67	803	922	3.500	14,41	13,38
1950 Novembre	199	268	3.046	211	940	304	3.285	404	263	63	730	953	3.500	14,22	13,35
1950 Décembre	198	267	3.443	209	920	251	3.513	511	312	44	867	910	3.500	13,25	13,30
1951 Janvier	206	278	3.425	189	871	200	3.336	568	337	51	956	876	3.500	14,50	13,82
1951 Février	239	321	3.618	171	779	176	3.363	465	479	43	987	964	3.500	16,65	16, —
1951 Mars	250	337	3.556	178	923	168	3.355	731	263	25	1.020	1.038	3.500	17,52	16,79
1951 Avril	273	367	3.596	201	741	165	3.458	456	352	53	861	1.024	3.500	18,50	18,28
1951 Mai	285	383	3.778	241	761	167	3.407	688	351	72	1.110	1.099	3.500	19,01	19,18
1951 Juin	284	383	3.718	249	886	153	3.530	605	476	54	1.135	1.007	3.500	18,88	19,12
1951 Juillet	284	382	3.526	242	981	129	3.482	636	437	90	1.164	898	4.100	16,24	19,04
1951 Août	283	382	3.454	267	822	211	3.577	459	550	72	1.081	867	4.100	18,59	16,22
1951 Septembre	283	381	3.351	247	955	227	3.636	822	288	55	1.185	739	4.100	18,26	16,20
1951 Octobre	295	397	3.054	238	1.281	217	3.755	529	625	48	1.202	622	4.100	18,43	16,88
1951 Novembre	300	404	3.128	244	1.422	282	3.823	858	508	61	1.428	612	4.100	18,41	17,17

Taux d'escompte (actuel : 3 % depuis le 1^{er} décembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.)

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) Le droit d'émission est fixé par la loi du 28 mai 1948 à 3.200 millions de Kr., puis à 3.500 millions de Kr. par la loi du 3 juin 1949 et 2 juin 1950, et à 4.100 millions de Kr. par la loi du 8 juin 1951.
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.
(4) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Participation de la Suède au Fonds Monétaire International » : 517 millions de Kr. et « Actions de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, souscrites par la Suède, partie libérée » : 103 millions de Kr.
(5) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Fonds Monétaire International » : 429 millions de Kr. et « Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement » : 93 millions de Kr.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 30 novembre 1951)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	27 octobre 1950	6, —	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Autriche	10 juillet 1935	3,50 (1)	Italie	6 avril 1950	4, —
Belgique	13 septembre 1951	3,25 (2)	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Pays-Bas	17 avril 1951	4, —
Danemark	2 novembre 1950	5, —	Pologne	1 ^{er} août 1947	6, —
Espagne	22 mars 1949	4, —	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	21 août 1950	1,75	Roumanie	25 mars 1948	5, —
Finlande	3 novembre 1950	7,75 (3)	Suède	1 ^{er} décembre 1950	3, —
France	8 novembre 1951	4, —	Suisse	28 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	8 novembre 1951	2,50	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12, —	Turquie	26 février 1951	3, —
Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5, —	Yougoslavie	20 août 1948	1, — à 3, —

- (1) A partir du 6 décembre 1951, le taux est de 5 %.
(2) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.
(3) A partir du 16 décembre 1951, le taux est de 5,75 %.

III - BANQUE INTERNATIONALE A BALE
Situations en milliers de francs suisses or
 [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

87

	31 août 1951		30 septembre 1951		31 octobre 1951			31 août 1951		30 septembre 1951		31 octobre 1951	
	ACTIF							PASSIF					
I. Or en lingots et monnayé.....	437.196	40,6	439.705	41,7	404.550	40,8	I. Capital :						
II. Encaisse.							Capital autorisé et émis 200.000						
A la Banque et en compte courant							actions de 2.500 francs suisses	500.000	125.000	11,8	500.000	125.000	11,8
dans d'autres banques	49.366	4,6	47.518	4,5	35.862	3,6	ou chacune						
III. Fonds à vue placés à intérêts..	10.502	1,0	9.151	0,9	10.569	1,1	Actions libérées de 25 %						
IV. Portefeuille réescomptable :							II. Réserves :						
1. Effets de commerce et accep-							1. Fonds de Réserve légale	6.813			6.813		
tations de Banque	31.434	2,9	32.781	3,1	35.419	3,6	2. Fonds de Réserve générale ...	13.343			13.343		
2. Bons du Trésor	101.399	9,4	87.764	8,3	137.883	13,9		20.156	1,9	20.156	1,9	20.156	2,0
V. Effets divers remobilisables							III. Dépôts à court terme et à vue						
sur demande	74.125	6,9	74.356	7,0	62.647	6,3	(or) :						
VI. Fonds à terme et avances :							1. Banques Centrales pour leur						
1. A 3 mois au maximum	15.702	1,5	21.170	2,0	19.408	2,0	compte :						
2. De 3 à 6 mois	7.655	0,7	6.031	0,6	5.339	0,5	a) De 3 à 6 mois						
3. De 6 à 9 mois			10.725	1,0	10.738	1,1	b) A 3 mois au maximum ...	6.891	0,7	6.892	0,7	6.894	0,7
4. De 9 à 12 mois	9.186	0,9					c) A vue	289.680	26,9	301.275	28,5	197.033	19,9
5. A plus d'un an							2. Autres déposants :						
							A vue	12.002	1,1	12.513	1,2	13.254	1,3
VII. Effets et placements divers :								308.573		320.680		217.181	
1. Bons du Trésor.							IV. Dépôts à court terme et à vue						
a) A 3 mois au maximum ...	74.154	6,9	89.401	8,5	65.589	6,6	(diverses monnaies) :						
b) De 3 à 6 mois	45.723	4,2	30.463	2,9	10.435	1,0	1. Banques Centrales pour leur						
c) De 6 à 9 mois							compte :						
2. Autres effets et placements							a) De 9 à 12 mois	18.362	1,7				
divers :							b) De 6 à 9 mois			18.381	1,7	18.324	1,8
a) A 3 mois au maximum ...	73.311	6,8	60.305	5,7	54.203	5,5	c) De 3 à 6 mois	16.872	1,6				
b) De 3 à 6 mois	6.559	0,6	13.760	1,3	36.146	3,6	d) A 3 mois au maximum ...	290.659	27,0	269.746	25,6	273.876	27,6
c) De 6 à 9 mois	37.410	3,5	48.775	4,6	21.206	2,1	e) A vue	98.089	9,1	99.397	9,4	120.554	12,1
d) De 9 à 12 mois	20.523	1,9	1.951	0,2	321	0,0	2. Banques Centrales pour le						
e) A plus d'un an	12.052	1,1	11.978	1,1	11.996	1,2	compte d'autres déposants :						
	269.732		256.723		199.896		a) A 3 mois au maximum ...			42.840	4,1	42.839	4,3
VIII. Actifs divers	1.430	0,1	1.349	0,1	1.886	0,2	b) A vue	38.751	3,6	241	0,0	296	0,0
IX. Fonds propres utilisés en exé-							3. Autres déposants :						
cution des accords de La Haye							a) De 3 à 6 mois	17.582	1,6	21.053	2,0	17.511	1,8
de 1930 pour placements en							b) A 3 mois au maximum...	19.675	1,8	15.405	1,5	33.339	3,4
Allemagne (voir ci-dessous)...	68.291	6,4	68.291	6,5	68.291	6,9	c) A vue	2.443	0,2	2.342	0,2	2.492	0,3
Total actif...	1.076.018	100,0	1.055.564	100,0	992.488	100,0	V. Divers						
								502.433	0,9	469.405	1,0	509.231	1,1
							VI. Compte de profits et pertes :	9.781		10.249		10.846	
							Report à nouveau	2.926	0,3	2.926	0,3	2.926	0,3
							VII. Provision pour charges éven-						
							tuelles	107.149	10,0	107.148	10,1	107.148	10,8
							Total passif...	1.076.018	100,0	1.055.564	100,0	992.488	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :			Dépôts à long terme :		
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank : effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus)	221.019		1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)...	152.606	
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		2. Dépôt du Gouvernement allemand	76.303	
Total...	297.200		Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus)	68.291	
			Total...	297.200	

Note 1 : L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250,—, la Banque a reçu, de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

Note 3 : Des effets équivalant à francs suisses or 1.526.500,— au 31 août 1951, au 30 septembre 1951 et au 31 octobre 1951 ont été réescomptés avec endos ou engagement de rachat de la Banque.

IV — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable en milliers d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

	Au début des opérations 1 ^{er} juillet 1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		De juillet à septembre 1950	Décembre 1950	Mars 1951	Mai 1951	Juin 1951	Juillet 1951	Août 1951	Septembre 1951	Octobre 1951
ACTIF.										
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'engagement du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (dollars)	350.000	307.353	307.353	307.353	298.773	286.050	280.389	280.389	235.230	141.034
b) Or en lingots	—	—	—	—	—	—	60.362	25.773	17.105	35.889
c) Solde du compte courant (dollars)	—	30.958	47.852	58.112	41.060	65.908	27.534	22.352	9.646	2.052
d) Bons du Trésor des Etats-Unis d'Amérique au prix d'achat	—	—	48.936	4.105	—	—	—	—	—	—
	350.000	338.311	404.141	369.570	339.833	351.967	368.285	328.514	261.981	178.975
II. Soldes initiaux débiteurs attribués pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 et non encore utilisés.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise...	44.050	44.050	22.243	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21.200	15.825	21.200	21.200	21.200	21.200	—	—	—	—
Royaume-Uni	160.000	70.254	—	—	—	—	—	—	—	—
	215.250	129.929	43.443	21.200	21.200	21.200	—	—	—	—
III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne en vertu de l'article 13 de l'accord en date du 19 septembre 1950 (1)										
	—	—	24.455	80.119	—	—	—	—	—	—
IV. Prêts consentis à des Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Danemark	—	15.570	38.413	39.149	57.807	61.094	65.400	65.550	61.609	56.690
Allemagne	—	142.436	192.000	192.000	191.917	182.552	181.189	140.672	104.775	9.206
France	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66.834
Italie	—	—	30.861	41.000	16.198	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	11.492	75.466	118.800	169.396	175.599	102.116	181.818	157.073	108.298
Norvège	—	—	—	13.847	22.008	20.009	20.065	16.370	8.446	3.978
Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	141.941	355.598
Suède	—	—	—	30.251	62.360	44.304	44.125	35.930	—	—
Turquie	—	—	—	12.182	19.435	28.184	28.662	30.000	30.000	30.000
	—	169.498	336.740	447.229	539.121	511.742	531.557	470.340	503.934	630.604
V. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de prêt (2).										
Norvège	—	—	1.077	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Turquie	—	—	—	—	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000
	—	—	1.077	10.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000
VI. Divers										
	—	—	167	—	—	408	406	406	406	406
	565.250	637.738	810.023	928.118	935.154	920.317	935.248	834.260	801.321	844.985
PASSIF.										
I. Fonds de roulement										
	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575
II. Soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 ou non encore utilisés.										
Autriche	80.000	72.049	42.561	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115.000	73.509	44.218	22.380	3.959	—	—	—	—	—
Islande	4.000	2.127	691	97	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50.000	39.390	—	—	—	—	—	—	—	—
	279.000	187.075	87.470	22.477	3.959	—	—	—	—	—
III. Crédits reçus de Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise...	—	—	—	61.243	106.549	147.391	175.474	201.313	201.313	201.313
France	—	144.810	158.180	187.443	164.429	149.633	134.870	121.106	87.825	—
Grèce	—	—	—	—	—	—	—	—	188	—
Islande	—	—	—	—	—	—	—	33	—	24
Italie	—	2.351	—	—	—	12.037	53.614	79.424	91.503	122.983
Portugal	—	15.839	25.401	38.744	40.285	36.541	37.873	39.470	42.000	42.000
Suède	—	—	—	—	—	—	—	—	2.783	68.193
Suisse	—	—	—	26.494	15.801	11.122	30.242	52.796	63.399	81.816
Turquie	—	1.413	5.250	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	—	—	247.472	305.427	317.825	291.968	231.600	62.865	—	—
	—	164.413	436.303	619.351	644.889	648.742	663.673	557.013	489.019	516.329
IV. Crédit reçu des Parties contractantes en vertu de l'article 13 (b) de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise...	—	—	—	—	—	—	—	5.672	40.072	47.991
Portugal	—	—	—	—	—	—	—	—	655	9.090
	—	—	—	—	—	—	—	5.672	40.727	57.081
V. Divers										
	—	—	—	40	56	—	—	—	—	—
	565.250	637.738	810.023	928.118	935.154	920.317	935.248	834.260	801.321	844.985

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus ne figurent pas dans la situation ci-dessus.

(1) Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 13 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1^{er} novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1^{er} mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte.

(2) Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS (*)

88.2

1^{er} juillet 1950 au 31 octobre 1951 (1)

(millions d'unités de compte)

PAYS MEMBRE ET ZONE MONÉTAIRE ASSOCIÉE (2)	POSITION BRUTE Total des excédents (+) et total des déficits (-) bilatéraux		POSITION CUMULATIVE (3) NETTE Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	RESSOURCES SPÉCIALES, Montant utilisé	Utilisation des soldes initiaux crédeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	QUOTA DISPONIBLE	UTILISATION DES QUOTAS. MONTANT UTILISÉ (h + i = g)							
	a							b	c	d	e	f	TOTAL Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g (= b + c + d + e)	DONT	
														Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé par (-) ou reçu (+) par le pays membre i
Allemagne	+ 654,6	- 672,3	- 17,7	+ 11,9	-	-	500	- 9,2	- 9,2	-					
Autriche	+ 39,3	- 164,0	- 124,7	-	+ 30,5	+ 80,0	70 (4)	- 14,2	-	- 14,2 (5)					
Belgique-Luxembourg	+ 732,1	- 265,4	+ 466,7	+ 15,8	-	- 29,4	360 (6)	+ 453,7	+ 249,3 (7)	+ 204,4 (7)					
Danemark	+ 143,8	- 206,3	- 62,6	+ 2,0	-	-	195	+ 61,1	- 56,7	- 4,4					
France	+ 502,9	- 585,0	- 82,1	+ 12,9	-	-	520	- 66,8	- 66,8	-					
Grèce	+ 9,7	- 179,9	- 170,2	+ 1,1	+ 54,1	+ 115,0	45 (4)	-	-	-					
Islande	+ 1,3	- 9,8	- 8,5	-	+ 4,5	+ 4,0	15	+ 0,0	+ 0,0	-					
Italie	+ 378,0	- 215,2	+ 162,8	+ 42,5	-	-	205	+ 205,0	+ 123,0	+ 82,0					
Norvège	+ 120,6	- 184,5	- 63,8	+ 0,0	-	+ 60,0 (8)	200	- 4,0	- 4,0	-					
Pays-Bas	+ 400,6	- 546,8	- 146,2	-	-	+ 30,0	355	- 117,6	- 108,3	- 9,3					
Portugal	+ 129,8	- 42,1	+ 87,7	-	-	-	70	+ 88,2	+ 51,1 (9)	+ 37,1 (9)					
Royaume-Uni	+ 1.044,4	- 1.189,7	- 145,3	- 99,7	-	- 150,0	1.060	+ 391,5	- 355,6	- 35,9					
Suède	+ 330,2	- 239,7	+ 90,5	+ 15,4	-	- 21,2(10)	260	+ 84,4	+ 68,2	+ 16,2					
Suisse	+ 257,8	- 144,3	+ 113,5	-	-	-	250	+ 113,6	+ 81,8	+ 31,8					
Turquie	+ 61,8	- 162,1	- 100,3	- 1,9	+ 22,0	+ 25,0 (11)	50	- 55,3	- 30,0	- 25,3(12)					
Total ...	+ 4.807,0	-	+ 921,3	+ 101,7	+ 111,1	+ 314,0 - 200,6		+ 944,9 - 719,7	+ 573,4 - 630,6	+ 371,5 - 89,1					

(1) La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

(2) L'Irlande et Trieste sont comprises dans les zones monétaires du Royaume-Uni et de l'Italie respectivement; le Royaume-Uni comprend, outre ses territoires d'outre-mer, les pays non participants de la zone sterling.

(3) Les intérêts versés au titre de prêts accordés ou reçus devraient être compris dans la position nette (colonne b), mais, pour plus de clarté, ils n'ont été inclus que dans la position comptable (colonne g).

(4) Les quotas de l'Autriche et de la Grèce sont, dans les cas où ces pays ont une position déficitaire, réputés égaux à zéro pour la période couverte par le tableau.

(5) Régulé intégralement en dollars conformément à l'article 13 (a).

(6) Par suite de l'attribution du solde initial débiteur de la Belgique pour 1950-1951, celle-ci ne peut utiliser son quota qu'à concurrence d'un montant de 331 millions d'unités de compte pour couvrir ses excédents au cours de cette période.

(7) Dont 123,1 millions d'unités de compte conformément à la décision du Conseil du 18 octobre 1951.

(8) Dont 10 millions d'unités de compte accordés à titre de prêt, remboursables à l'Union.

(9) Dont 18,2 millions d'unités de compte réglés en dehors du quota conformément à la décision du Conseil du 5 mai 1951.

(10) Correspondant à la conversion du solde initial débiteur non utilisé pour l'année 1950-1951 en un déficit net.

(11) Sous forme de prêt remboursable à l'Union.

(12) Dont 5,3 millions d'unités de compte réglés en dollars conformément à l'article 13 (a).

(*) Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le *Bulletin* de novembre 1951, page 221.

V — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges (10)
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'écono- mie belge (8) = (3) + (7)	P. c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire (9) = (3) (8)	
	Billets et monnaies du Trésor (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire (*) (3)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*) (4)	Avoirs en comptes chèques postaux (*) (5)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établisse- ments paratatactiques (*) (6)	Stock de monnaie scripturale (7) = (4) + (5) + (6)			
1949 Septembre	4.400	87.588	91.009	824	18.338	44.665	63.827	154.836	58,8	9.157
1950 Juillet	4.626	88.812	92.157	506	18.735	43.248	62.489	154.646	59,6	9.710
Août	4.654	88.188	91.652	516	19.253	42.651	62.420	154.072	59,5	9.225
Septembre	4.664	86.352	89.983	554	18.559	43.501	62.614	152.597	59,0	10.417
Octobre	4.668	86.496	90.023	582	18.991	43.822	63.395	153.418	58,7	10.839
Novembre	4.687	86.238	89.734	563	18.158	43.812	62.533	152.267	58,9	10.584
Décembre	4.770	88.599	92.290	988	19.201	42.752	62.941	155.231	59,5	11.112
1951 Janvier	4.950	88.069	91.761	628	18.564	43.964	63.146	154.907	59,2	11.516
Février	4.984	86.904	90.682	535	18.324	44.623	63.482	154.164	58,8	12.552
Mars	4.944	85.953	89.713	598	19.161	45.038	64.797	154.510	58,1	13.433
Avril	4.999	86.669	90.428	491	18.992	44.935	64.418	154.846	58,4	15.363
Mai	5.104	86.781	90.534	573	18.501	45.407	64.481	155.015	58,4	15.740
Juin	5.219	88.167	92.184	500	18.813	45.395	64.708	156.892	58,8	15.547
Juillet	5.382	90.448	94.576	500	18.914	44.617	64.031	158.607	59,5	15.360
Août	5.454	91.263	95.484	538	18.982	45.385	64.905	160.389	59,5	15.269
Septembre	5.516	91.648	96.006	554	19.062	46.998	66.614	162.620	59,0	15.345

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6: « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 333 et suivantes.

VI — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE
EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1950 Juillet	3,38	1,43
Août	3,30	1,37
Septembre	3,31	1,55
Octobre	3,51	1,63
Novembre	3,79	1,65
Décembre	3,55	1,85
1951 Janvier	3,59	1,76
Février	3,97	1,75
Mars	3,85	1,96
Avril	3,81	1,87
Mai	4,05	1,90
Juin	3,61	1,88
Juillet	3,78	1,86
Août	3,77	1,79
Septembre	3,48	1,67

(1) Voir tableau n° 36.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES

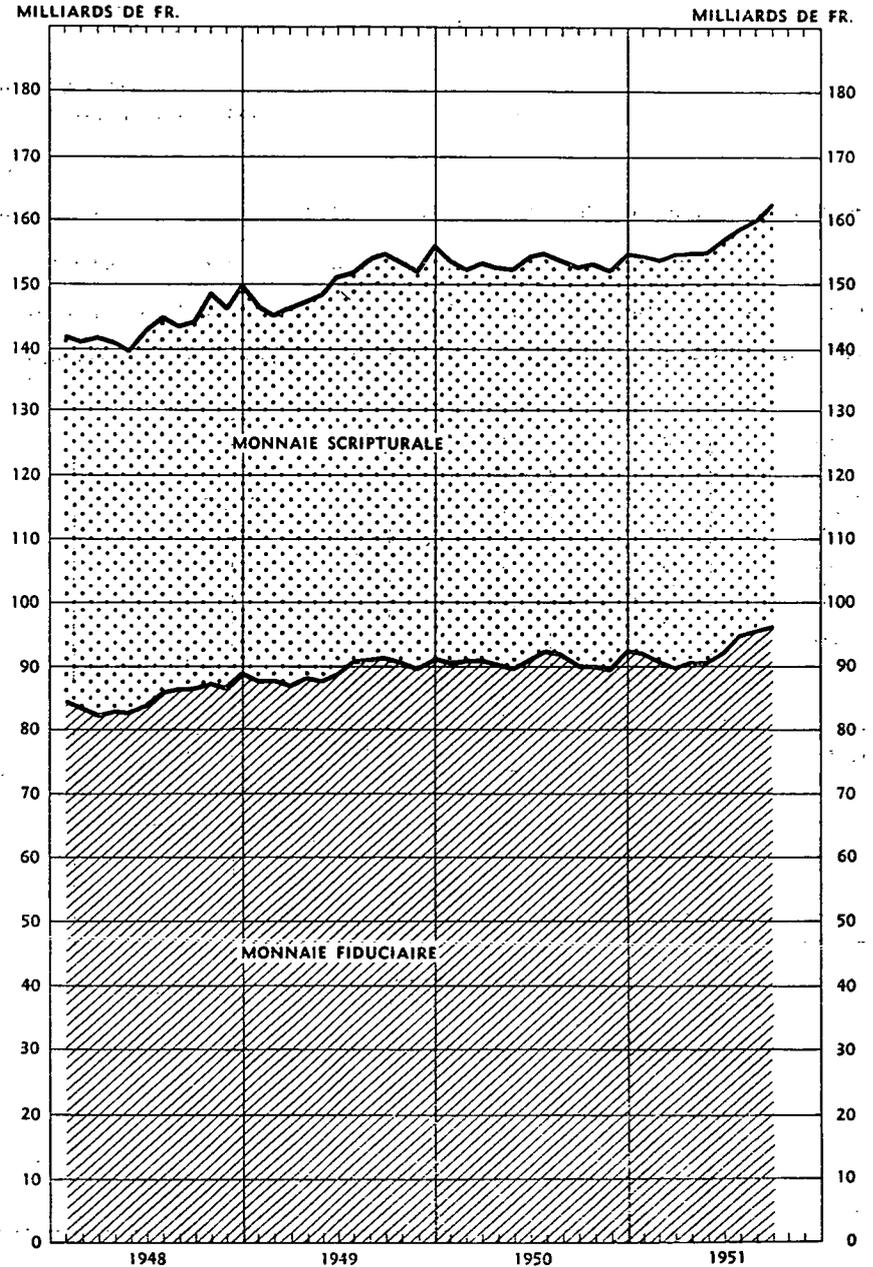


TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHE DE L'ARGENT		LA PRODUCTION	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	I — Production charbonnière et métal-	
II — Taux des dépôts en banque et à la		lurgique	55
Caisse Générale d'Épargne	4	II — Industrie textile	56
LE MARCHE DES CHANGES ET DES METAUX		III — Productions diverses	56
PRECIEUX		IV — Energie électrique	58
I — Cours des métaux précieux	9	V — Gaz	59
II — Cours officiels des changes	10	LA CONSOMMATION	
LE MARCHE DES CAPITAUX		I — Indices des ventes à la consom-	
I — Cours comparés de quelques fonds		mation	65
publics	14	II — Consommation de tabac	66
II — Indices des actions aux Bourses de		III — Abatages dans les 12 principaux	
Bruxelles et d'Anvers	15	abattoirs du pays	67
III — Mouvement des opérations à la		LES TRANSPORTS	
Bourse de Bruxelles	15	I — Activité de la Société nationale des	
IV — Cours et rendements des principaux		Chemins de fer belges	70
types de valeurs à revenu fixe ..	16	a) recettes et dépenses d'explo-	
V — Emissions de capitaux en Belgique et		tation	
au Congo belge	17	b) wagons fournis à l'industrie	
Tableau rétrospectif		c) trafic :	
Emissions des sociétés congolaises en		1° trafic général	
juillet 1951 :		2° grosses marchandises :	
Détail des émissions		A) ensemble du trafic	
Groupement par importance du		B) service interne belge	
capital		II — Activité de la Société nationale des	
Emissions des sociétés belges en		Chemins de fer vicinaux	70
août 1951 :		III — Les ports	71
Détail des émissions		a) Anvers	
Groupement par importance du		b) Gand	
capital		IV — Mouvement général de la navigation	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	intérieure	72
VII — Opérations bancaires du Crédit Com-		LE COMMERCE EXTERIEUR	
munal	19	Classification adoptée par la convention	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	de Bruxelles	75
LES FINANCES PUBLIQUES		LE CHOMAGE	
I — Situation de la Dette publique	25	I — Chômage complet et partiel	81
II — Situation des avoirs en effets publics		II — Répartition des chômeurs contrôlés	
de la Banque Nationale de Bel-		par province	81
gique	25	III — Répartition des chômeurs inscrits par	
III — Rendement des impôts	26	groupe de professions	81
LES REVENUS ET L'EPARGNE		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES	
I — Rendement des sociétés par actions		I — Belgique et Congo belge :	
belges et congolaises	30	Situations globales des banques ..	85
Dividendes et coupons d'obliga-		Banque Nationale de Belgique :	
tions mis en paiement :		Situations hebdomadaires	85
Juin 1951		Banque du Congo belge :	
Tableau rétrospectif		Situations mensuelles	85
II — Caisse Générale d'Épargne et de		II — Banques d'émission étrangères :	
Retraite	31	Situations	86
a) Dépôts sur livrets particuliers		Banque de France	
à la Caisse d'Épargne		Bank of England	
b) Versements inscrits aux comp-		Nederlandsche Bank	
tes des affiliés à la Caisse		Banque Nationale Suisse	
de Retraite		Federal Reserve Banks	
III — Indice trimestriel des salaires	32	Sveriges Riksbank	
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		Taux d'escompte	
I — Chambres de compensation	35	III — Banque des Règlements Internatio-	
a) Mouvement du débit		naux, à Bâle	87
b) Détail du mouvement de la		IV — Union Européenne de Paiements :	
compensation à Bruxelles		Résumé de la situation financière	88.1
II — Chèques postaux	36	Règlement de la position des	
LES PRIX		pays membres	88.2
a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45	V — Stock monétaire en francs belges ..	89
b) Indices des prix de gros en Belgique		VI — Vitesse de circulation de la monnaie	
et à l'étranger	45	scripturale en Belgique	89
c) Indices des prix de détail en Belgique	46		

Prix de l'abonnement annuel : { Etranger, 300 francs.
Belgique, 250 francs

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Anc. Établiss. d'imprimerie
TH. DEWARICHET
J., M., G. et L. Dewarichet,
F^{rs} & S^{rs}, soc. en n. col.
16, rue du Bois-Sauvage, 16
B R U X E L L E S

27354